

ENFIN LIBRES

LE MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES AUX ETATS-UNIS

ENFIN LIBRES

LE MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES AUX ETATS-UNIS



« Je fais un rêve » : en août 1963, la marche sur Washington fut la plus grande manifestation politique que la nation eût jamais vue. La foule massée devant le Lincoln Memorial et tout autour du bassin du Washington Monument écouta l'allocution de Martin Luther King, peut-être le plus beau discours jamais prononcé par un Américain.

S O M M A I R E

— 1 —

L'esclavage s'étend en Amérique 3

Un phénomène mondial transplanté en Amérique

L'esclavage prend pied

La vie des esclaves et les institutions

Les liens familiaux

ENCADRE : Le génie de l'Eglise noire

— 2 —

« Trois cinquièmes d'un homme libre » : une promesse différée 8

Une terre de liberté ?

La plume de Frederick Douglass

Le chemin de fer clandestin

Les armes à la main

John Brown, le rebelle

La guerre de Sécession

ENCADRE : Les soldats noirs dans la guerre de Sécession

— 3 —

« Séparés mais égaux » : les Afro-Américains face à l'échec de la Reconstruction 18

La Reconstruction au Congrès

Percées... et reculs

L'avènement de « Jim Crow »

Booker Washington : la quête de l'indépendance économique

W. E. B. Du Bois : l'incitation à l'agitation politique

ENCADRE : Marcus Garvey : une autre voie

— 4 —

Charles Hamilton Houston et Thurgood Marshall lancent le combat juridique contre la ségrégation 26

Charles Hamilton Houston : l'homme qui fit tomber Jim Crow

Thurgood Marshall : Monsieur droits civiques

L'arrêt *Brown*

ENCADRE : Ralph Johnson Bunche : universitaire et homme d'Etat

ENCADRE : Jackie Robinson : la chute de la barrière raciale

— 5 —

« Le mouvement est lancé » 35

Le boycott des autobus à Montgomery

Les sit-in

Les voyageurs de la liberté

Le mouvement d'Albany

Arrestation à Birmingham

Lettre de la geôle de Birmingham

« Le mouvement est lancé »

La marche sur Washington

ENCADRE : Rosa Parks : la mère du mouvement des droits civiques

ENCADRE : Les militants des droits civiques : meurtre dans le Mississippi

ENCADRE : Medgar Evers : martyr du mouvement du Mississippi

— 6 —

« Cela ne peut plus durer » : l'égalité inscrite dans la loi 52

L'évolution politique

Lyndon Baines Johnson

La loi de 1964 sur les droits civiques

Les dispositions de la loi

La loi de 1965 sur le droit de vote : le contexte

Dimanche sanglant à Selma

La marche de Selma à Montgomery

La promulgation de la loi sur le droit de vote

Les dispositions concrètes de la loi de 1965

ENCADRE : Les Sudistes blancs face au mouvement des droits civiques

Epilogue 65

Les conquêtes du mouvement des droits civiques

L'ESCLAVAGE S'ÉTEND EN AMÉRIQUE

Parmi les antiquités exposées au siège des Nations unies à New York figure une reproduction du cylindre de Cyrus. Dans ce document daté de 539 av. J.-C., Cyrus le Grand, maître de l'Empire perse et conquérant de Babylone, garantit à ses sujets une large part des droits que nous qualifions aujourd'hui de droits civiques, parmi lesquels la liberté religieuse et la protection de la propriété individuelle. Cyrus abolit en outre l'esclavage, « une pratique qui, dit-il, devrait être éradiquée dans l'ensemble du monde ».

Tout au long de l'histoire, les nations ont beaucoup varié dans la définition des droits dont jouissaient leurs citoyens et dans la vigueur avec laquelle elles en assuraient effectivement le respect. Les Etats-Unis, en tant que nation, sont fondés sur ces droits civiques, sur les nobles idéaux enchâssés dans la Déclaration d'Indépendance, sur les protections garanties par la loi inscrites dans la Constitution et, de façon éclatante, dans les dix premiers amendements à cette constitution connus sous le nom de Déclaration des droits (*Bill of Rights*) du peuple américain.

Un groupe de nouveaux arrivants sur le sol américain ne bénéficiait cependant pas de ces droits et garanties. Alors que les immigrants en provenance d'Europe profitaient dans le Nouveau Monde de possibilités économiques sans précédent et d'une large liberté individuelle, politique et religieuse, les Africains noirs étaient transplantés de force, souvent enchaînés, sur le territoire pour y être vendus comme de simples objets et contraints de travailler pour un « maître », le plus souvent dans les grandes plantations du Sud.

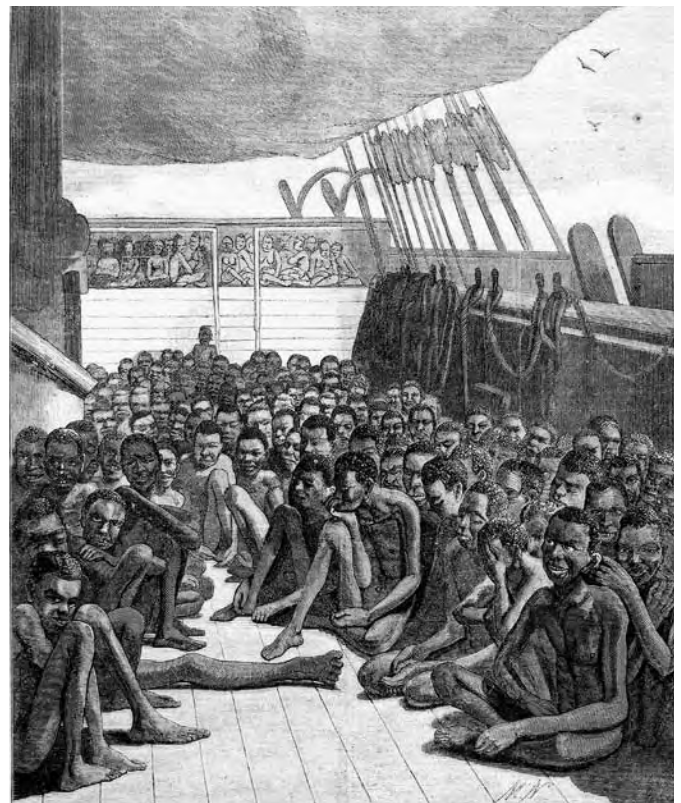
Ce livre relate le combat mené par ces esclaves afro-américains et leurs descendants pour bénéficier – en droit et en pratique – des droits civiques dont jouissaient les autres Américains. C'est l'histoire d'un combat empreint de dignité et d'obstination, avec ses héros et ses héroïnes, un combat qui finit par réussir à contraindre la majorité des Américains à regarder en face l'abîme honteux entre leurs principes universels d'égalité et de justice et l'inégalité, l'injustice et l'oppression dont souffraient des millions de leurs concitoyens.

Un phénomène mondial transplanté en Amérique

La pratique de l'esclavage remonte aux temps préhistoriques. Si les conditions de l'asservissement variaient, les antiques civilisations de Mésopotamie, de Chine et d'Inde, la Grèce et la Rome classiques, les Empires aztèque, inca et maya de l'Amérique précolombienne eurent tous recours au travail des esclaves.

On lit dans la Bible que les Egyptiens utilisèrent des esclaves hébreux pour édifier les grandes pyramides et que les Hébreux, au cours de l'Exode, employaient eux-mêmes des esclaves. Le christianisme primitif, tout comme l'islam, acceptait l'esclavagisme. Les Arabes du Nord et de l'Est de l'Afrique asservissaient les Noirs, tandis que l'Egypte et la Syrie faisaient de même des Européens du pourtour méditerranéen qu'ils capturaient ou achetaient aux marchands d'esclaves et utilisaient pour la production du sucre. De nombreuses tribus amérindiennes réduisaient en esclavage les membres des autres tribus capturés au cours des combats.

Une combinaison de facteurs encouragea le commerce des esclaves d'une rive à l'autre de l'Atlantique. La conquête de Constantinople par les Ottomans en 1453 bouleversa les circuits commerciaux et priva les Européens de ce sucre dont ils étaient si friands. Dans le sillage des Portugais, ils se lancèrent donc dans l'exploration des côtes de l'Afrique occidentale et commencèrent



Des Africains réduits en esclavage sur le pont du navire *Wildfire*, à Key West (Floride), en avril 1860.



Ce dessin de 1823 représente des esclaves en train de couper de la canne à sucre sur l'île d'Antigua, aux Antilles.

à acheter les esclaves proposés par les marchands africains. Après la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb en 1492, les colons européens importèrent de pleines cargaisons d'esclaves africains pour travailler la terre, et notamment pour cultiver la canne à sucre dans les Antilles. Ces îles ne tardèrent pas à satisfaire près de 90 % des besoins en sucre de l'Europe occidentale.

On imagine mal aujourd'hui la place qu'occupèrent dans l'économie mondiale des produits agricoles comme le sucre, le tabac, le coton et les épices. En 1789, par exemple, la petite colonie de Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti) représentait près de 40 % de l'ensemble du commerce extérieur de la France. Un puissant moteur économique entraînait le commerce transatlantique des esclaves. Au total, ce sont au moins dix millions d'Africains qui subirent l'épreuve du *middle passage*. Cette expression désigne la traversée de l'Atlantique – le deuxième, et le plus long, côté du triangle commercial par lequel étaient acheminés textiles, rhum et produits manufacturés vers l'Afrique, esclaves vers l'Amérique, sucre, tabac et coton vers l'Europe. Le plus grand nombre des esclaves étaient expédiés vers le Brésil portugais, l'Amérique latine espagnole et les « îles sucrières » des Antilles britanniques ou françaises. Le nombre des esclaves africains transportés vers les colonies britanniques d'Amérique du Nord ne représentait que 6 % environ. Il n'en reste pas moins que le destin des Afro-Américains fut profondément différent de celui des autres im-

migrants qui allaient fonder les Etats-Unis et assurer leur expansion.

L'esclavage prend pied

C'est par hasard que les tout premiers esclaves arrivèrent dans les territoires britanniques d'Amérique du Nord. Douze ans après la fondation, en 1607, de la première colonie britannique permanente à Jamestown, en Virginie, un corsaire y accosta avec une « vingtaine de nègres » qu'il avait capturés sur un navire espagnol dans les Caraïbes. Les colons achetèrent la « cargaison », origine de l'esclavage dans ce qui allait devenir les Etats-Unis.

Au cours des cinquante années qui suivirent, les esclaves furent loin de constituer une source considérable de main-d'œuvre dans la toute jeune colonie de Virginie. Les propriétaires terriens préféraient recourir aux travailleurs blancs « sous contrat ». Il s'agissait d'immigrants européens qui s'engageaient à travailler un certain nombre d'années pour un employeur, en échange de l'argent que celui-ci leur avançait pour payer leur transport en Amérique. Tout au long de cette période, écrit le sociologue Orlando Patterson, les relations entre les différentes races étaient relativement étroites. Un petit nombre de Noirs particulièrement ingénieux acquirent même leur liberté et connurent la prospérité.

Mais, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, on assista à la

diminution concomitante du prix des esclaves et du nombre des immigrants disposés à s'engager sous contrat. L'esclave étant devenu moins cher que le travailleur sous contrat, la pratique de l'esclavage se répandit rapidement. En 1770, les Afro-Américains représentaient environ 40 % de la population dans les colonies du Sud et étaient majoritaires en Caroline du Sud. (On trouvait également des esclaves dans les colonies du Nord, mais leur nombre n'excédait jamais 5 % de la population.) Face à une minorité aussi importante, opprimée et susceptible de se révolter, les grands propriétaires sudistes encouragèrent un durcissement du comportement à l'égard des Afro-Américains. Les enfants nés de femmes esclaves héritèrent du statut d'esclave. Les maîtres furent autorisés à tuer leurs esclaves en guise de châtimement. Mais le plus important fut peut-être l'encouragement au racisme prodigué par les élites de Virginie, afin d'affirmer la différence entre les Noirs et les travailleurs blancs aux revenus plus modestes.

La plupart des esclaves afro-américains travaillaient dans des fermes où prédominait la culture d'un produit de base : le tabac au Maryland, en Virginie et en Caroline du Nord, le riz dans le Sud profond. En 1793, l'inventeur américain Eli Whitney mit au point la première machine à égrener le coton, qui permettait de séparer mécaniquement les graines de la fibre qui les enveloppait. Il s'ensuivit une expansion spectaculaire de la culture du coton dans les basses plaines du Sud, culture qui s'étendit rapidement vers l'ouest à travers l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane, jusqu'au Texas. Près de un million d'Afro-Américains furent déplacés vers l'ouest entre 1790 et 1860, soit près de deux fois le nombre de ceux arrivés aux Etats-Unis en provenance de l'Afrique.

La vie des esclaves et les institutions

Les esclaves afro-américains étaient contraints de travailler dur, et parfois même dans des conditions d'une extrême brutalité. Dans certains Etats, des lois spécifiques – *slave codes* – autorisaient les châtimements les plus sévères à l'encontre des esclaves jugés coupables de fautes. On lit dans le *slave code* promulgué en 1705 en Virginie :

Tous les esclaves nègres, mulâtres ou indiens sur ce territoire [...] seront considérés comme des biens immobiliers. Si un esclave vient à résister à son maître [...] le châtimement que celui-ci lui infligera, dùt-il entraîner la mort du coupable [...] ne sera passible d'aucune sanction [...] comme si rien ne s'était jamais passé.

Le code de Virginie exigeait en outre que l'esclave obtint une autorisation écrite avant de quitter la plantation à laquelle il était attaché. Il autorisait l'usage du fouet, le marquage au fer rouge et la mutilation, même en cas de fautes bénignes. Certains codes interdisaient que l'on apprit aux esclaves à lire et à écrire. En Georgie, l'infraction à cette règle était punie d'une amende, éventuellement assortie du fouet si le coupable se trouvait être

« un esclave, un nègre ou une personne de couleur bénéficiant du statut d'homme libre ».

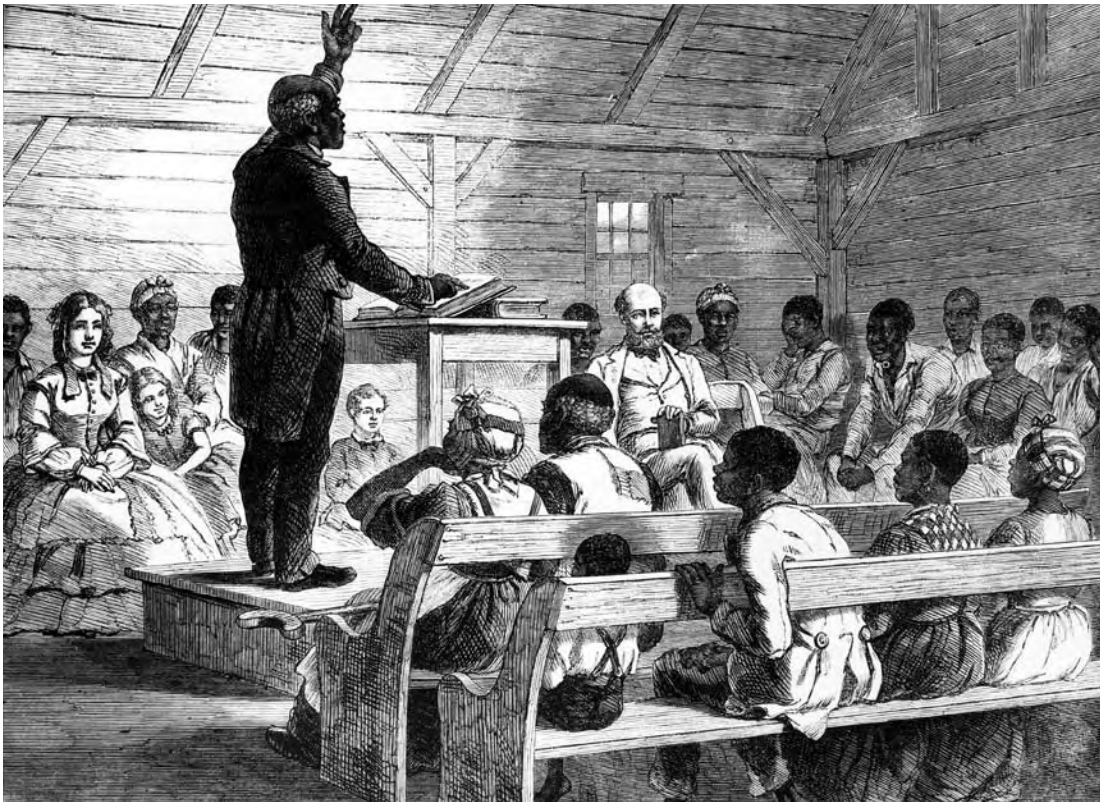
Malgré la dureté de leur sort, les esclaves américains travaillaient dans des conditions matérielles comparables, dans une certaine mesure, à celles que connaissaient à l'époque de nombreux tâcherons et paysans européens. Avec cependant une différence : les esclaves, eux, ignoraient la liberté.

La négation des droits fondamentaux de la personne paralysait l'ascension politique et économique des Afro-Américains ; mais les esclaves firent front en créant leurs propres institutions – des institutions pleines de vigueur sur lesquelles le mouvement des droits civiques du milieu du xx^e siècle pourrait s'appuyer par la suite et dont il tirerait sa force et son assise sociale. Les récits des temps anciens donnent souvent des esclaves l'image de pantins infantiles « manipulés » par leurs maîtres blancs ; mais nous savons aujourd'hui que beaucoup de communautés d'esclaves surent se doter d'une certaine autonomie personnelle, culturelle et religieuse. « Ce n'est pas que les esclaves n'agissaient pas comme des êtres humains, écrit l'historien Eugene Genovese. C'est plutôt qu'ils étaient dans l'incapacité de se saisir de la force collective qu'ils détenaient en tant que peuple et d'agir comme des êtres politiques. » Genovese conclut néanmoins que la majorité des esclaves « trouva les moyens de développer et d'affirmer leur statut d'homme et de femme en dépit des dangereux compromis qui leur étaient imposés. »

L'un de ces moyens fut « l'Eglise noire ». Au cours des ans, un nombre croissant d'Afro-Américains embrassèrent le christianisme, le plus souvent à travers les églises baptistes et méthodistes qui prévalaient chez les Sudistes. Si certains maîtres craignaient que les principes chrétiens ne vinssent contredire les arguments qu'ils avançaient pour justifier l'esclavage, d'autres encourageaient au contraire leurs esclaves à assister aux offices religieux, confinés il est vrai dans une partie de l'église qui leur était spécifiquement réservée.

Après ce contact avec la foi chrétienne, nombre d'esclaves fondèrent leurs propres églises, parallèles ou clandestines. S'y trouvaient souvent mêlés au christianisme certains aspects des cultures et croyances religieuses africaines dont les esclaves avaient hérité. Les services religieux incluaient régulièrement chants et danses, ainsi que ces dialogues sous forme de questions et réponses qui allaient par la suite marquer les grands sermons de Martin Luther King et des autres grands prédicateurs afro-américains. L'Eglise noire mettait volontiers l'accent sur des aspects de la tradition chrétienne qui n'étaient pas ceux que privilégiaient les églises blanches. Quand ces dernières voyaient dans la malédiction de Cham – « Qu'il soit pour ses frères le dernier des esclaves » – la justification de l'esclavage, les Afro-Américains, lors de leurs offices, insistaient plutôt sur la manière dont Moïse avait fait sortir les Israélites de leur condition d'esclave.

Pour les esclaves noirs, la religion était source de consolation



Sur ce dessin de 1860 environ, un prédicateur noir s'adresse à une congrégation rassemblant des paroissiens de différentes races dans une plantation de Caroline du Sud.

et d'espoir. Après que la guerre de Sécession eut mis fin à l'esclavage, les églises et les organisations confessionnelles afro-américaines rallièrent un nombre croissant de fidèles, renforcèrent leurs structures et acquirent une influence grandissante, ce qui, le moment venu, leur permit de jouer un rôle essentiel et de contribuer largement au succès du mouvement des droits civiques.

Les liens familiaux

L'étroitesse et la solidité des liens familiaux chez les esclaves allaient, elles aussi, se révéler d'un grand secours. Les propriétaires d'esclaves pouvaient, et beaucoup ne s'en privaient pas, morceler les familles dont ils vendaient les membres à différents maîtres, séparant le mari de son épouse, les enfants de leurs parents. Mais beaucoup de familles d'esclaves demeurèrent intactes et nombre de chercheurs ont noté « la stabilité, la solidité et la durabilité remarquables de la famille nucléaire soumise à l'esclavage ». Les esclaves étaient généralement regroupés dans des logements où se retrouvait la famille élargie. Selon l'historien C. Vann Woodward, les enfants des esclaves « jouissaient véritablement des privilèges de l'enfance, et échappaient au travail et à l'aviilissement même au-delà de l'âge auquel les enfants des classes laborieuses, en Angleterre et en France, étaient déjà condamnés à travailler à la mine ou à l'usine ».

La famille afro-américaine s'est structurellement adaptée pour faire face à l'esclavage, puis à la discrimination et à l'inégalité économique. Nombreuses étaient les familles noires qui s'appa-

rentaient plus à des clans qu'à des familles au sens restreint du terme. Elles étaient pour certaines organisées sous l'autorité de femmes de forte personnalité. Les propriétaires encourageaient parfois ces liens familiaux : la menace de voir leur famille disséminée, pensaient-ils, dissuaderait les esclaves de désobéir ou de se rebeller.

Quoi qu'il en soit, la solidité des liens unissant les familles tant restreintes qu'élargies contribua à la survie des Afro-Américains. Dans les colonies des Antilles et au Brésil, le taux de mortalité chez les esclaves dépassait celui des naissances ; aux Etats-Unis, en revanche, le taux de progression démographique était le même chez les Noirs que chez les Blancs. Dans les années 1770, dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, seul un esclave sur cinq était né en Afrique. Même après l'interdiction de l'importation des esclaves aux Etats-Unis décrétée en 1808, leur nombre ne cessa de croître, passant de 1,2 million à 4 millions à la veille de la guerre de Sécession en 1861.

L'esclavage importa sur le territoire américain des Africains auxquels étaient déniés les droits accordés aux immigrants d'origine européenne. En dépit de cette situation, nombre d'Afro-Américains établirent de puissants liens familiaux et des institutions à caractère religieux, jetant ainsi de solides fondations sur lesquelles les générations à venir purent bâtir un victorieux mouvement des droits civiques. Le combat pour la liberté et l'égalité commença bien avant que Rosa Parks ne revendique le droit de s'asseoir à l'avant de l'autobus, plus d'un siècle avant que Martin Luther King ne réveille la conscience des Américains avec son fameux rêve.

LE GENIE DE L'EGLISE NOIRE

L'apport des communautés religieuses afro-américaines à la société américaine est immense. Leur moindre mérite n'est pas d'avoir offert une large assise morale, politique et organisationnelle au mouvement des droits civiques du ^{xx}e siècle ni d'avoir modelé la pensée de ses promoteurs, dont Rosa Parks et le pasteur Martin Luther King.

Les Afro-Américains, qu'ils fussent esclaves ou libres, constituèrent leurs propres communautés religieuses dès la seconde moitié du ^{xviii}e siècle. Après la Proclamation d'émancipation, de véritables églises constituées virent le jour. Ce que nous appelons aujourd'hui « l'Eglise noire » englobe en fait sept grandes églises historiques : l'Eglise épiscopale méthodiste africaine (AME) ; l'Eglise épiscopale méthodiste africaine de Sion (AMEZ) ; l'Eglise épiscopale méthodiste chrétienne (CME) ; la Convention baptiste nationale des Etats-Unis ; la Convention baptiste nationale d'Amérique ; la Convention baptiste nationale progressiste ; enfin l'Eglise de Dieu dans le Christ.

Ces Eglises apparurent après l'émancipation des esclaves afro-américains. Elles s'inspiraient essentiellement des traditions méthodiste, baptiste ou pentecôtiste, tout en accusant fréquemment des liens avec le catholicisme américain, l'anglicanisme, l'Eglise méthodiste unie et quantité d'autres traditions.

L'immense vertu, pour ne pas dire le génie, de la sensibilité religieuse des Afro-Américains est la tendance à encourager le sentiment d'appartenance identitaire. Les esclaves noirs issus de différentes régions d'Afrique étaient transplantés de force en Amérique, où ils subissaient une terrible oppression. En proie à ce déracinement et à cette iniquité sociale, ils trouvaient dans la foi et la pratique religieuses une source de réconfort et les instruments intellectuels propres à résoudre ce conflit profondément ancré dans la tradition : la désobéissance civile et la non-violence. L'Eglise noire apporta également aux militants politiques afro-américains une solide philosophie : la recherche d'une solution globale valable pour tous plutôt que de palliatifs réservés à quelques privilégiés. Le mouvement des droits civiques devait faire sienne cette philosophie politique, à savoir refuser par principe toute forme d'oppression sur quelque groupe humain que ce fût. Son génie découlait donc de la nature des communautés religieuses afro-américaines qui aspiraient à donner sens au tragique de leur histoire pour se tourner vers la recherche d'un avenir meilleur non pas seulement pour elles-mêmes mais pour la nation tout entière et l'ensemble du monde.

En bref, s'il était inévitable que se manifeste quelque forme de résistance à l'esclavage, puis à la

ségrégation organisée par les lois Jim Crow, la spiritualité collective de l'Eglise noire face à la répression contribua à faire naître un mouvement des droits civiques qui entendait atteindre ses objectifs par des moyens pacifiques.

Nombreuses sont les grandes figures du mouvement – Martin Luther King, bien sûr, mais aussi des personnalités aussi marquantes que les représentants au Congrès des Etats-Unis Barbara Jordan et John Lewis, le pasteur baptiste et militant politique Jesse Jackson, ou la légendaire chanteuse de gospel Mahalia Jackson – dont l'esprit fut formé dans le moule religieux de l'Eglise noire. Qui plus est, le rôle de premier plan joué par Martin Luther King dans la promotion et la coordination du mouvement des droits civiques illustre le lien direct qui unissait les communautés religieuses afro-américaines et le combat pour la justice raciale et sociale aux Etats-Unis. L'influence spirituelle de la piété religieuse afro-américaine s'étendit bien au-delà des frontières de la nation : des personnalités de stature mondiale comme Nelson Mandela et l'archevêque Desmond Tutu ont appris de Martin Luther King à incarner une identité africaine et chrétienne charitable et universelle.

La spiritualité afro-américaine n'a rien perdu aujourd'hui de sa vigueur et de son engagement. Les églises noires s'efforcent de répondre aux grands défis

de notre temps, tels la propagation du sida, la pauvreté et le taux excessif de récidivistes parmi les Afro-Américains incarcérés. La quête d'une identité nationale commune demeure cependant le fondement de cette spiritualité. Avec l'élection du premier président afro-américain et l'accession d'un nombre toujours croissant de membres des minorités à l'enseignement supérieur, la progression vers une seule et même identité nationale se poursuit.

En résumé, l'Eglise noire aida les Afro-Américains à supporter les formes les plus sévères de l'oppression et fit naître l'idéal révolutionnaire d'une communauté spirituelle universelle. L'Eglise noire ne se contenta pas de formuler des théories sur la démocratie : elle la mit en pratique. De ses racines jaillit et s'épanouit le mouvement des droits civiques – mouvement créatif, universel et non-violent.

Par **Michael Battle**

Ordonné prêtre par l'archevêque Desmond Tutu, le révérend Michael Battle est doyen et chanoine du Cathedral Center of St. Paul dans le diocèse épiscopal de Los Angeles. Il est l'auteur, entre autres, de *The Black Church in America: African-American Spirituality*.

« TROIS CINQUIÈMES D'UN HOMME LIBRE »

UNE PROMESSE DIFFEREE

Tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e, les Afro-Américains et les Blancs qui militaient à leurs côtés mirent en œuvre de multiples stratégies pour mettre fin à l'esclavage et assurer l'égalité devant la loi des « affranchis ». La progression vers l'égalité raciale ne pouvait qu'être lente, pour la simple raison que l'esclavage et l'oppression des Noirs faisaient partie des compromis politiques sur lesquels reposait l'unité nationale. La guerre de Sécession de 1861-1865 allait abolir l'esclavage aux Etats-Unis ; mais une fois le conflit terminé, la volonté politique nordiste de vaincre la résistance opposée par le Sud à l'égalité raciale s'émoussa peu à peu. La mise en place dans l'ensemble des Etats sudistes d'une législation ségrégationniste, dite « Jim Crow », mit un coup d'arrêt brutal à toute évolution positive. Néanmoins, les dirigeants afro-américains continuèrent à consolider les fondations intellectuelles et institutionnelles sur lesquelles s'appuieraient les mouvements des droits civiques dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Une terre de liberté ?

L'esclavage fut pour les Américains un facteur de division dès le premier jour de leur indépendance. Tandis que s'accroissait la dépendance du Sud par rapport à une nouvelle production de base – « le Roi Coton » – dont la culture employait de nombreux esclaves, la perspective d'un affrontement avec les Etats du Nord, de plus en plus antiesclavagistes, paraissait inéluctable. La jeune nation s'efforça de retarder le conflit par une série de dérobades morales et de compromis politiques.

La Déclaration d'Indépendance (1776) inclut des phrases vibrantes sur la fraternité universelle : « Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Et pourtant, son principal rédacteur, le Virginien Thomas Jefferson, possédait lui-même des esclaves. Jefferson était conscient de cette contradiction, et son texte originel condamnait non pas l'esclavage proprement dit, mais le commerce des esclaves, qualifié de « violation sauvage de la nature humaine ». Toutefois, le Congrès continental qui, à l'époque, assumait de fait le gouvernement de l'Amérique, soucieux d'éviter toute controverse susceptible de briser le consensus en faveur de l'indépendance, ne fit pas figurer cette dernière référence dans

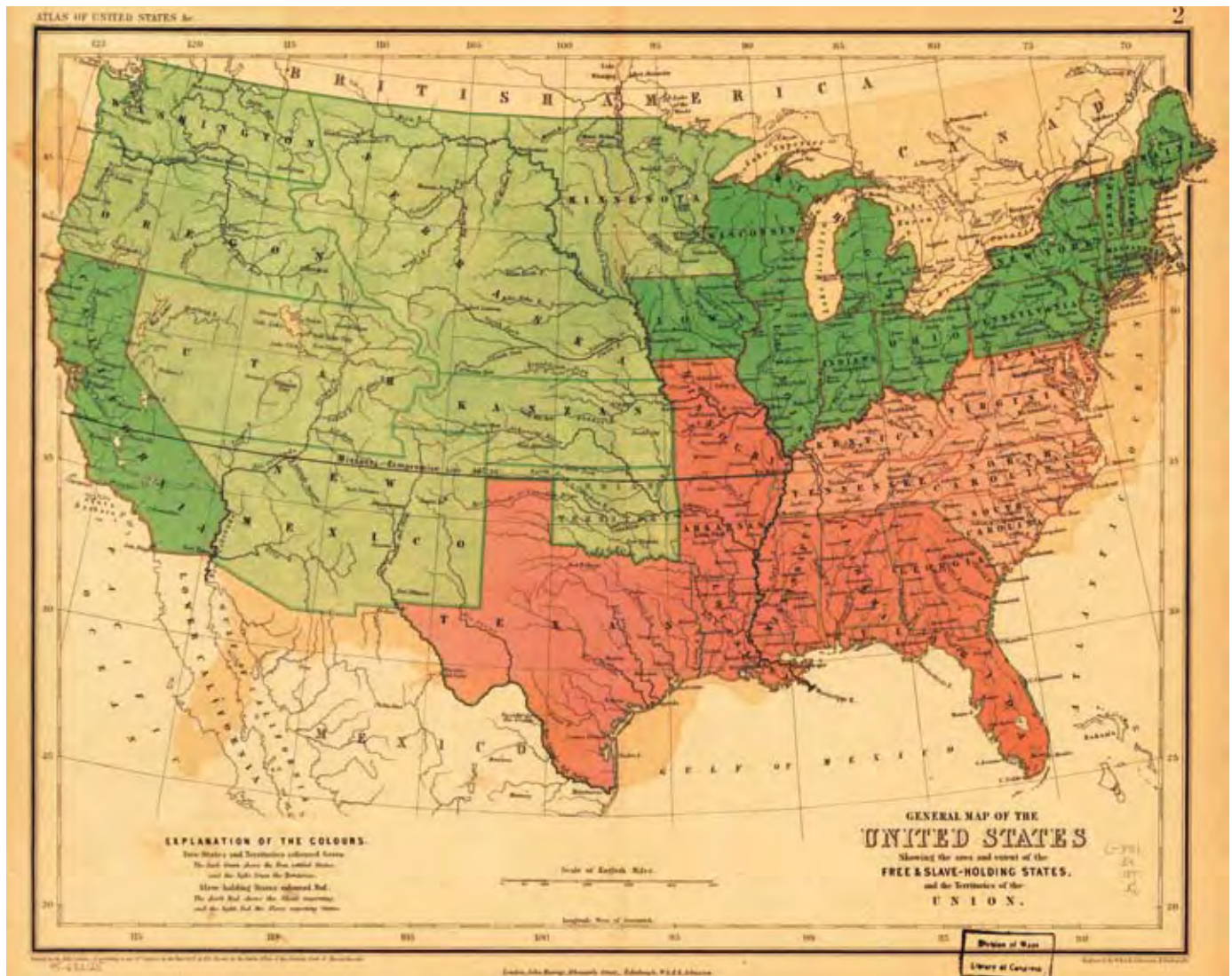


George Washington en compagnie de ses ouvriers agricoles noirs dans sa propriété de Mount Vernon (Virginie), en 1757.

la Déclaration. Ce ne sera d'ailleurs pas la dernière fois que l'opportunisme politique prendra le pas sur les impératifs moraux.

Dès 1787, nombre d'Américains étaient déterminés à remplacer l'alliance lâche et décentralisée des treize Etats par un gouvernement fédéral doté de pouvoirs plus étendus. La Convention constituante réunie à Philadelphie de mai à septembre de la même année rédigea un projet pour la mise en place d'un tel gouvernement. « La Convention fut ponctuée de sévères affrontements sur la question de l'esclavage », écrit David Stewart dans *The Summer of 1787: The Men Who Invented the Constitution*. Alors que « beaucoup de délégués étaient en conscience abolitionnistes [...] l'opinion publique ne penchait pas à l'époque en faveur de l'abolition. »

Dans la mesure où tout projet constitutionnel ne pouvait prendre effet avant d'avoir été ratifié par neuf des treize Etats, il était nécessaire de parvenir à un compromis sur le statut des esclaves afro-américains. Les délégués nordistes, sous la conduite de James Wilson, délégué de Pennsylvanie, parvinrent à un accord avec trois grands Etats esclavagistes. Aux termes de cet accord, cinq « personnes non libres » – entendons par là cinq esclaves – seraient comptabilisées comme trois personnes dans le calcul du nombre de représentants d'un Etat au Congrès. Il était également entendu que le Congrès des Etats-Unis ne pourrait pendant



vingt ans adopter la moindre loi visant à interdire l'importation d'esclaves. (L'abolition effective par le Congrès du commerce des esclaves intervint en 1808.)

Ce « compromis des trois cinquièmes » a été qualifié de pacte avec le diable ou de péché originel de l'Amérique. Comme en témoigne la question posée en 1829 par David Walker, un Noir affranchi du Nord : « M. Jefferson a-t-il publiquement déclaré que nous étions inférieurs aux Blancs, à la fois physiquement et intellectuellement ? » Toujours est-il que ce compromis permit à l'esclavage de perdurer dans les Etats du Sud, où l'invention, en 1793, de l'égreneuse à coton encouragea radicalement cette culture intensive qui employait de nombreux esclaves. Ce compromis eut aussi de lourdes conséquences politiques pour la jeune nation. Lors de l'élection présidentielle âprement disputée de 1800, le poids électoral des Etats du Sud, bénéficiant de l'apport dû à leur forte population d'esclaves, permit à Jefferson de l'emporter sur le président sortant John Adams, du Massachusetts.

Plus important encore fut le rôle joué par l'esclavage dans l'expansion de la nation. La question de savoir si l'esclavage serait autorisé dans les nouveaux Etats revêtait une importance décisive

Cette carte des Etats-Unis de 1857 montre les Etats « libres » en vert foncé, les Etats esclavagistes en rouge et rouge clair, et les territoires (les terres américaines n'ayant pas encore le statut d'Etat) en vert clair.

pour l'équilibre au sein du Congrès entre Etats esclavagistes et non esclavagistes. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, le Congrès elabora un certain nombre de compromis qui visaient généralement à permettre l'entrée en nombre égal d'Etats esclavagistes et d'Etats abolitionnistes. C'est ainsi que le compromis du Missouri, le compromis de 1850 et la loi sur le Kansas-Nebraska maintinrent l'équilibre politique. Mais, en 1857, la Cour suprême, dans son arrêt *Dred Scott contre Sanford*, affirma que le Congrès ne pouvait interdire l'esclavage dans les territoires de l'Ouest qui n'avaient pas encore obtenu le statut d'Etat. Cette décision ne fera qu'aggraver l'antagonisme autour de la question de l'esclavage et précipiter l'inévitable confrontation.

Tandis que le système politique de la jeune nation se révélait incapable d'assurer aux Afro-Américains les droits civiques dont jouissaient leurs concitoyens blancs, des hommes et des femmes courageux ne ménagèrent pas leurs efforts pour abolir l'esclavage et faire en sorte que les Etats-Unis se montrent dignes de leurs idéaux les plus nobles.

La plume de Frederick Douglass

Malgré l'incapacité avérée du système politique d'éliminer l'esclavage dans le Sud, « l'institution particulière », comme les Sudistes avaient coutume de l'appeler, n'était pas sans susciter des oppositions. Des hommes et des femmes déterminés – des Noirs et des Blancs – consacrèrent leur vie à la cause de l'abolition, c'est-à-dire l'interdiction légale de l'esclavage. Ils recoururent à un large éventail de stratégies, violentes ou non violentes. Tout comme à l'époque de Martin Luther King, l'écrit et l'appel à la conscience se révélèrent des armes efficaces. Si la guerre de Sécession n'avait pas pour seule motivation l'affranchissement des esclaves, les abolitionnistes n'en réussirent pas moins à convaincre de nombreux Nordistes de partager le sentiment exprimé en 1858 par un candidat au Sénat du nom d'Abraham Lincoln : « Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout. Je crois que ce régime de mi-esclavage mi-liberté ne peut demeurer de façon permanente. »

Les propos vibrants d'hommes de bon sens, blancs et noirs, conduisirent nombre de leurs concitoyens à regarder en face la contradiction entre leurs nobles idéaux et l'état de servitude imposé aux Afro-Américains dans le Sud. La plume la plus percutante fut peut-être celle d'un esclave fugitif, Frederick Douglass, devenu journaliste, éditeur et champion de la liberté. Né en esclavage en 1817 ou 1818, Douglass apprit à lire grâce à sa propriétaire. A l'âge de 13 ans, il acheta son premier livre. Dès lors s'aguèrent les qualités qui allaient faire de Douglass l'un des orateurs les plus éloquents et les plus persuasifs de son temps. En 1838, il s'échappa de la plantation où il travaillait comme ouvrier agricole et s'établit à New Bedford, dans le Massachusetts, où il allait entamer une remarquable carrière.

En 1841, William Lloyd Garrison, chef de file blanc du mouvement abolitionniste, organisa une convention à Nantucket, dans le Massachusetts. L'un des participants, qui avait déjà entendu les allocutions de Frederick Douglass dans les églises noires locales, l'invita à prendre la parole. « C'est avec la plus grande difficulté que j'ai réussi à me tenir debout, devait-il écrire plus tard, et à articuler deux mots sans hésiter ni bredouiller. » Mais ses paroles émurent la foule. La Massachusetts Anti-Slavery Society, organisatrice de la convention, demanda aussitôt à Douglass de travailler pour elle.

Dans le cadre de sa nouvelle carrière, Douglass participa activement à des réunions publiques dans tout le Nord des Etats-Unis, condamnant l'esclavage et faisant valoir que les Afro-



Une réunion antiesclavagiste à Boston, en 1835, attire à la fois des Blancs et des Noirs affranchis.

Américains étaient juridiquement fondés à bénéficier des droits civiques que la Constitution accordait aux autres Américains. En plusieurs occasions, des bandes racistes s'en prirent avec violence à ces réunions de militants abolitionnistes, mais d'autres Blancs prirent le parti de Douglass et défendirent sa cause. Après qu'un de ses camarades blancs eut perdu ses dents dans une violente bagarre où il lui avait sauvé la vie, Douglass lui écrivit : « Jamais je n'oublierai comment nous étions, comme deux frères, prêts à nous battre et même à mourir l'un pour l'autre. » Et il célèbre la détermination de son camarade à « abandonner une vie aisée et même luxueuse [...] pour tenter de briser les chaînes des esclaves et de sortir les Noirs du mépris. »

En 1845, Douglass publie son premier récit autobiographique ; plusieurs autres suivront, tous suscitant un large écho dans le public. Instruisant les Blancs américains sur ce qu'est la vie dans les plantations, il les convainc de la fausseté de l'idée selon laquelle l'esclavage sert d'une certaine manière le « bien » des Noirs, et leur fait prendre conscience qu'aucune société juste ne saurait tolérer une telle pratique. Mais sa soudaine réputation fait courir à Douglass un danger bien réel : que son maître le retrouve et le remette en esclavage. Prudemment, il quitte les Etats-Unis et entreprend une tournée de conférences de deux ans à travers l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. Tandis qu'il voyage à l'étranger, ses amis achètent sa liberté : un peu plus de 700 dollars, tel est le prix de l'un des plus grands hommes que compte la nation.

En Grande-Bretagne, Douglass découvre une idéologie abolitionniste politiquement plus agressive. De retour aux Etats-Unis

en 1847, il rompt avec William Lloyd Garrison. Ce dernier prêche une action purement morale et non violente contre l'esclavage et souhaite voir le Nord sortir de l'Union pour éviter de subir la « tache morale » de l'esclavage. Pour Douglass, une telle démarche ne serait d'aucun secours pour les esclaves noirs du Sud ; il se prononce au contraire en faveur d'actions militantes plus radicales et apporte son soutien aux partis politiques déterminés à s'opposer à l'extension de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest ainsi qu'à ceux qui exigent son abolition pure et simple dans toute l'Union. Il fait de sa propre maison une étape du « chemin de fer clandestin » (*Underground Railroad*) – réseau qui permet aux esclaves fugitifs de rejoindre les Etats du Nord – et se lie d'amitié avec le militant abolitionniste John Brown qui rêve de déclencher un soulèvement massif des esclaves.

En 1847, Douglass lance *The North Star*, premier des différents journaux qu'il publiera afin de promouvoir la cause de l'égalité des droits pour les Noirs et pour les femmes. « Le Droit n'a pas de sexe – la Vérité n'a pas de couleur – Dieu est notre père à tous et nous sommes tous frères », tel est son slogan. Douglass est un fervent pionnier du combat pour l'égalité des sexes. En 1872, il sera candidat à la vice-présidence sur le ticket du Parti pour l'égalité des droits, aux côtés de Victoria Claflin Woodhull, la première femme candidate à la présidence des Etats-Unis.

Lors de l'élection présidentielle de 1860, Douglass fait campagne pour Lincoln. Quand, peu après l'investiture de Lincoln, éclate la guerre de Sécession – dressant les Etats nordistes de l'Union contre la Confédération sécessionniste du Sud – Douglass fait valoir que l'Union doit mobiliser des troupes noires. « Si vous permettez au Noir de porter sur sa poitrine les lettres de cuivre U.S. ; si vous lui permettez d'afficher sur son uniforme les boutons marqués de l'aigle ; si vous lui mettez un fusil à l'épaule et des balles dans la poche, alors aucun pouvoir au monde ne pourra nier qu'il a gagné le droit à la citoyenneté. » Trop âgé lui-même pour combattre, Douglass recrute des soldats noirs pour les 54^e et 55^e régiments du Massachusetts, deux unités composées de Noirs qui vont manifester un extrême courage au combat.

Au cours de ce long conflit, les relations de Douglass avec Lincoln sont au début un peu houleuses, dans la mesure où l'objectif du Président est tout d'abord d'obtenir le ralliement des Etats esclavagistes limitrophes, d'une importance cruciale pour l'effort de guerre de l'Union. Mais, le 22 septembre, Lincoln lance la Proclamation d'émancipation, affranchissant à compter du 1^{er} janvier 1863 tous les esclaves dans les Etats confédérés rebelles. En mars 1863, Lincoln approuve le recrutement de soldats noirs et, l'année suivante, rejette catégoriquement la suggestion d'entamer des négociations de paix tant que le Sud n'aura pas officiellement accepté l'abolition de l'esclavage. Le Président invitera par deux fois Douglass à venir le rencontrer à la Maison-Blanche. Et à propos de Lincoln, Douglass écrira par la suite : « Jamais, en sa compagnie, je n'ai eu à me souvenir de quelque façon de l'humilité de mes origines ni de la couleur de ma peau. [...] Le Président

me recevait exactement comme un gentleman en reçoit normalement un autre. »

Douglass poursuit après la guerre sa remarquable carrière. Il milite en faveur de l'adoption des Treizième, Quatorzième et Quinzième Amendements à la Constitution – ceux-là mêmes qui énumèrent les droits dont bénéficient tous les hommes, et non pas seulement les Blancs, et interdisent à tout Etat de dénier individuellement ces droits. Il faudra encore le combat de toute une génération de courageux militants pour que ces amendements soient effectivement appliqués, mais ils s'appuieront sur les fondations constitutionnelles mises en place par Douglass et quelques autres. Douglass va encore occuper un certain nombre de charges locales à Washington, la capitale fédérale, et poursuivre son combat en faveur du droit de vote et de l'égalité des femmes. Il meurt en 1895, considéré à juste titre comme la personnalité afro-américaine la plus marquante du XIX^e siècle.

Le chemin de fer clandestin

Frederick Douglass fut sans nul doute un homme doué de rares compétences ; mais des Blancs et d'autres Noirs recoururent parallèlement à un large éventail de stratégies pour combattre l'esclavage et faire bénéficier les Afro-Américains de leurs droits civiques. Dans une nation coupée en deux par la pratique de l'esclavage, une stratégie évidente consistait à faire passer clandestinement les esclaves dans les Etats non esclavagistes du Nord ; et c'est dans cette démarche que s'engagèrent les membres de plusieurs Eglises. Au début du XIX^e siècle, des quakers (un mouvement religieux fondé en Angleterre et très influent en Pennsylvanie) commencèrent à offrir aide et assistance aux esclaves



Harriet Tubman conduisant des esclaves fugitifs vers la liberté au Canada.

en fuite, les aidant soit à commencer une nouvelle vie dans le Nord des Etats-Unis, soit à atteindre le Canada. Certes, les législations adoptées en 1793 et en 1850 prévoyaient la capture et le retour à leur propriétaire des esclaves fugitifs, mais les quakers, adeptes de la non-violence, étaient déterminés à enfreindre des lois qu'ils jugeaient injustes. Méthodistes, presbytériens et congrégationalistes ne tardèrent pas à se joindre à leurs efforts, dans le but avoué d'aider les esclaves en fuite à sortir des Etats du Sud.

Des Noirs libres allaient jouer un rôle de plus en plus important dans cette entreprise connue sous le nom de « chemin de fer clandestin » – non parce qu'elle utilisait des tunnels ou des trains, mais simplement parce qu'elle employait le langage des cheminots. Un « chef de train » (*conductor*) familier de la région conduisait un ou plusieurs esclaves jusqu'à une « gare » (*station*), le plus souvent la maison d'un « chef de gare » (*stationmaster*) ; puis jusqu'à une autre gare, et ainsi de suite jusqu'à ce que les esclaves se trouvent en territoire libre. Les esclaves profitaient généralement de l'obscurité pour se déplacer, parcourant de quinze à trente kilomètres par nuit. L'entreprise était extrêmement périlleuse : les guides, comme les esclaves, encouraient de sévères châtiments, voire la mort, s'ils se faisaient prendre.

Le plus célèbre *conductor* était une femme, une esclave noire qui avait elle-même fui la servitude, nommée Harriet Tubman. Après avoir obtenu, en 1849, le statut de femme libre, elle revint dans le Sud pour y accomplir quelque vingt missions dans le cadre de l'Underground Railroad, au cours desquelles elle permit à environ trois cents esclaves, dont ses propres frère, sœur et parents, de gagner la liberté. Elle possédait au plus haut point l'art du déguisement. Aucun des esclaves qu'elle avait pris sous son aile ne s'étant jamais fait prendre, les Afro-Américains qui rêvaient de gagner le Nord l'avaient surnommée « Moïse », et la rivière Ohio, qui marquait la frontière entre Etats esclavagistes et non esclavagistes, était devenue « le Jourdain », en référence biblique à la Terre promise. Les propriétaires d'esclaves offrirent une récompense de 40 000 dollars à qui parviendrait à la capturer, et John Brown l'appelait « General Tubman ».

En 1850, un compromis politique se traduisit par l'adoption d'une nouvelle loi sur les esclaves fugitifs, plus sévère que celle de 1793 que beaucoup d'Etats nordistes s'étaient simplement refusés à appliquer. La nouvelle législation créait des commissaires spéciaux autorisés à poursuivre devant les tribunaux fédéraux les esclaves en fuite sur simple réquisition de leur propriétaire. Elle soumettait à de lourdes amendes quiconque porterait assistance à un esclave fugitif. Aussi l'Underground Railroad se vit-il contraint de recourir à des méthodes plus radicales, allant jusqu'à faire échapper des Noirs des tribunaux, ou même à les arracher à la garde des policiers fédéraux.

Bien que les « employés », « chefs de gare » et « chefs de train » du « chemin de fer clandestin » fussent relativement peu nombreux, leurs efforts permirent d'affranchir des dizaines

de milliers d'esclaves. Leur courage et leur altruisme contribuèrent à intensifier dans les Etats du Nord le sentiment d'hostilité à l'esclavage. Leur attitude et la résistance nordiste à la loi sur les esclaves fugitifs de 1850 convainquirent de nombreux Sudistes que le Nord n'accepterait pas indéfiniment une nation dont une moitié était esclavagiste.

Les armes à la main

Dès 1663, année où plusieurs Noirs du comté de Gloucester, en Virginie, furent décapités pour avoir fomenté une révolte, des esclaves se rebellèrent contre leurs propriétaires. Ils pouvaient prendre exemple sur Haïti, où les indigènes, après avoir chassé les colons français et mis fin au système d'exploitation agricole fondé sur l'esclavage, avaient établi une république indépendante. A Philadelphie, James Forten, un entrepreneur noir qui avait réussi, estimait lui aussi que les Afro-Américains « ne pouvaient être indéfiniment maintenus dans un état de servitude ». Dans les Etats du Sud, les planteurs blancs, craignant qu'il n'eût raison, réagissaient brutalement au plus léger signe annonciateur d'une éventuelle révolte.

Cela n'entama cependant pas la détermination de quelques intrépides Afro-Américains à prendre les armes en dépit des difficultés. La rébellion la plus connue survint en Virginie en 1831. Nat Turner (1800-1831) était esclave dans le comté de Southampton. Son premier maître lui ayant permis d'apprendre à lire et à écrire et de suivre des cours de catéchisme, Turner se mit à prêcher. Il ne tarda pas à attirer des disciples et, selon certains, en vint à se croire appelé par la volonté divine à conduire son peuple vers la liberté. Le 22 août 1831, Turner, à la tête d'un groupe de cinquante à soixante-quinze esclaves armés de couteaux, de serpes et de haches, se rendit de maison en maison pour libérer les esclaves, massacrant en deux jours plus de cinquante Blancs, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

La réaction fut aussi rapide que brutale. La milice locale traqua les rebelles ; quarante-huit d'entre eux passèrent en juge-



Illustration de la révolte des esclaves menée par Nat Turner en Virginie, en 1831.

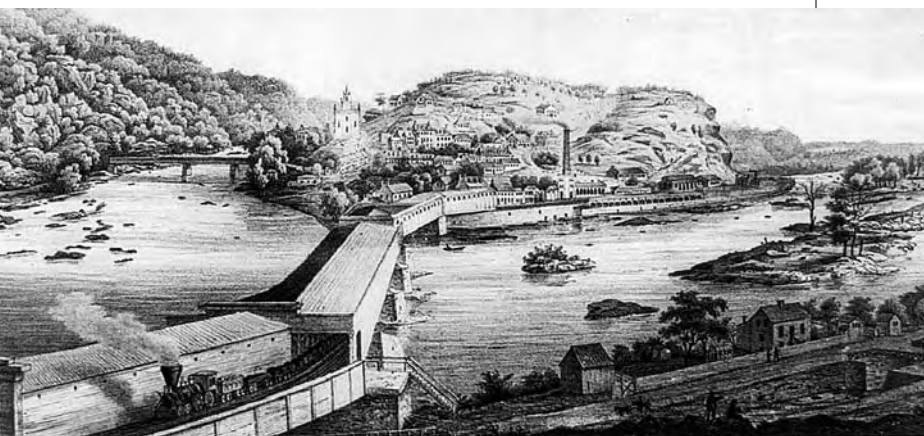
ment et dix-huit furent condamnés à la pendaison. Turner réussit à s'échapper ; mais, le 30 octobre, il fut finalement cerné dans une grotte. Jugé et reconnu coupable, il fut pendu et son cadavre écorché, décapité et écartelé. Dans le même temps, des bandes de Blancs assoiffés de vengeance agressaient tous les Noirs qui leur tombaient sous la main. Environ deux cents Noirs furent ainsi molestés, lynchés ou massacrés.

Les conséquences politiques de la rébellion de Nat Turner dépassèrent largement les frontières du comté de Southampton. Le mouvement antiesclavagiste fut interdit dans tous les Etats du Sud, où furent adoptées de nouvelles lois restreignant encore plus sévèrement que par le passé les libertés des Noirs. Pendant ce temps, à Boston, William Lloyd Garrison taxait d'hypocrisie ceux qui accusaient le mouvement antiesclavagiste d'être responsable de la révolte de Turner. Les esclaves, faisait valoir Garrison, s'étaient battus pour les libertés mêmes que les Blancs américains célébraient si fièrement à la moindre occasion :

Vous accusez les partisans pacifiques de l'émancipation d'inciter les esclaves à la révolte. Retirez cette accusation, car c'est une odieuse calomnie. Les esclaves n'ont pas besoin de nos incitations : ils les trouvent dans la marque des coups de fouet sur leurs corps émaciés – dans leur incessant labeur – dans l'ignorance dans laquelle ils sont tenus – dans chaque champ, chaque vallée, chaque colline, chaque montagne, partout où vous et vos pères se sont battus pour la liberté – dans vos discours, vos propos, vos commémorations, vos pamphlets, vos journaux – dans les voix dont résonne l'air, dans les bruits qui leur parviennent de l'autre côté de l'Océan, dans les invitations à résister qu'ils entendent partout



John Brown, représenté ici vers 1859, mena une incursion malheureuse à Harpers Ferry en Virginie (actuelle Virginie-Occidentale), dans l'espoir de susciter un plus vaste soulèvement des esclaves.



Harpers Ferry, en Virginie (aujourd'hui la Virginie-Occidentale), site de l'incursion tristement célèbre de John Brown.

autour d'eux ! De quoi d'autre ont-ils besoin ? Soumis à de telles influences et saignant de leurs blessures nouvelles, est-il surprenant de les voir se dresser et tenter d'arracher de haute lutte – comme l'ont fait d'autres « héros » – les droits qu'on leur refuse ? Non, cela n'a rien de surprenant.

John Brown, le rebelle

Une autre célèbre entreprise visant à libérer par les armes les esclaves fut celle menée par John Brown, un Blanc natif de la Nouvelle-Angleterre. Brown caressait depuis longtemps l'idée d'obtenir l'abolition par la force ; en 1847, il s'était ouvert de ce projet à Frederick Douglass. En 1855, il se rendit sur le territoire du Kansas, théâtre de violents affrontements entre factions esclavagistes et antiesclavagistes. L'enjeu était de savoir si le Kansas entrerait dans l'Union en tant qu'Etat où l'esclavage serait interdit (*free-soil*) ou, au contraire, autorisé. Chaque faction avait constitué ses propres bastions.

Après que des tenants de l'esclavage eurent conduit un raid sur la colonie « libre » de Lawrence, Brown et quatre de ses fils firent une descente sur le village esclavagiste de Pottawatomie où ils tuèrent cinq hommes, épisode resté dans l'histoire sous le nom de Massacre de Pottawatomie. Il lança par la suite une série d'actions de guérilla contre des bandes armées esclavagistes. Puis il rentra en Nouvelle-Angleterre avec l'espoir – sans lendemain – de lever une force armée afro-américaine, et celui – davantage couronné de succès – d'obtenir un soutien financier des abolitionnistes les plus influents.

Après qu'une convention de ses partisans, réunie au Canada, l'eut nommé commandant en chef d'un gouvernement provisoire dont l'ambition était de déposer les propriétaires d'esclaves sudistes, Brown établit une base secrète dans le Maryland, à proximité de Harpers Ferry, en Virginie (l'actuelle Virginie-Occidentale), où il attendit l'arrivée de partisans qui, pour la plupart, ne se présentèrent pas. Le 16 octobre 1859, Brown, à la tête d'une troupe d'une vingtaine d'hommes, blancs et noirs, s'empara de l'arsenal

fédéral de Harpers Ferry, prenant en otages soixante notables locaux. Son plan était d'armer des groupes d'esclaves fugitifs et de se diriger vers le sud, en libérant d'autres esclaves. Mais Brown, ayant trop tardé à se mettre en marche, fut bientôt encerclé par une compagnie de fusiliers marins commandée par le lieutenant-colonel Robert Lee (qui allait diriger les forces sudistes durant la guerre de Sécession). Brown refusa de se rendre. Blessé et fait prisonnier au cours de la bataille qui s'ensuivit, il fut traduit en justice en Virginie et reconnu coupable de trahison, conspiration et meurtre. Après l'annonce du verdict, il s'adressa au jury en ces termes :

J'ai la conviction qu'avoir agi comme je l'ai fait – ainsi que j'ai toujours reconnu l'avoir fait au nom des

Abraham Lincoln représenté devant le texte de sa Proclamation d'émancipation, qui à compter du 1^{er} janvier 1863 affranchit tous les esclaves dans les territoires encore rebelles.

ISSUED JANUARY 17 1863



Now therefore, I, Abraham Lincoln
 States, by virtue of the power so
 in chief of the army and
 States in some of actual
 the authority and govern
 States and as a fit and proper
 for suppressing said rebellion
 of, renounces the year of our
 right hundred and sixty three
 with my purpose so to do publicly
 period of one hundred days from the
 Declaration issued on the 22d of July
 thousand eight hundred and sixty
 States and parts of States wherein the
 rebellion against the United States
 Louisiana, except the parishes of St. Bernard
 St. Charles, Ascension, St. James, St. John
 and Calcasieu, including the City of New
 Orleans, North Carolina and Virginia
 give & give the location of
 Elizabeth City, New Brunswick
 City of New York and other
 place left precisely as if
 And by virtue of the
 Article and declare that all
 said States and parts
 and that the Executive
 doing the military and
 and maintain the free
 And I hereby en-
 to abstain from all
 and I recommend
 they shall justly
 And I further
 and of service to con-
 service of the United
 and other places are
 And upon this
 positive assurance
 necessity, I will
 and the
 do believe
 in my name
 the United
 Done at the
 this first day
 the year of our
 said eight hundred and sixty three
 and day seventh.

[illegible]

By the President, Abraham Lincoln
William H. Forward Secretary
of State

Designed and Executed
by
P. E. IV
WILMAN D. RUSSELL

Published by J. R. Russell Photo Co.

pauvres créatures divines frappées par le mépris – n'était pas une faute, mais une démarche juste. Mais s'il s'avère nécessaire que je donne ma vie pour la poursuite de l'œuvre de justice, et que je mêle mon sang à celui de mes enfants et de millions d'êtres humains dont les droits, dans ce pays esclavagiste, sont bafoués par des agissements immoraux, injustes et cruels, je me sou mets : que cela s'accomplisse !

John Brown fut pendu le 2 décembre 1859, martyr de la cause antiesclavagiste. Au cours de la guerre de Sécession qui éclata une année plus tard, les soldats de l'Union marchaient aux accents de différentes versions d'un chant auquel ils avaient donné le nom de *John Brown's Body*. L'une des versions, écrite par Julia Ward Howe, allait devenir *The Battle Hymn of the Republic*, dont l'un des couplets est le suivant :

*Le corps du vieux John Brown pourrit dans la poussière,
Le fusil du vieux John Brown est rouge de taches de sang
devenues taches de rouille,
La lance du vieux John Brown a porté son dernier et
infaillible coup,
Son âme marche d'un pas ferme !*

La guerre de Sécession

La question de l'esclavage et le statut des Noirs américains minèrent les relations entre le Nord et le Sud dès les premiers jours de l'indépendance et jusqu'à l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence en 1860. Lincoln était opposé à l'esclavage, qu'il qualifiait de « monstrueuse injustice » ; mais son souci prioritaire était la sauvegarde de l'Union. Tout en étant donc prêt à tolérer l'esclavage dans les Etats où il existait déjà, il était en revanche résolu à en interdire l'extension dans les territoires de l'Ouest. Cela n'empêchait pas les Sudistes de voir dans l'élection de Lincoln une menace pour leur système social. Suivant l'exemple de la Caroline du Sud en décembre 1860, dix autres Etats firent sécession pour constituer les Etats Confédérés d'Amérique.

Pour Lincoln et pour des millions de Nordistes, l'Union était, selon les termes de l'historien James McPherson, « un lien unissant l'ensemble du peuple américain, et non une association bienveillante d'Etats qui pouvait se défaire par l'action de l'un ou de plusieurs d'entre eux ». Comme le Président le déclare à son secrétaire privé : « Nous devons régler maintenant la question de savoir si, dans un gouvernement libre, la minorité a le droit de briser ce gouvernement quand elle en a envie. » Lincoln, dès le début de la guerre, expose sans ambiguïté ses vues : « Mon objectif primordial dans cet affrontement est de sauvegarder l'Union, et non pas de maintenir ou de supprimer l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans affranchir un seul esclave, je le ferais ; si je pouvais la sauver en les affranchissant tous, je le ferais ; et si je pouvais la sauver en en affranchissant certains sans toucher au sort des autres, je le ferais aussi. »

Mais la question de l'esclavage attise le conflit entre les deux

camps. A mesure que se poursuit cette guerre cruelle, de nombreux Nordistes se sentent moins disposés à tolérer l'esclavage sous quelque prétexte que ce soit. Les soldats nordistes qui entrent en contact direct avec les Noirs du Sud sont souvent pris de compassion pour leur sort misérable. Lincoln, de son côté, a conscience que la libération des esclaves porterait un coup aux fondations économiques des Etats Confédérés et à leurs capacités de soutenir leur effort de guerre. Une fois libres, les anciens esclaves pourraient en outre prendre les armes pour défendre la cause de l'Union, et « gagner » ainsi leur liberté. Pour toutes ces raisons, la libération des esclaves sert l'objectif de la guerre pour les Nordistes : la sauvegarde de l'Union.

La Proclamation d'émancipation de Lincoln, qui prend effet le 1^{er} janvier 1863, déclare tous les esclaves des Etats dissidents « désormais et à jamais libres ». « Jamais de ma vie, je n'ai eu davantage la certitude de bien faire qu'en signant ce document », déclare Lincoln au moment de parapher la Proclamation.

Le futur dirigeant afro-américain Booker Washington a environ sept ans quand lecture est faite sur sa plantation de la Proclamation d'émancipation. Il rapporte ainsi l'événement dans son autobiographie *Up From Slavery*, publiée en 1901 :

Tandis que se rapprochait le grand jour, on entendait résonner plus de chants que d'habitude dans le quartier des esclaves. Les chants étaient plus assurés, plus sonores, et se prolongeaient plus avant dans la nuit. La plupart des paroles des chansons faisaient plus ou moins référence à la liberté. [...] Un homme a fait un petit discours et puis s'est mis à lire un document assez long – la Proclamation d'émancipation, je pense. La lecture terminée, on nous a dit que nous étions tous libres, que nous pouvions aller là où nous voulions, quand nous le voulions. Ma mère, qui se tenait debout à mes côtés, s'est penchée pour embrasser ses enfants, tandis que des larmes de joie ruisselaient sur ses joues. Elle nous a expliqué ce que tout cela voulait dire, qu'elle priait pour ce jour depuis si longtemps, tout en craignant de ne jamais le voir arriver.

Les Etats sécessionnistes furent contraints de ratifier les Treizième, Quatorzième et Quinzième Amendements à la Constitution des Etats-Unis, car c'était une condition pour retrouver leurs représentants au Congrès. Ces « Amendements, de la Reconstruction » abolissaient l'esclavage, garantissaient à tous les citoyens une égale protection de la loi – y compris de la part des Etats – et interdisaient toute discrimination en matière de droit de vote fondée sur « la race, la couleur ou la condition antérieure de servitude ». Au cours des années qui suivirent la guerre de Sécession furent posées les bases juridiques garantissant aux Noirs les droits civiques accordés aux autres Américains. Mais il faut honteusement reconnaître que la signification claire de ces lois allait rester lettre morte pendant près d'un siècle, la politique de compromis continuant de l'emporter sur la justice, pour le malheur des Afro-Américains.

LES SOLDATS NOIRS DANS LA GUERRE DE SECESSION

Quand éclata la guerre de Sécession, en 1861, Jacob Dodson, Noir américain libre résidant à Washington, écrivit au secrétaire à la Guerre, Simon Cameron, pour l'informer qu'il connaissait « trois cents citoyens de couleur, libres et dignes de confiance » désireux de s'enrôler pour défendre la ville. « Ce ministère n'a nullement l'intention, présentement, de recruter au service du gouvernement des soldats de couleur », répondit Cameron. Peu importait que des Noirs, esclaves ou libres, eussent servi dans les milices coloniales et combattu dans l'un ou l'autre camps au cours de la guerre d'Indépendance. Nombre de Noirs estimaient que servir dans les rangs de l'armée était un moyen de gagner la liberté et d'obtenir

la citoyenneté à part entière.

Pourquoi tant de responsables civils et militaires rejetaient-ils l'idée de recruter des soldats de couleur ? Pour certains, les soldats noirs se révéleraient trop peureux pour affronter des soldats blancs, pour d'autres ils seraient de piètres combattants ; et d'autres encore estimaient que les soldats blancs refuseraient de servir aux côtés de soldats noirs. Quelques chefs militaires ne partageaient cependant pas ces vues.

Le 31 mars 1862, près d'un an après les premiers coups de feu à Fort Sumter, en Caroline du Sud, qui marquèrent le début de la guerre, les troupes de l'Union (nordistes) commandées par le général David Hunter s'assurèrent le contrôle des îles au large des côtes du nord de la Floride, de la Georgie et

de la Caroline du Sud, tandis que les propriétaires blancs des riches plantations locales de coton et de riz fuyaient vers le continent aux mains des troupes des Etats confédérés (sudistes), abandonnant sur place leurs esclaves. Ceux-ci furent bientôt rejoints par des esclaves noirs échappés du continent, qui pensaient se retrouver libres s'ils parvenaient à gagner les lignes de l'Union. Mais les choses n'allaient pas se révéler aussi simples.

Hunter, à ce moment précis, ne disposait pas de suffisamment d'hommes pour contrôler les nombreux estuaires et îles de la région où les Confédérés menaient une guérilla acharnée. Constatant combien les esclaves échappés du continent grossissaient la population noire des îles,

l'idée lui vint que les Afro-Américains pourraient peut-être remédier à sa pénurie d'effectifs. Il conçut alors un plan radical.

Abolitionniste convaincu, Hunter prit sur lui de libérer les esclaves – non pas seulement des îles mais de la Caroline du Sud, de la Georgie et de la Floride aux mains des Confédérés – et de recruter des Noirs susceptibles de servir en tant que soldats de l'Union. Il s'attacha dès lors à former et entraîner le premier régiment entièrement noir de la guerre de Sécession.

Les informations circulaient lentement à l'époque et ce n'est qu'en juin que le président Lincoln eut connaissance de l'initiative de Hunter. Bien qu'opposé à l'esclavage, Lincoln ne souhaitait pas brusquer l'opinion publique dans les

Frederick Douglass : « Si vous permettez au Noir de porter sur sa poitrine les lettres de cuivre U.S. ; [...] si vous lui mettez un fusil à l'épaule et des balles dans la poche, alors aucun pouvoir au monde ne pourra nier qu'il a gagné le droit à la citoyenneté. »





Avec la Proclamation d'émancipation, l'armée de l'Union (nordiste) commença activement à recruter des soldats afro-américains.

Etats du Nord engagés dans la guerre – et notamment dans les Etats esclavagistes limitrophes qui avaient pris le parti de l'Union. Par ailleurs, il se montrait inflexible sur le principe selon lequel « aucun général n'est habilité à prendre sur le terrain une telle initiative relevant de ma seule responsabilité sans m'avoir auparavant consulté ». Dans une lettre pleine de fureur, le Président écrivit au général Hunter que ni lui ni aucun autre subordonné n'étaient habilités à accorder le statut d'homme libre à qui que ce fût, bien qu'il se réservât le droit d'émanciper lui-même les esclaves au moment qu'il jugerait opportun. Hunter reçut l'ordre de dissoudre le régiment, mais la graine qu'il avait semée ne devait pas tarder à germer.

En août 1862, soit deux semaines après que Hunter eut démantelé son régiment, le département de la Guerre autorisa le général Rufus Saxton à constituer le premier

régiment noir officiel de l'armée de l'Union, le Premier Régiment de Volontaires de Caroline du Sud. Avec d'autres unités de même nature constituées dans les zones côtières, il défendit avec succès tout au long de la guerre les îles disséminées le long du littoral.

A peu près à la même époque fut aussi constitué, mais cette fois sans l'autorisation officielle du département de la Guerre, le Premier Régiment de Volontaires de couleur du Kansas. Entre-temps, le président Lincoln avait soigneusement préparé le terrain en vue de l'émancipation et de l'inclusion dans l'armée d'hommes d'ascendance africaine. Les Blancs des Etats du Nord ayant pris de plus en plus conscience que les esclaves noirs étaient d'une importance cruciale pour l'économie des Etats confédérés et la poursuite de leur effort de guerre, Lincoln pouvait justifier leur émancipation en arguant du fait que c'était une nécessité militaire.

Quand Abraham Lincoln signa la Proclamation d'émancipation le 1^{er} janvier 1863, la politique sur la question des esclaves se fit plus claire. Tous ceux qui avaient gagné les lignes de l'Union seraient libres. En outre, le département de la Guerre commença à recruter des soldats noirs et à les incorporer dans les régiments nouvellement constitués pour former les United States Colored Troops (USCT). Cependant, tous les officiers de ces unités seraient blancs.

A l'automne 1864, quelque 140 régiments noirs avaient

été levés dans les Etats du Nord et dans les territoires du Sud pris par l'Union. Environ 180 000 Afro-Américains servirent pendant la guerre de Sécession, dont plus de 75 000 volontaires noirs des Etats du Nord.

Bien que séparés de leurs homologues blancs, les régiments noirs participèrent aux mêmes batailles. Les unités noires combattirent avec courage et succès, alors même qu'elles devaient faire face à la fois aux troupes confédérées et à la suspicion des autres unités de l'Union.

Après leur incorporation, les Noirs étaient souvent cantonnés dans les garnisons et les corvées. Le colonel Robert Gould Shaw, qui commandait le célèbre 54^e Régiment du Massachusetts, demanda avec insistance à ses supérieurs que soit donnée à ses hommes l'occasion de combattre sur le champ de bataille et de prouver leurs qualités de soldats. D'autres officiers firent la même démarche. Les militaires noirs durent se battre pour obtenir la même solde que leurs homologues blancs. Certains régiments refusèrent d'être payés au rabais. Ce n'est qu'en 1865, l'année qui devait marquer la fin de la guerre, que le Congrès adopta une loi garantissant la même solde pour les soldats noirs.

Malgré ces limitations, les unités de couleur des Etats-Unis participèrent avec succès à 449 engagements sur le terrain, dont 39 batailles importantes. Elles combattirent, entre autres, en Caroline du Sud, en Louisiane, en Floride, en Virginie, dans le Tennessee et en Alabama. Elles prirent courageusement d'assaut des

forts et firent face au feu des canons, tout en sachant que leurs soldats, s'ils étaient capturés par l'ennemi, ne bénéficieraient pas des droits des prisonniers de guerre, mais seraient vendus comme esclaves. Les troupes noires assumèrent dans l'honneur et avec bravoure tous les devoirs du soldat.

En dépit de la politique qui voulait que tous les officiers fussent blancs, une centaine de soldats noirs sortirent finalement du rang et accédèrent au grade d'officier. Huit chirurgiens noirs furent également promus dans les USCT. Plus d'une dizaine de combattants de ces unités reçurent la Médaille d'honneur du Congrès pour actes de bravoure.

En 1948, le président Harry Truman décréta la déségrégation au sein des forces armées. L'armée continue aujourd'hui d'offrir aux Noirs américains un moyen de promotion sociale et économique. Mais ce sont les sacrifices consentis par les soldats noirs durant la guerre de Sécession qui ouvrirent la voie à la pleine acceptation des Afro-Américains dans les forces armées. Plus fondamentalement, leurs efforts jouèrent un rôle important dans le combat des Noirs américains pour la liberté et la dignité.

Par **Joyce Hansen**

Quatre fois lauréate du Coretta Scott King Honor Book Award, Joyce Hansen est l'auteur de nouvelles et de quinze ouvrages pour les jeunes, notamment *Between Two Fires: Black Soldiers in the Civil War*.

« SÉPARÉS MAIS ÉGAUX »

LES AFRO-AMÉRICAINS FACE À L'ÉCHEC DE LA RECONSTRUCTION



Plus de 600 000 Américains périrent au cours de la guerre de Sécession. Leur sacrifice permit de résoudre certains des conflits les plus inextricables auxquels était confrontée la nation : l'esclavage fut prohibé, et établi le principe selon lequel nul Etat ne pouvait se détacher de l'Union. Mais des conceptions incompatibles de la société américaine persistaient, dont les conséquences pour les Noirs américains allaient se révéler immenses.

L'une des conceptions, associée au Parti démocrate au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, mêlait individualisme, suspicion à l'égard de l'emprise de l'administration, préférence accordée à l'autorité des Etats sur le pouvoir fédéral et, au moins dans le Sud, croyance tenace en la supériorité des Blancs. Le Parti républicain, fondé dans les années 1850, était davantage favorable au recours au pouvoir fédéral pour favoriser le développement économique. Son credo de base était souvent résumé dans le slogan *free labor*, ou « liberté dans le travail ». Pour des millions de Nordistes, la

Cette gravure sur bois de l'époque de la Reconstruction dépeint un représentant du Bureau des affranchis au milieu d'Américains noirs et blancs en armes. L'échec de la Reconstruction annonçait l'ère de la ségrégation « Jim Crow » dans le Sud des Etats-Unis.

formule signifiait qu'un homme – le concept ne s'appliquant à l'époque qu'au seul sexe masculin – était libre de travailler où et comme il le voulait, d'accumuler des biens à son propre nom et, surtout, de s'élever aussi haut que ses talents et ses compétences le lui permettaient.

Abraham Lincoln était l'exemple même de ce *self-made man*. « Je confesse sans honte qu'il y a vingt-cinq ans, j'étais un simple tâcheron, employé à tailler des planches de palissade ou à travailler sur une barge. [...] », disait-il volontiers après avoir accédé à la présidence. Si beaucoup de républicains condamnaient l'esclavage parce qu'ils le jugeaient contraire à la morale, tous estimaient que le Sud était à la traîne à la fois sur le plan du dé-

veloppement économique et de l'évolution sociale. Comme l'écrit l'historienne Antonia Etheart, les républicains voyaient dans le Sud « un système hiérarchique totalement figé, dominé par l'aristocratie des propriétaires d'esclaves ».

Après que le Nord eut, par sa victoire, mis fin à l'esclavage, son idéologie exigeait que les affranchis bénéficient des droits du citoyen. Dans les années qui suivirent la guerre de Sécession, les républicains manifestèrent tout d'abord leur volonté de « reconstruire » le Sud selon les principes du *free labor*. Malgré la résistance de nombreux Sudistes, les forces nordistes purent un temps assurer aux Noirs le droit de vote, l'accès à l'éducation et, plus généralement, le bénéfice des droits constitutionnels dont jouissaient les autres Américains. Mais la détermination des Nordistes à soutenir les aspirations des Noirs s'émoussa à mesure que grandissait leur désir de réconciliation avec le Sud. A la fin du XIX^e siècle, les élites sudistes avaient réduit à néant nombre des avantages octroyés aux Noirs et institué un système oppressif de ségrégation légale.

La Reconstruction au Congrès

L'assassinat d'Abraham Lincoln en avril 1865 valut au vice-président Andrew Johnson d'accéder à la présidence. Démocrate du Tennessee, choisi en 1864 comme colistier de Lincoln afin de marquer la modération et le désir de réconciliation nationale, Johnson ne tarda pas à réintégrer les Etats de la Confédération comme membres à part entière de l'Union. Les Etats sudistes durent ratifier le Treizième Amendement, qui prohibait l'esclavage, mais il ne leur était pas demandé de garantir l'égalité et les droits civiques de leur population afro-américaine. Les gouvernements des Etats sudistes, où les Blancs faisaient la loi, se hâtèrent d'adopter

des législations, dites *Black Codes*, qui encadraient sévèrement la vie des Afro-Américains, théoriquement « libres ». Parallèlement, Johnson ordonna la restitution des plantations abandonnées à leurs anciens propriétaires esclavagistes.

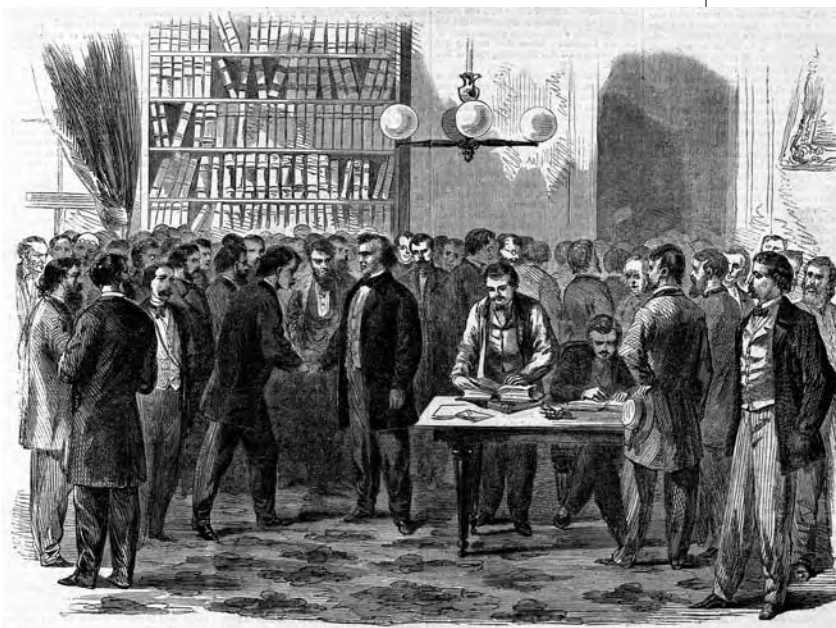
Nombre de Nordistes, indignés, clamèrent qu'ils ne s'étaient pas battus au péril leur vie pour rétablir l'aristocratie raciste du Sud. Les élections de 1866 virent le retour au Congrès d'un nombre important de « républicains radicaux » déterminés à faire plus largement bénéficier les Noirs de leurs droits civiques et, plus généralement, à mener la reconstruction du Sud selon les normes du Nord. Ce 40^e Congrès refusa l'admission de membres élus sous les gouvernements des Etats avalisés par le président Johnson. Puis, il annula le veto de Johnson frappant plusieurs lois importantes sur les droits civiques.

L'une d'elles élargissait les compétences du Bureau des affranchis, l'agence fédérale créée avant la mort de Lincoln pour aider les esclaves émancipés. Elle leur fournit l'assistance médicale, construisit des centaines d'écoles à l'usage de leurs enfants et les assista dans la négociation de contrats de travail avec leurs anciens propriétaires ou avec d'autres employeurs.

Une seconde loi, le *Civil Rights Act* de 1866, stipulait que toute personne née sur le territoire des Etats-Unis bénéficiait du droit de citoyenneté, indépendamment de sa race, de sa couleur de peau ou de son statut antérieur. Ainsi les Afro-Américains pouvaient s'engager par contrat, se pourvoir devant les tribunaux et accéder à la propriété.

Devant l'opposition de Johnson à ces lois et sa tentative contestable d'en subvertir l'application, la Chambre des représentants, en 1868, entama à son encontre une procédure d'*impeachment* – la voie constitutionnellement prescrite pour obtenir le retrait du président. Le Sénat vota l'acquiescement à une voix de majorité, mais Johnson évita, jusqu'à la fin de son mandat, de s'opposer au programme de reconstruction du Congrès.

Surtout, le Congrès fit clairement savoir que les anciens Etats rebelles ne pourraient retrouver leur représentation au Congrès tant qu'ils n'auraient pas ratifié le Quatorzième Amendement à la Constitution des Etats-Unis, lequel allait constituer la base juridique sur laquelle s'appuierait le mouvement moderne des droits civiques pour exiger l'égalité raciale. Les dix premiers amendements, connus sous le nom de *Bill of Rights*, assuraient la protection des Américains contre les empiètements du gouvernement fédéral ; mais ils ne mettaient guère les Afro-Américains à l'abri des lois raciales promulguées par les gouvernements des Etats. Le Quatorzième Amendement, ratifié en juillet 1868, remédiait à cette lacune. « Aucun Etat, spécifiait-il, ne fera ou n'appliquera de lois qui restreindraient les privilèges ou les immunités des citoyens des Etats-Unis ; ne privera une personne de sa vie,



L'assassinat d'Abraham Lincoln allait amener le Sudiste Andrew Johnson à la présidence. Ci-dessus : Johnson pardonne aux rebelles blancs d'avoir pris les armes contre l'Union.

de sa liberté ou de ses biens sans procédure légale régulière ; ni ne refusera à quiconque relève de sa juridiction l'égle protection des lois. » Le Quinzième Amendement, adopté peu après, précisait : « Le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne sera dénié ou limité par les Etats-Unis, ou par quelque Etat que ce soit, pour des raisons de race, de couleur ou de condition antérieure de servitude. »

Percées... et revers

Grâce à la présence des troupes nordistes qui veillaient à l'application des lois de la Reconstruction, les Afro-Américains acquièrent des avantages substantiels. La structure matérielle du système esclavagiste – habitat séparé, travail collectif, etc. – fut démantelée. Les Noirs fondèrent de plus en plus leurs propres églises. Sous la houlette de pasteurs noirs, elles allaient constituer les fondations sur lesquelles Martin Luther King et quelques autres construiront par la suite le mouvement moderne des droits civiques.

Alliés à une petite fraction de Blancs, les électeurs noirs réussirent, dans plusieurs Etats sudistes, à installer au pouvoir des gouvernements à majorité républicaine et de nombreux Noirs occupèrent des charges publiques importantes au niveau de l'Etat et des comtés. Deux Afro-Américains furent élus au Sénat des Etats-Unis et quatorze à la Chambre des représentants. Exemple à cet égard est le parcours de Benjamin Sterling Turner, premier Noir de l'Alabama à siéger au Congrès. Né esclave, Turner accéda à la liberté grâce à la Proclamation d'émancipation de Lincoln.



Benjamin Sterling Turner, représentant de l'Alabama au Congrès des Etats-Unis, fut élu à l'époque de la Reconstruction. Avec la fin de la Reconstruction et le retrait des troupes de l'Union du Sud du pays, les Afro-Américains de cette région se virent systématiquement privés de leurs droits politiques.

Il ne tarda pas à créer sa propre entreprise et fut peu après élu au poste de receveur des impôts et au conseil municipal de Selma, futur théâtre d'un épisode crucial de la lutte pour les droits civiques. Elu au Congrès en 1870, il obtint l'allocation d'une pension mensuelle pour les anciens combattants noirs de la guerre de Sécession et fit campagne pour obtenir un accroissement des crédits fédéraux pour son district.

Dans le Sud, le gouvernement de l'Etat, là où il était à majorité républicaine, eut tendance à augmenter les impôts et à développer l'aide sociale avec des initiatives telles que la mise en place de systèmes éducatifs financés par l'Etat et de mesures visant à subventionner le développement économique. Les Afro-Américains bénéficièrent largement de ces initiatives et l'on put croire, durant un temps, que leurs droits civiques leur étaient définitivement acquis.

Mais la majorité des Blancs, dans les Etats du Sud, étaient résolus à s'opposer à l'égalité des Noirs. Nombre d'entre eux ne pouvaient se défaire des idées stéréotypées sur l'infériorité des Noirs. Beaucoup de Blancs, eux-mêmes très pauvres, fondaient leur identité sur un sentiment de supériorité raciale. Les couches supérieures de la société sudiste avaient conscience que cette fracture raciale pouvait faire obstacle à une politique d'alliance entre les deux races visant à promouvoir les intérêts économiques communs aux Blancs et aux Noirs. Elles voyaient souvent dans le ressentiment des Blancs un outil commode pour rasseoir leur pouvoir politique.

Les Blancs des Etats du Sud, liés à cette époque au Parti démocrate, lancèrent une virulente offensive contre les Sudistes blancs sympathisants du Parti républicain.

La réaction contre les Afro-Américains nouvellement émancipés était encore plus dure. Des organisations terroristes clandestines, telles que les Chevaliers du Camélia blanc et le Ku Klux Klan (KKK) lancèrent de violentes opérations pour intimider les électeurs noirs et leur interdire l'accès aux bureaux de vote. Le président Ulysses Grant dépêcha trois régiments d'infanterie et une flottille de navires de guerre pour assurer des élections honnêtes à La Nouvelle-Orléans en 1874 ; il fit appel à des troupes fédérales pour briser le Klan, mais les violences persistèrent, les activistes blancs ayant constitué des « clubs » qualifiés par l'historien James McPherson d'« organisations paramilitaires qui, dans les Etats du Sud, faisaient office d'auxiliaires armés du Parti démocrate dans ses efforts pour « sauver » le Sud de « la mainmise des nègres et des carpetbaggers ». »

Un certain nombre de Nordistes craignaient que Grant ne fût allé trop loin et, plus simplement, étaient las des affrontements. Comme l'écrit McPherson :

Nombreux étaient les Nordistes à souhaiter « que la peste s'abatte sur les uns et les autres », face aux Ligues blanches et aux gouvernements des Etats aux mains « des nègres et des carpetbaggers ». Que l'on retire les troupes fédérales, disaient-ils, et qu'on laisse les gens du Sud régler leurs

problèmes, même si cela signifiait le ralliement massif du Sud au Parti démocrate et à la suprématie blanche.

Et c'est bien ce qui, pour l'essentiel, se produisit. Dans des élections entachées de fraude, d'intimidation et de violence, les démocrates s'emparèrent peu à peu des gouvernements des Etats dans tout le Sud. En 1877, à l'issue d'un marchandage politique, le républicain Rutherford Hayes fut déclaré vainqueur de l'élection présidentielle chaudement disputée de 1876. En contrepartie, Hayes retira les dernières troupes fédérales encore présentes dans le Sud. Les Noirs américains qui, dans leur immense majorité, vivaient alors dans les Etats de l'ancienne Confédération, se trouvèrent de nouveau à la merci des lois racistes promulguées par les gouvernements de ces Etats.

L'avènement de « Jim Crow »

Dès lors, et notamment après 1890, ces gouvernements adoptèrent des lois ségrégationnistes imposant la séparation des races dans presque tous les domaines de la vie quotidienne : écoles publiques, wagons de chemin de fer et bibliothèques municipales ; fontaines, restaurants et hôtels. Ce système fut baptisé « Jim Crow », en référence à un spectacle de 1828 intitulé « Jump Jim Crow » dans lequel des acteurs blancs grîmés en Noirs offraient la caricature du « nègre » ignare et inférieur.

Le système Jim Crow n'aurait sans doute jamais vu le jour si les tribunaux fédéraux avaient donné une large interprétation des garanties constitutionnelles applicables. Mais le pouvoir judiciaire préféra s'en tenir aux considérations d'ordre technique et profiter des lacunes de la loi pour ne pas avoir à condamner les lois ségrégationnistes. En 1875, le Congrès vota ce qui allait rester, pendant près d'un siècle, la dernière loi en faveur des droits civiques. Elle interdisait à « toute personne » de refuser à un citoyen, quelles que fussent sa race ou sa couleur de peau, un égal traitement dans les lieux publics tels que restaurants, théâtres et lieux de distraction, ainsi que dans les transports en commun. En 1883, la Cour suprême déclara cette loi inconstitutionnelle, en se fondant sur le fait que le Quatorzième Amendement interdisait la discrimination de la part des Etats, mais non des individus. Le Congrès ne pouvait en conséquence prohiber les actes individuels de discrimination.

La décision de justice peut-être la plus importante date de 1896. Six ans plus tôt, la Louisiane avait adopté une loi exigeant que des wagons séparés fussent réservés aux Blancs, aux Noirs et aux métis (*coloreds*). Un groupe multiracial de citoyens opposés à cette législation persuada Homer Plessy – un défenseur de l'enseignement public au teint clair, mais qui comptait dans ses ancêtres une arrière-grand-mère noire – de tester cette règle. Plessy acheta donc un billet de chemin de fer lui donnant accès à une voiture réservée aux Blancs. Après avoir pris place, il révéla au contrôleur ses antécédents. Arrêté, il fut traduit en justice.

En 1896, l'affaire fut soumise à la Cour suprême. Dans sa décision, adoptée à sept contre un, la Cour confirma la consti-

tutionnalité de la législation de la Louisiane, soutenant que « le fait d'imposer la séparation des deux races ne revenait pas à taxer d'infériorité les gens de couleur ». Le désaccord des Noirs ne tenait qu'à leur mauvaise interprétation de la loi. Ainsi la Cour suprême, avec tout le prestige qui lui était attaché, accordait-elle son imprimatur au désormais célèbre principe « séparés mais égaux », sur lequel s'appuyait la ségrégation raciale.

L'un des problèmes que posait l'arrêt *Plessy contre Ferguson*, comme devaient inlassablement tenter de le démontrer les avocats des droits civiques, c'était que la séparation n'allait jamais de pair avec l'égalité. Les écoles et autres services publics réservés aux gens de couleur étaient toujours de qualité inférieure, et la différence était souvent choquante. Toutefois, la vraie question était de savoir si une lecture honnête de la Constitution pouvait justifier que l'on sépare les Américains en fonction de leur race. John Marshall Harlan, le juge de la Cour suprême en désaccord avec l'arrêt *Plessy*, avança des arguments qui gardent aujourd'hui encore toute leur vibrante puissance :

Selon la Constitution, au regard de la loi, il n'existe dans ce pays aucune classe supérieure, dominante, dirigeante de citoyens. Il n'existe ici aucune caste. Notre Constitution ignore la couleur de la peau ; elle ne connaît ni ne tolère la division des citoyens en classes. S'agissant des droits civiques, tous les citoyens sont égaux devant la loi.

L'avis du juge Harlan allait enfin prévaloir en 1954, lorsque la décision unanime de la Cour suprême dans l'affaire *Brown contre Board of Education* annula l'arrêt *Plessy contre Ferguson*.



Booker Washington se fit l'avocat de l'indépendance économique comme moyen pour les Afro-Américains d'obtenir d'autres gains politiques.

Booker Washington La quête de l'indépendance économique

L'échec de la Reconstruction et la mise en place d'une ségrégation légale acculaient les Afro-Américains à des choix difficiles. L'immense majorité d'entre eux vivait encore dans le Sud et se heurtait à une opposition acharnée, voire violente, au principe de l'égalité des droits. Certains en vinrent à penser que l'action politique directe visant à affirmer et faire respecter leurs droits civiques était vouée à l'échec. Derrière Booker Washington, ils estimaient plus efficace de se concentrer sur le développement économique des Noirs. D'autres, comme l'éminent William Edward Burghardt (W. E. B.) Du Bois, étaient partisans de mener un combat sans concession pour bénéficier du droit de vote et des autres droits civiques promis par la Constitution et les amendements adoptés après la guerre.

Né en esclavage, Booker Washington avait environ neuf ans au moment de l'émancipation. Il suivit les cours du Hampton Normal and Agricultural Institute – l'actuelle université Hampton – dans le sud-est de la Virginie. Après de très brillantes études, il trouva un poste de maître d'école. En 1881 il se vit confier la direction d'une nouvelle école ouverte pour les élèves afro-américains dans le comté de Macon, en Alabama.

Washington estimait que l'acquisition de compétences techniques et l'accession à l'indépendance économique étaient les clés du progrès social des Noirs. Il décida donc de centrer le programme de sa nouvelle école, rebaptisée Tuskegee Normal and Industrial Institute – l'actuelle université Tuskegee – sur l'enseignement des techniques industrielles. Les garçons étaient formés à des métiers tels que charpentier ou forgeron, tandis que les filles apprenaient celui d'infirmière ou de couturière. L'institut Tuskegee formait également des professeurs à destination des écoles réservées aux Afro-Américains dans tous les Etats du Sud. Cette stratégie assurait l'émergence de citoyens noirs productifs sur le plan économique, sans que la nation fût contrainte d'affronter de façon brutale la question des droits civiques. Des philanthropes de premier plan, tels que le magnat du pétrole John Rockefeller, le sidérurgiste Andrew Carnegie et Julius Rosenwald, dirigeant de la société Sears, Roebuck, apportèrent leur soutien au Tuskegee Institute dont l'importance, la réputation et le prestige ne cessèrent de grandir.

En septembre 1895, devant une assistance majoritairement blanche, Washington prononça son fameux discours dit du compromis d'Atlanta. Le plus grand danger qui nous menace, prévint-il,

est que, dans le grand bond de l'esclavage à la liberté, nous ne tenions pas compte du fait que l'immense majorité d'entre nous doit vivre du produit de ses mains, et que nous oublions que nous prospérerons en proportion de ce que nous aurons appris pour conférer dignité et gloire au travail courant et aurons mis nos

intelligences et nos compétences au service des activités ordinaires de la vie. [...] C'est par le bas de l'échelle qu'il nous faut commencer et non par le haut. Et nous ne devons pas laisser nos griefs éclipser les chances qui nous sont offertes.

Bien entendu, les Blancs trouvaient rassurant un discours qui incitait les Noirs à acquérir des terres ou des compétences industrielles plutôt qu'à briguer un mandat politique, projet apparemment compatible avec le système Jim Crow : « Pour l'instant, il vaut mieux gagner un dollar dans une usine que dépenser un dollar à l'opéra. »

Mais une étude attentive du discours de Washington indique qu'il n'entendait pas accepter l'inégalité à titre permanent. Il appelait en fait les Afro-Américains à acquérir un poids économique dans la société. Comme il le dit plus brutalement : « Nulle race capable d'apporter sa contribution sur les marchés du monde ne peut vivre longtemps dans l'ostracisme. »

Washington resta longtemps la figure de proue des Afro-Américains, même si un nombre croissant de Noirs se détournait peu à peu de sa vision des choses. L'un des problèmes tenait au fait que le Sud de l'après-guerre était lui-même réduit à la pauvreté, traînant loin derrière le Nord sur le chemin de la modernisation et du développement économique. L'avenir pour les Sudistes, noirs ou blancs, n'était tout simplement pas aussi prometteur que l'espérait Booker Washington. En outre, son patient réformisme était inacceptable aux yeux de beaucoup de Noirs qui n'entendaient pas voir indéfiniment reportée la satisfaction de leurs exigences en matière de pleine égalité des droits civiques.



W. E. B. Du Bois, l'une des grandes figures américaines du xx^e siècle, fait une déclaration au Congrès en 1945.

W. E. B. Du Bois : l'incitation à l'agitation politique

Nombreux furent ceux qui se rangèrent derrière l'historien et sociologue W. E. B. Du Bois (1868-1963). Diplômé de l'université Fisk, établissement traditionnellement réservé aux Noirs sis à Nashville, dans le Tennessee, Du Bois obtint un doctorat d'histoire de Harvard et entama une carrière de professeur à l'université d'Atlanta, fondée sous le patronage du Bureau des affranchis et spécialisée dans la formation de professeurs, bibliothécaires, etc. Du Bois écrivit et publia un certain nombre d'essais décrivant la vie des Noirs aux Etats-Unis. Les sciences sociales, estimait-il, seraient la clé de l'amélioration des relations raciales.

Mais voyant la ségrégation raciale – souvent accompagnée de lynchages – se répandre à travers le Sud, Du Bois parvint peu à peu à la conclusion que seules l'action politique directe et les manifestations de protestation pouvaient faire avancer la cause des droits civiques. Il en vint inévitablement à s'opposer à Booker Washington, qui tissait paisiblement des liens avec les républicains au niveau national afin de se ménager un certain soutien politique, même si sa priorité demeurerait le développement économique de la population noire.

En 1903, Du Bois publia *The Souls of Black Folk*. Qualifié de « réaction passionnée contre l'idéologie raciale selon laquelle les Noirs devaient se montrer humbles et conciliants », par le spécialiste Shelby Steele, l'ouvrage affirmait que « le problème du xx^e siècle [était] le problème de la barrière de la couleur ». A propos des positions de Booker Washington, Du Bois avançait notamment que

sa doctrine encourage les Blancs, du Nord comme du Sud, à se décharger sur les épaules des Noirs du fardeau du problème noir et à se tenir à l'écart en spectateurs critiques et plutôt pessimistes; mais le fardeau est en fait celui de la nation tout entière; et aucun de nous ne pourra prétendre avoir les mains propres si nous n'appliquons pas toute notre énergie à redresser ces immenses torts.

Du Bois n'était pas non plus d'accord avec Washington en ce qui concernait l'acquisition du savoir-faire artisanal privilégiée par ce dernier. « La race noire, comme toutes les races, écrivait-il en 1903, sera sauvée par ses hommes d'exception. » Ces « 10 % d'Afro-Américains talentueux « doivent être promus guides spirituels et missionnaires de la culture au sein de leur peuple ». Pour cette mission, la formation pratique qu'offrait Booker Washington au Tuskegee Institute ne suffirait pas :

Si nous faisons de l'argent le but de l'apprentissage humain, nous formerons des faiseurs de dollars, mais pas nécessairement des hommes; si nous faisons du savoir-faire technique le but de l'éducation, nous disposerons peut-être d'artisans, mais pas d'êtres humains dans leur essence. Nous n'aurons de véritables hommes que si nous faisons de l'acquisition des qualités proprement humaines l'objectif de l'enseignement dispensé dans les écoles – intelligence,

large compassion, connaissance du monde passé et présent et de la relation que l'homme entretient avec lui. [...] Sur cette base, nous pourrions assurer l'émergence d'hommes capables de gagner leur pain, habiles de leurs mains et vifs d'esprit, sans avoir jamais à craindre que ni l'enfant ni l'homme ne confondent les moyens de gagner sa vie avec le but véritable de la vie.

Deux ans plus tard, Du Bois et un certain nombre d'éminentes personnalités intellectuelles noires formèrent le Niagara Movement, organisation militante clairement opposée à la politique de conciliation et de lente progression prônée par Washington. « Nous voulons un droit de vote plein et entier pour les hommes, et nous le voulons tout de suite ! », lança Du Bois. (Il plaida aussi en faveur du droit de vote des femmes.) Le mouvement tint en 1906 une mémorable conférence à Harpers Ferry, en Virginie-Occidentale, théâtre de la révolte de John Brown. Il fit campagne contre les lois Jim Crow, diffusa pamphlets et tracts et, d'une manière générale, s'attacha à soulever les problèmes des droits civiques et de la justice. Mais le mouvement, souffrant d'une mauvaise organisation et d'un soutien financier insuffisant, disparut en 1910. Une organisation nouvelle et plus solide était alors prête à le remplacer.

En août 1908, une accusation infondée selon laquelle un Noir avait tenté de violer une femme blanche fut à l'origine d'une émeute anti-Noirs à Springfield, dans l'Illinois. Les affrontements firent sept morts et forcèrent des milliers d'Afro-Américains à fuir la ville. La suffragette Mary White Ovington appela à une réunion des militants réformateurs. « Il faut ranimer l'esprit abolitionniste », écrivit-elle par la suite. Son groupe ne tarda pas à grossir et se rapprocha de Du Bois et d'autres militants afro-américains. En 1910, ils fondèrent la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Parmi les dirigeants figuraient des Blancs, dont beaucoup de Juifs, ainsi que Du Bois qui assumait la direction éditoriale de la très influente revue du mouvement, *The Crisis*.

En 1913, après que le président Woodrow Wilson, originaire du Sud, eut autorisé la ségrégation au sein de la fonction publique fédérale, la NAACP entama une action en justice, première étape d'une campagne de plusieurs dizaines d'années. *The Crisis* analysa les affaires en cours et fit connaître les œuvres des grands écrivains de la Renaissance de Harlem, parmi lesquels Langston Hughes et Countee Cullen. Selon certaines estimations, sa diffusion dépassait les 100 000 exemplaires.

Du Bois continua d'écrire, s'affirmant comme l'un des grands penseurs américains du siècle en même temps qu'un instigateur du mouvement anticolonialiste et un éminent spécialiste de l'histoire africaine. En 1934, Il rompit avec la NAACP intégrationniste. Il devait vivre au-delà de 90 ans, après avoir endossé la nationalité ghanéenne et embrassé ouvertement le communisme.

Mais la NAACP, qu'il avait contribué à fonder, allait être à l'origine du combat moderne pour les droits civiques.

MARCUS GARVEY

UNE AUTRE VOIE

Marcus Garvey (1887-1940), éminent nationaliste noir du début du xx^e siècle, est né à la Jamaïque mais a passé aux Etats-Unis ses années les plus accomplies. Adeptes enthousiastes du capitalisme, il pense que les Afro-Américains et tous les autres

Noirs à travers le monde doivent unir leurs efforts pour mettre en place des institutions susceptibles de concentrer entre leurs mains la richesse et le pouvoir. Dans ce but, il crée, entre autres organisations, l'United Negro Improvement Association (UNIA). La lecture du livre de Booker Washington, *Up*

From Slavery, le conduit à s'interroger : « Où est le gouvernement de l'homme noir ? Où sont son roi et son royaume ? Où sont son président, son territoire, ses ambassadeurs, son armée, sa marine et ses hauts responsables ? Ne les trouvant pas, je décidai de contribuer à leur création. »

Garvey est né dans la paroisse de St. Ann, en Jamaïque où, dès sa prime adolescence, il travaille comme apprenti imprimeur chez son parrain, Alfred Burrowes. Le père de Garvey, tout comme son parrain, est passionné de lecture, de sorte que le jeune Marcus s'initie, dès son plus jeune âge, au monde des lettres. Parti pour Kingston, il se distingue dans le métier de typographe et s'intéresse au journalisme. Mis à l'index pour avoir tenté de syndiquer des travailleurs, il quitte la Jamaïque. Après un séjour en Amérique latine, il passe deux ans en Angleterre, où il suit en auditeur libre les cours de l'université de Londres et travaille pour le nationaliste noir égypto-soudanais Duse Mohammed Ali, fondateur de l'*African Times and Orient Review*.

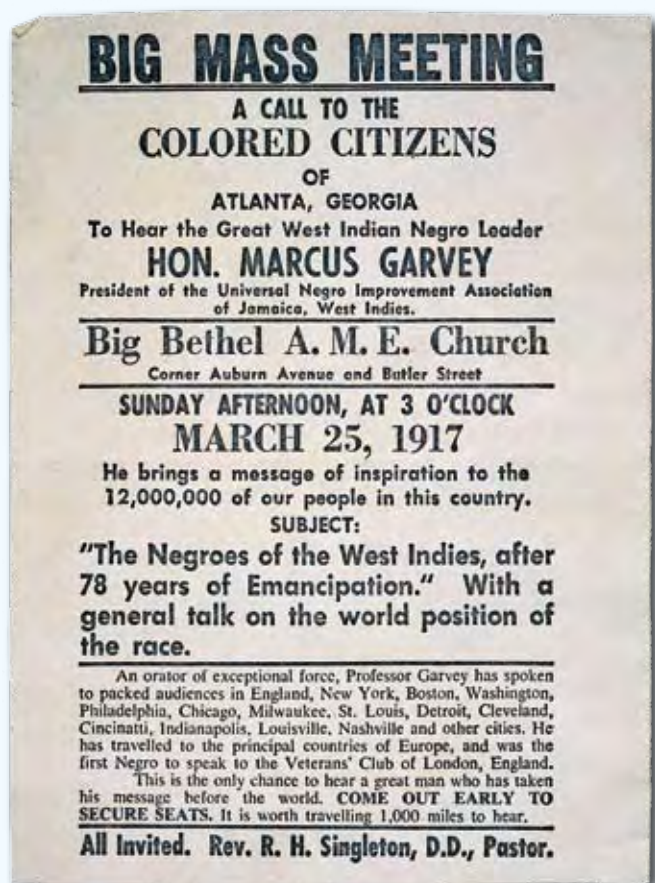
Garvey a la ferme intention d'étendre aux Etats-Unis son programme d'émancipation des Noirs. Y prenant pied en 1915, il affirme que les Afro-Américains peuvent se faire respecter en créant leur

propre pouvoir économique. Dans cet objectif, il s'attache à mettre en place un réseau d'entreprises commerciales tenues par des Noirs : magasins d'alimentation, blanchisseries et autres commerces susceptibles de prospérer en marge de l'économie blanche. Bien que ces différentes initiatives pour organiser les masses ne rencontrent que peu de succès, son acharnement vaut à Garvey une renommée croissante et, à la fin de la Première Guerre mondiale, son nom est largement connu au sein de la population noire américaine.

Garvey maîtrise parfaitement l'art de manipuler les médias et de susciter des événements qui frappent l'opinion publique. Il fonde son propre journal, *Negro World*, largement diffusé dans tous les Etats-Unis et dans quelques pays d'Amérique latine. Il organise à New York des rassemblements annuels hauts en couleur, au cours desquels hommes et femmes défilent sous un drapeau rouge, noir et vert. Cet étendard, ainsi que d'autres emblèmes tricolores, est aujourd'hui encore populaire chez les Afro-Américains. Les insignes militaires saisissants arborés parfois par les partisans de Garvey donnent clairement à voir l'image nationaliste et militaire que ce mouvement entend projeter. La légende rapporte



Le nationaliste noir Marcus Garvey représente un autre courant de la pensée afro-américaine. La plupart des Noirs, cependant, allaient choisir de lutter pour l'égalité et la pleine participation à la vie économique et politique des Etats-Unis.



Publicité pour un discours de Marcus Garvey en 1917.

qu'on demanda un jour à un chef congolais dans un village perdu au fin fond de l'Afrique ce qu'il savait à propos des Etats-Unis. « Je connais le nom de Marcus Garvey », aurait-il répondu.

Sous le nom de Black Star Line, l'UNIA lance, sans succès, une tentative afin d'ouvrir le monde aux produits des entreprises noires. L'organisation vend des quantités impressionnantes d'actions, essentiellement à des petits porteurs de modeste condition, et acquiert plusieurs navires à vapeur, malheureusement en mauvais état.

Garvey croit en la séparation des races et manifeste sa volonté de coopérer avec les dirigeants des organisations racistes blanches, notamment le Ku Klux Klan. Sa rencontre avec les responsables de ce dernier lui vaut les violentes critiques de plusieurs dirigeants noirs qui lui étaient déjà hostiles. Parmi ses opposants les plus acharnés figure A. Philip Randolph, fondateur et chef de file de la Brotherhood of Sleeping Car Porters (Corporation des employés des wagons-lits), le plus ancien des syndicats américains, à prédominance noire. Randolph accuse

Garvey de collaborer avec les racistes blancs à la mise au point d'un plan visant à rapatrier les Noirs américains en Afrique. Tout en niant poursuivre un tel projet, Garvey n'en envoie pas moins des émissaires au Liberia afin d'y examiner les possibilités d'implantation de nouvelles entreprises commerciales ; ses idées suscitent d'ailleurs une sympathie considérable chez les jeunes intellectuels africains.

En 1925, Garvey, accusé par la justice fédérale d'utiliser les services de la poste à des fins frauduleuses, est emprisonné. Il rejette cette accusation, que même certains de ses détracteurs jugent abusive. Gracié par le président Calvin Coolidge en 1927, Garvey, en tant qu'auteur d'un délit ne bénéficiant pas de la citoyenneté américaine, est néanmoins renvoyé immédiatement dans sa Jamaïque natale. W. E. B. Du Bois, l'un de ses plus sévères détracteurs, lui souhaite cependant bonne chance et l'encourage à poursuivre ses efforts dans sa propre patrie.

Garvey va s'établir à Londres, où il lance une nouvelle revue, *The Black Man*, qui prend pour cible des personnalités noires américaines aussi éminentes que le champion de boxe poids lourd Joe Louis, le comédien et militant politique Paul Robeson ainsi que la figure religieuse très

controversée de Father Divine, leur reprochant de n'avoir pas su offrir aux Noirs des dirigeants dignes de ce nom. Il ne parvient pas néanmoins à reconstruire son organisation. Garvey conserve pourtant aux Etats-Unis une popularité suffisamment importante pour attirer un public attentif à une réunion qu'il organise à Windsor, dans l'Ontario, au Canada, juste en face de Detroit, la ville du Michigan qui avait été naguère l'un de ses bastions. Il mène ses dernières opérations depuis Londres, où il meurt en 1940.

Par **Wilson Jeremiah Moses**
Moses, qui enseigne l'histoire à l'université d'Etat de Pennsylvanie, est l'auteur de l'article savant « Marcus Garvey: A Reappraisal » et de plusieurs ouvrages, tels que *The Golden Age of Black Nationalism, 1850-1925*.

CHARLES HAMILTON HOUSTON ET THURGOOD MARSHALL

LANCENT LE COMBAT JURIDIQUE CONTRE LA SEGREGATION

En novembre 1956, la campagne de boycott des autobus soumis au système de la ségrégation, engagée par les Noirs à Montgomery, dans l'Alabama, entre dans son douzième mois. Un an plus tôt, une Noire, Rosa Parks, a courageusement refusé de céder à un Blanc la place qu'elle occupait à l'avant d'un autobus municipal. C'est le point de départ d'un mouvement politique et l'émergence sur la scène américaine d'un dirigeant courageux et dynamique, le pasteur Martin Luther King. Mais il faudra attendre que les tribunaux interdisent la relégation des Afro-Américains à l'arrière des autobus pour que la ville de Montgomery finisse par céder et que le boycott se solde par une victoire. Comme l'a écrit l'historien Kevin Mumford : « En l'absence de légitimité constitutionnelle et sans la protection des tribunaux, les protestataires noirs auraient été broyés par le gouvernement de l'Etat et les autorités locales, et les ségrégationnistes blancs auraient pu aisément l'emporter. »

Quand ils font référence aux campagnes en faveur de la justice sociale menées au milieu du xx^e siècle par Martin Luther

King et quelques autres, les Américains parlent souvent du mouvement des droits civiques. Mais, comme nous l'avons vu, les Afro-Américains et leurs alliés luttèrent depuis longtemps pour faire concrètement prévaloir les droits promis par la Constitution et les amendements adoptés après la guerre de Sécession. Il est également important de bien comprendre que le mouvement moderne des droits civiques reposait sur deux piliers. L'un était constitué des courageux protestataires, adeptes de la non-violence, qui forcèrent leurs concitoyens à regarder en face le traitement scandaleux réservé aux Noirs américains ; l'autre des avocats tels que Charles Hamilton Houston et son plus grand disciple, Thurgood Marshall, qui permirent à ces protestataires de s'appuyer sur la force la plus puissante que pouvaient leur offrir les Etats-Unis : la justice de leur pays.

Marshall, l'avocat qui plaida la cause des Noirs de Montgomery en 1956, se fonda sur la jurisprudence consécutive aux décisions de justice qu'il avait lui-même obtenues lors de précédents procès. L'arrêt *Brown contre Board of Education* est certes le plus connu, mais auparavant déjà, l'association entre Houston et Marshall avait mis en pièces une grande partie de la structure juridique utilisée par les Etats du Sud pour imposer le système de ségrégation raciale Jim Crow.

Charles Hamilton Houston L'homme qui fit tomber Jim Crow

Charles Hamilton Houston naît en 1895 à Washington. Après de brillantes études, il obtient à 19 ans le diplôme de l'Amherst College, dont il sort major de sa promotion. Il sert ensuite, durant la Première Guerre mondiale, dans une unité de l'armée américaine exclusivement composée de Noirs. Après s'être durement frotté au racisme dans l'armée, Houston décide de vouer sa vie au combat pour les droits civiques. Il étudie le droit à Harvard et devient le premier rédacteur en chef noir de la prestigieuse revue juridique de l'université. Il obtient en outre un doctorat en science juridique à Harvard et un doctorat en droit civil à l'université de Madrid.

Charles Hamilton Houston est convaincu que la vocation d'un avocat est de faire de la loi un instrument au service de la justice. « Un avocat, s'il n'assume pas la fonction de mécanicien de la machine sociale, n'est qu'un parasite de la société », affirme-t-il. En 1924, Houston enseigne à mi-temps à la faculté de droit de l'université Howard, à Washington, institution qui peut se vanter d'avoir formé pratiquement les trois quarts des avocats



Charles Hamilton Houston, brillant avocat et professeur de droit, lança la campagne juridique contre les lois « Jim Crow ».

noirs exerçant à l'époque. En 1929, il en devient le directeur.

En l'espace de six ans, Houston améliore de façon radicale l'enseignement prodigué aux étudiants en droit afro-américains ; il obtient l'accréditation à part entière de la faculté et forme un groupe de juristes spécialistes des droits civiques. Dans *Black Profiles*, George Metcalf écrit que Houston se fixa pour mission de faire de l'université Howard « un West Point pour les élites afro-américaines, de façon que les Noirs puissent gagner l'égalité en combattant la ségrégation devant les tribunaux ».

Parallèlement, la NAACP prépare la remise en question sur le plan juridique de la doctrine « séparés mais égaux » avalisée en 1896 par la Cour suprême avec l'arrêt *Plessy contre Ferguson*. Sur la recommandation de Houston, l'association confie à l'ancien avocat Nathan Ross Margold la mission d'étudier la manière dont cette doctrine est concrètement appliquée dans le Sud. Achevé en 1931, son rapport – qui ne comporte pas moins de 218 pages – met en évidence l'inégalité flagrante des dépenses des Etats dans le domaine de l'éducation, selon qu'il s'agit des établissements scolaires réservés aux Blancs ou aux Noirs.

En 1934, Houston accepte le poste de conseiller spécial de la NAACP. Il ne tarde pas à s'entourer d'une équipe de jeunes juristes triés sur le volet, pour la plupart formés à Howard, parmi lesquels James Nabrit, Spottswood Robinson, A. Leon Higginbotham, Robert Carter, William Hastie, George Hayes, Jack Greenberg et Oliver Hill. Souvent accompagné de son jeune protégé Thurgood Marshall, Houston entreprend de sillonner le Sud, armé d'un appareil photo et d'une machine à écrire por-

tative. Marshall racontera plus tard comment ils circulaient tous deux à bord de la voiture de Houston : « Nous ne nous arrêtons nulle part pour manger ou dormir. Nous dormions dans la voiture et nous nourrissions de fruits. » Mission périlleuse, sans doute, mais les témoignages visuels accumulés par Houston et les données réunies par Margold permettent de définir une nouvelle stratégie juridique : si les équipements alloués aux Noirs ne sont pas au même niveau que ceux dont bénéficient les Blancs, alors, soutient Houston, les Etats ségrégationnistes ne respectent même pas les règles fixées par l'arrêt *Plessy*. « Séparés mais égaux » implique logiquement l'obligation pour ces Etats soit d'améliorer radicalement les équipements réservés aux Noirs – une entreprise d'un coût exorbitant – soit de pratiquer l'intégration.

Cette stratégie porte ses fruits en 1935, avec la victoire de Houston et Marshall dans l'affaire *Murray contre Pearson*, dans laquelle le plaignant, un Afro-Américain, attaque la faculté de droit de l'université du Maryland, ségrégationniste, qui a refusé de l'inscrire. Les avocats de l'université plaident que cette dernière a respecté les critères « séparés mais égaux » en accordant aux Noirs, dès lors qu'ils satisfaisaient aux conditions, des bourses pour aller étudier dans des facultés de droit à l'extérieur de l'Etat. Les tribunaux du Maryland rejettent cet argument : sans être pour autant prêts à condamner la ségrégation dans les établissements publics d'enseignement, ils estiment que la solution consistant à envoyer les postulants étudier à l'extérieur ne respecte pas le principe d'égalité des chances. La faculté de droit du Maryland se voit donc contrainte d'admettre les étudiants afro-



Thurgood Marshall (à gauche) et Charles Hamilton Houston encadrent Donald Gaines Murray, plaignant dans un procès qui mit en cause la politique de la faculté de droit de l'université du Maryland, laquelle refusait l'admission aux étudiants noirs ayant les qualifications requises.



Thurgood Marshall en 1962, après la confirmation par le Sénat de sa nomination à la Cour d'appel des Etats-Unis. En 1967, le président Lyndon Johnson nomma à la Cour suprême Thurgood Marshall, qui devint le premier Afro-Américain à occuper un tel poste.

américains. Victoire particulièrement savoureuse pour Marshall : il fait partie des étudiants noirs qui, bien que dûment qualifiés, avaient été refusés par l'établissement en question.

En 1940, Houston se retire de la NAACP pour raison de santé ; il meurt en 1950. « Nous devons tout à Charlie », dira Marshall. Même si c'est son disciple favori qui mènera l'assaut final contre la ségrégation, c'est bien Houston, le maître, qui a conçu la stratégie et éclairé la voie.

Thurgood Marshall : Monsieur droits civiques

« Nul autre Américain n'a fait plus que Thurgood Marshall pour sortir notre pays du désert de la ségrégation », a dit son collègue de la Cour suprême, le juge Lewis Powell. Né en 1908, Marshall, après des études secondaires dans un établissement de Baltimore, dans le Maryland, où était pratiquée la ségrégation, suit les cours de l'université Lincoln, en Pennsylvanie, « le premier établissement jamais fondé dans le monde pour dispenser aux jeunes d'ascendance africaine un enseignement supérieur dans le domaine des lettres et des sciences ». Sachant qu'il ne serait pas admis à la faculté de droit de l'université du Maryland, réservée aux seuls Blancs, Marshall s'inscrit à la faculté de droit de l'université Howard, avec les longs trajets entre Baltimore et Washington que cela implique. Sa mère met en gage son alliance et sa bague de fiançailles pour payer ses frais de scolarité. Marshall se révèle un brillant étudiant, sort major de sa promotion en 1933 et gagne l'estime de Charles Hamilton Houston.

Travaillant étroitement avec Houston, Marshall, après avoir obtenu la victoire dans l'affaire *Murray contre Pearson* évoquée plus haut accepte d'entrer dans l'équipe d'avocats travaillant pour la NAACP. En 1938, il succède à Houston à la tête de la commission juridique de l'association. Et en 1940, il est le premier à être nommé à la direction du Legal Defense Fund de la NAACP.

Choix avisé, car Marshall possède des compétences que l'on ne trouve que très rarement réunies. C'était, comme devait par la suite conclure United Press International :

[...] un tacticien hors pair doué d'une exceptionnelle attention aux détails, de la capacité tenace de se concentrer sur un objectif – et d'une voix grave dont on a souvent dit qu'elle était la plus puissante du tribunal. Il possédait par ailleurs un charme si extraordinaire que même le shérif sudiste le plus radicalement attaché à la ségrégation ne pouvait résister à ses anecdotes et à ses plaisanteries.

Fort de cette puissante combinaison de talent et de charme, Thurgood Marshall parvient en 1946 à convaincre un jury entièrement composé de Blancs d'acquitter un groupe de 25 Noirs accusés d'émeute. En d'autres occasions, il n'échappe que de justesse aux corrections auxquelles s'exposait tout Afro-Américain trop sûr de lui dans le Sud soumis au système Jim Crow.

C'est sous Marshall que la stratégie d'avancée progressive par la voie du droit, conçue par Houston, finit par atteindre son

objectif. Procès après procès, Marshall et les avocats de la NAACP sapent peu à peu les piliers sur lesquels repose la ségrégation. Au total, Marshall atteint le fantastique record de 29 victoires dans les 32 affaires qu'il a plaidées devant la Cour suprême. Citons parmi ses succès :

- L'arrêt **Smith contre Allwright (1944)** par lequel la Cour suprême interdit les élections primaires exclusivement réservées aux Blancs, au cours desquelles les partis politiques désignent leurs candidats à l'élection nationale. Selon son biographe Juan Williams, Marshall considérait que c'était là sa victoire la plus importante : « Les ségrégationnistes [exigeaient des candidats qu'ils soutiennent la ségrégation s'ils voulaient obtenir l'investiture de leur parti] de sorte que lorsque les Noirs et les Hispaniques et [...] même, en certains cas, les femmes se présentaient au bureau de vote, ils ne pouvaient voter que pour un ségrégationniste : ils n'avaient pas d'autre choix. »
- L'arrêt **Morgan contre Virginie (1946)**, qui permet à Marshall d'obtenir de la Cour suprême l'interdiction de la ségrégation dans les transports par autocar entre les Etats. Par la suite, dans l'affaire *Boynton contre Virginie* (1960), Marshall parviendra à convaincre la Cour d'ordonner la déségrégation dans les gares routières et autres installations destinées aux voyageurs inter-Etats. Ces différents arrêts furent à l'origine du mouvement *Freedom Ride* (Voyage de la liberté) des années 1960.
- L'arrêt **Patton contre Mississippi (1947)** reconnaît le bien-fondé de l'argument de Marshall selon lequel des jurys dont les Afro-Américains ont été systématiquement exclus ne peuvent condamner des accusés afro-américains.
- L'arrêt **Shelley contre Kraemer (1948)**, après examen des arguments de Marshall, stipule que les tribunaux des Etats ne



La loi fédérale offrait aux Afro-Américains une plus grande protection, mais en général elle n'était appliquée que dans un contexte « inter-Etats ». Des années avant Rosa Parks, Irene Morgan refusa de céder sa place dans un autocar dont l'itinéraire dépassait les frontières de l'Etat. Avec Thurgood Marshall pour avocat, Irene Morgan l'emporta et la ségrégation fut interdite par la loi sur les lignes d'autocars inter-Etats.



Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du haut : le président Dwight Eisenhower eut recours aux troupes fédérales pour assurer l'inscription des premiers élèves noirs au lycée central de Little Rock (Arkansas).

Les pasteurs Martin Luther King, Fred Shuttlesworth et Ralph Abernathy en réunion. Un signe de progrès : le retrait d'une pancarte Jim Crow dans un autobus de Greensboro (Caroline du Nord), en 1956.

peuvent, en vertu de la Constitution, s'opposer à la vente d'une propriété foncière à un Noir, même si cette propriété est couverte par une clause restrictive à caractère racial. Ces clauses étaient une tactique juridique courante pour empêcher les propriétaires de vendre leur maison à des Noirs, des Juifs ou des membres d'autres minorités.

Les victoires remportées par l'équipe d'avocats de la NAACP montraient que les tribunaux invalidaient les systèmes mis en place en vertu du principe « séparés mais égaux » dès lors que l'égalité n'était pas, en fait, respectée. C'était une indubitable avancée, mais elle ne constituait pas l'outil le plus efficace pour imposer un changement radical, notamment dans le domaine de l'éducation. On pouvait en effet difficilement attendre d'Afro-Américains peu fortunés résidant dans les centaines de districts

scolaires du Sud qu'ils contestent devant les tribunaux les mérites comparés des écoles réservées aux Noirs et de celles réservées aux Blancs. Seule une mesure bannissant la ségrégation elle-même pourrait d'un seul coup éliminer les disparités comme celles constatées dans le comté de Clarendon, en Caroline du Sud, où les dépenses par élève pour l'année scolaire 1949-1950 avoisinaient 179 dollars pour les Blancs et 43 dollars pour les Noirs. Cette mesure, Marshall va l'obtenir avec l'arrêt sanctionnant le « procès du siècle », *Brown contre Board of Education*.

L'arrêt *Brown*

L'affaire commence à prendre forme lorsque Marshall trouve le bon plaignant en la personne du pasteur Oliver Brown, dont la

filles, Linda Brown, écolière à Topeka, dans le Kansas, a été contrainte de fréquenter l'école primaire réservée aux Noirs située à vingt et une rues de sa maison, alors qu'il existe une école réservée aux Blancs à seulement sept rues de chez elle. La justice de l'Etat du Kansas a rejeté la plainte déposée par Brown au motif que les deux écoles étaient de qualité comparable. C'est là pour Marshall l'occasion rêvée de presser la Cour suprême de statuer enfin que la ségrégation en matière d'établissements scolaires est, par définition et juridiquement, inégalitaire et donc inconstitutionnelle.

La stratégie judiciaire de Marshall repose sur l'apport de preuves concrètes puisées dans le champ des sciences humaines. Le Legal Defense Fund de la NAACP réunit une équipe d'experts en histoire, économie, sciences politiques et psychologie. Une étude dans laquelle les psychologues Kenneth et Mamie Clark ont cherché à déterminer l'impact de la ségrégation sur l'estime de soi et le bien-être psychologique des Afro-Américains a joué un rôle important.

Le 17 mai 1954, une décision unanime de la Cour suprême consacre la stratégie mise en œuvre par Marshall : s'appuyant sur l'étude menée par les Clark et sur d'autres documents produits par les plaignants, la Cour déclare sans équivoque :

[...] dans le domaine de l'enseignement public, la doctrine « séparés mais égaux » n'a pas sa place. Des établissements scolaires séparés sont par essence inégaux. En conséquence, nous estimons que les plaignants et autres personnes se trouvant dans une situation similaire [...] sont, en raison de la ségrégation ici contestée, privés de l'égalité de protection des lois garantie par le Quatorzième Amendement.

Deryl Wynn, avocat spécialisé en éducation et membre de la table ronde de l'université d'Oxford sur les politiques d'éducation, explique en ces termes l'importance de cette décision :

Voilà que le tribunal le plus important du pays reconnaissait en substance que les Noirs américains n'avaient pas été traités correctement. [...] Je me souviens que mon père, qui était adolescent à l'époque, disait que cette décision lui avait donné le sentiment d'être véritablement quelqu'un. [...] Sur le plan personnel, ce que nous devons véritablement à cette décision, c'est le rappel constant que chaque enfant, chacun d'entre nous, compte.

La Cour ne précise pas quand exactement la ségrégation des établissements scolaires devra prendre fin, mais l'année suivante, dans une série d'affaires que l'on désigne collectivement sous le nom de « Brown II », Marshall et ses collègues obtiennent de la Cour suprême qu'elle ordonne que la déségrégation s'effectue « avec toute la célérité voulue ».

Mais même dans ces circonstances, des résistances continuent de se manifester dans le Sud. En septembre 1957, des élèves noirs sont expulsés de force du lycée central de Little Rock (Arkansas). Marshall se rend immédiatement sur place et tente

une action en justice devant un tribunal fédéral. Sa victoire dans cette affaire conduit le président Dwight Eisenhower à déclarer le 24 septembre : « J'ai promulgué aujourd'hui un décret ordonnant le recours aux troupes fédérales pour que soit appliquée la loi fédérale à Little Rock. [...] Il est inacceptable que la loi de la rue l'emporte sur les décisions de nos tribunaux. »

L'arrêt *Brown*, la victoire obtenue à Little Rock et les autres succès remportés par l'équipe d'avocats de la NAACP illustraient à la fois le pouvoir et les limites du mouvement « légaliste » des droits civiques. Les Noirs américains, contraints des décennies durant, du fait de la ségrégation, à fréquenter des écoles de niveau inférieur, auraient eu quelque peine à imaginer le spectacle des forces fédérales escortant les élèves noirs jusque dans les salles de classe naguère réservées aux Blancs, à Little Rock, à l'université du Mississippi en 1962 et à l'université de l'Alabama en 1963. Les choses avançaient lentement, procès après procès.

La ségrégation légale continuait cependant de régner dans la majeure partie du Sud, non pas seulement dans de nombreux établissements d'enseignement mais dans la quasi-totalité des lieux et services publics, des piscines aux autobus, en passant par les cinémas et les cafétérias. Les ségrégationnistes ne parvenaient que trop souvent à priver les Afro-Américains de leurs droits constitutionnels les plus élémentaires. Par le truchement combiné de formalités iniques, de fraudes caractérisées et de chicaneries, et enfin par la menace, les dispositions clairement inscrites dans le Quinzième Amendement étaient subverties et les Noirs empêchés de voter.

De toute évidence, de nouvelles lois sur les droits civiques étaient nécessaires. Leur adoption exigeait un consensus politique suffisamment puissant pour contrer l'opposition acharnée des représentants sudistes au Congrès. Le combat juridique allait continuer sous la conduite de Thurgood Marshall – tout d'abord de 1961 à 1965 comme juge à la Cour d'appel des Etats-Unis (la deuxième cour fédérale du pays), puis durant un quart de siècle de 1967 à 1991, comme juge à la Cour suprême des Etats-Unis, où il fut le premier Afro-Américain appelé à siéger.

Dans le même temps prenait forme un nouveau mouvement des droits civiques, à caractère nettement politique. De courageux Afro-Américains, rejoints par des hommes et des femmes de toutes races et de toutes croyances, s'engagèrent dans la revendication, exigeant pacifiquement, mais fermement, de bénéficier pleinement des droits civiques auxquels ils pouvaient prétendre en tant que citoyens américains. Tandis qu'ils contraignaient leurs compatriotes à regarder en face les réalités inacceptables de la ségrégation et de l'oppression raciales, la sympathie populaire et l'équilibre des forces politiques changèrent. Tout commença un soir de décembre 1955 à Montgomery, dans l'Alabama, quand une couturière de 42 ans, fatiguée après une longue journée de travail, refusa de céder sa place dans un autobus soumis à la ségrégation.

RALPH JOHNSON BUNCHE

UNIVERSITAIRE ET HOMME D'ETAT

Alors même qu'ils menaient le combat pour leurs droits civiques, les Afro-Américains prouvaient, par leur parcours individuel, le bien-fondé de leur cause. L'œuvre accomplie par l'universitaire et fonctionnaire international Ralph Bunche, prix Nobel de la paix, a démontré à tous les esprits impartiaux que les Noirs américains pouvaient pleinement contribuer à la vie de la société américaine.

Ralph Bunche naît à Detroit, dans le Michigan, le 7 août 1904. Son père est coiffeur itinérant, sa mère femme au foyer et pianiste amateur. Son père abandonne le foyer familial et sa mère décède alors qu'il a quatorze ans. Il va alors vivre à Los Angeles, chez sa grand-mère maternelle – une femme dont la sagesse et la force de caractère exerceront sur lui une forte influence. Il obtient avec mention son diplôme de l'université de Californie à Los Angeles et poursuit en qualité de boursier des études supérieures à Harvard.

Dès son plus jeune âge, Bunche, profondément marqué par la discrimination raciale, se montre déterminé à la combattre. De ses études sur l'Afrique coloniale, il retire la conviction qu'il existe bien des points communs entre le colonialisme et la discrimination raciale aux Etats-Unis. Et il est décidé à contribuer aux efforts pour mettre fin à l'un et à l'autre.



Ralph Bunche, diplomate américain, négociateur et artisan de la paix, reçoit le prix Nobel de la paix en 1950.

Bunche crée le département de sciences politiques de l'université Howard, université de Washington traditionnellement réservée aux Noirs. Ses nombreux articles sur la discrimination raciale serviront plus tard de référence au mouvement des droits civiques. Bunche fait en outre œuvre de pionnier dans l'étude du colonialisme aux Etats-Unis. Il travaille en étroite collaboration avec l'économiste et sociologue suédois Gunnar Myrdal, dont

l'étude sur les relations raciales aux Etats-Unis, *An American Dilemma* (1944), sera citée par la Cour suprême à l'appui de son arrêt *Brown contre Board of Education*.

Quand surgit la menace de la Seconde Guerre mondiale, Bunche est promu conseiller du gouvernement pour l'Afrique, puis transféré au département d'Etat (où il est le premier Noir à occuper un poste de responsabilité) pour

travailler sur la future charte des Nations unies. Lors de la conférence de San Francisco, en 1945, il rédige deux chapitres de la charte, l'un sur les territoires non autonomes (les colonies), l'autre sur le régime de tutelle. Ces articles serviront de références pour l'accélération de la décolonisation après la guerre. Bunche a contribué tout autant que d'autres à faire de la décolonisation une réalité.

Dans le cadre de la nouvelle Organisation des Nations unies, Bunche met au point le régime de tutelle. Il accomplit au sein du Secrétariat des Nations unies un travail incomparable. En qualité de secrétaire de la Commission spéciale des Nations unies sur la Palestine (1947), il rédige le rapport résumant les vues de la majorité de la Commission sur le partage du territoire, ainsi que celui, minoritaire, sur la création d'un Etat fédéral. Adopté par l'Assemblée générale des Nations unies, le premier restera l'objectif de base de tous ceux qui chercheront à établir la paix au Moyen-Orient.

En mai 1948, la Grande-Bretagne quitte la Palestine, un Etat juif est institué dans la partie de la Palestine dont les limites ont été définies par l'Assemblée générale, et cinq Etats arabes envahissent le nouvel Etat d'Israël. Le Conseil de Sécurité de l'ONU désigne un médiateur, le comte Folke Bernadotte, dont Bunche est le principal conseiller. Ils parviennent tous deux à établir une trêve en Palestine, et Bunche met en place un groupe d'observateurs militaires pour veiller à son application; cette

initiative marque le début des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Après l'assassinat de Bernadotte par le groupe Stern (une faction sioniste extrémiste condamnée aussi bien par Bunche que par la majorité sioniste) à Jérusalem en septembre 1948, Bunche est nommé médiateur. Il engage en janvier 1949 les premiers pourparlers d'armistice, en commençant par l'Egypte et Israël. Des accords d'armistice sont conclus entre Israël et ses quatre voisins arabes, en préalable à la cessation des hostilités. En 1950, Bunche reçoit le prix Nobel de la paix pour ses travaux.

En 1953, le Suédois Dag Hammarskjöld devient Secrétaire général des Nations unies. Nommé secrétaire général adjoint, Bunche devient le plus proche conseiller politique d'Hammarskjöld. En 1956 – après la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte – Israël, la France et la Grande-Bretagne envahissent

l'Egypte, initiative mal inspirée qui choque le monde entier. Obtenir le retrait des envahisseurs hors des frontières de l'Egypte exige la création de quelque chose de totalement nouveau, une « force de police et de paix » des Nations unies, comme l'appelle son initiateur, le Canadien Lester Pearson. Hammarskjöld charge Bunche de lever et déployer cette force dans un délai minimum. Les menaces d'intervention de l'Union soviétique ajoutent à l'urgence de l'opération. Travaillant sans relâche, avec le soutien enthousiaste des Etats-Unis et de nombreux autres pays, Bunche rassemble et déploie en Egypte la Force d'urgence des Nations unies, huit jours seulement après que l'Assemblée générale a ordonné sa constitution.

Son travail de pionnier dans le maintien de la paix à l'échelle internationale est l'œuvre dont Bunche retirera le plus de fierté. En 1960, il lance et dirige l'opération de maintien de la paix au Congo où il déploie quelque 20 000 soldats; il lance une opération du même ordre à Chypre en 1964. Après la

disparition de Dag Hammarskjöld dans un accident d'avion en Afrique, Ralph Bunche devient l'indispensable conseiller de son successeur, le Birman U Thant – si indispensable que ce dernier le supplie de ne pas céder à son désir de quitter les Nations unies pour participer à plein temps au mouvement des droits civiques. Bunche meurt le 9 décembre 1971, victime à la fois du surmenage et du diabète.

Ralph Bunche avait une passion pour l'action, mais se souciait fort peu de sa gloire personnelle. (Il envisagea même de refuser le prix Nobel.) On garde en mémoire ses grandes réalisations, mais on oublie souvent le rôle majeur qu'il y a tenu. Les Afro-Américains, les millions d'êtres humains libérés de l'ancien système colonial et l'Organisation des Nations unies elle-même lui doivent une reconnaissance particulière. Il fut l'un des plus grands serveurs de l'humanité qu'ait connus le ^{xx}e siècle.

Par **Brian Urquhart**

Ancien secrétaire général adjoint des Nations unies, Brian Urquhart est l'auteur de *Hammarskjöld, A Life in Peace and War*, *Ralph Bunche: An American Odyssey* et d'autres études historiques.

JACKIE ROBINSON

LA CHUTE DE LA BARRIÈRE RACIALE

Les Brooklyn Dodgers font leur entrée à Shibe Park – le stade de base-ball de Philadelphie (Pennsylvanie) – en portant bien haut le nouveau paratonnerre sur lequel vont s'abattre les foudres de la controverse, un joueur noir nommé Jackie Robinson. Toutes les manifestations symboliques de l'intolérance fusent de la foule des spectateurs, tandis que du banc de l'équipe locale s'échappent les injures racistes. « Philadelphie fut la pire épreuve, devait raconter Ralph Branca, présent en tant que lanceur de l'équipe de Brooklyn. Ils lâchaient sur le terrain des chats noirs et balançaient des pastèques. Ben Chapman, l'entraîneur de Philadelphie, n'était pas le moins véhément dans ses propos à l'encontre de Jackie. »

Nous sommes en 1947 aux Etats-Unis et, pour beaucoup, le pays ne se décline encore qu'en deux tons : noir et blanc. Le cœur d'un certain nombre de personnes, surtout dans le Sud, déborde d'une haine depuis longtemps accumulée à l'égard de l'autre, dont le seul motif est sa couleur de peau. A leurs yeux, les Noirs ne méritent pas les mêmes droits civiques que les Blancs. Et, depuis le début du siècle, ce point de vue a fini par nourrir chez les responsables du base-ball et chez les propriétaires des équipes l'idée non officielle mais implicite que les grands



championnats sont réservés aux Blancs. Les Noirs doivent avoir leurs propres championnats.

Et puis arrive Robinson, qui bouscule sans façon, le 15 avril 1947, la barrière de la couleur en se présentant comme *infielder* (joueur de champ intérieur) dans l'équipe de Brooklyn, ce quartier hautement bigarré de New York. Il va faire figure de symbole, bien au-delà du seul domaine sportif, contribuant à faire franchir à la conscience populaire un premier grand pas sur le long chemin de l'acceptation du concept d'égalité. Son coéquipier Branca a expliqué comment la performance de



En haut : après la victoire de Brooklyn sur les New York Yankees dans le premier match du championnat national de base-ball en 1952, Jackie Robinson (au premier rang à droite) fête la victoire avec ses coéquipiers Joe Black (à l'arrière-plan à gauche), Duke Snyder (au premier rang à gauche) et Pee Wee Reese (à l'arrière-plan à droite). Le capitaine de l'équipe Chuck Dressen est au centre.

Ci-dessus : Jackie Robinson (à droite) et l'ancien champion de boxe poids lourd Floyd Patterson (à gauche) lors d'une rencontre à Birmingham (Alabama), en 1963, avec les dirigeants du mouvement des droits civiques Ralph Abernathy et Martin Luther King.

Robinson a transcendé les limites du terrain de base-ball :

J'ai souvent dit qu'il a transformé le base-ball, mais il a aussi transformé le pays et, finalement, le monde. [...] Jackie a frayé la voie à Rosa Parks, Martin Luther King et tous les autres dirigeants noirs qui allaient se battre pour l'égalité raciale. Il a fondamentalement modifié le regard que l'ensemble de la nation portait sur les Noirs.

Cela s'est produit au sein de l'équipe. Nous avions des gars du Sud qui avaient été élevés dans ce mépris ancestral des Noirs. Eux [les joueurs Afro-Américains] devaient prendre place à l'arrière du bus; ils ne devaient pas boire à la même fontaine publique ni aller aux mêmes toilettes. Eux [les joueurs blancs] ont fini par changer leur manière de voir.

Né à Cairo, en Georgie, le 31 janvier 1919, Robinson grandit à Pasadena, en Californie. Etudiant à la toute proche université de Californie à Los Angeles, il excelle dans quatre sports : base-ball, football américain, basket et course à pied. Il est appelé sous les drapeaux en 1942. A l'époque, la ségrégation règne encore dans l'armée américaine (son interdiction par le président Harry Truman n'interviendra qu'en 1948). Lorsque le fier Robinson refuse de monter à l'arrière d'un bus, il est accusé d'insubordination et passe devant un tribunal militaire.

Il est acquitté, avec les honneurs. « C'était un homme d'action, dira sa veuve, Rachel Robinson. Il ne voulait faire preuve d'aucune complaisance en ce qui concernait notre statut. »

Parallèlement, l'entraîneur des Brooklyn Dodgers, Branch Rickey, estime qu'il est temps de pratiquer l'intégration dans le sport national du base-ball, notamment parce qu'il est convaincu que la présence de joueurs afro-américains améliorerait la compétitivité de son propre club. Rickey a conscience que le joueur qu'il recherche devra posséder le courage et la force de caractère nécessaires pour faire face aux inévitables injures racistes – si ce n'est pire – des joueurs et des supporters. Rickey découvre Robinson en 1945 – celui-ci porte alors les couleurs du club de Kansas City dans les championnats réservés aux Noirs – et a la conviction qu'il a trouvé l'homme qu'il recherche.

Robinson passe la saison suivante avec l'équipe de deuxième division des Dodgers à Montréal, avant d'être promu dans l'équipe des Dodgers pour la saison 1947. Le statut de pionnier n'est pas facile à assumer. Rickey obtient de Robinson l'engagement que, durant trois ans, il ne répondra pas aux insultes qui ne manqueront pas de fuser de la part des spectateurs passionnés et des équipes adverses. Soumis à une pression qu'aucun autre joueur n'a connue avant lui, Robinson excellera sur le terrain.

Pour sa première saison en première division à l'âge de 28 ans, Robinson joue en première base et obtient une moyenne de frappe de 0,297. Il manifeste un style plein de dynamisme et bat un record de 29 bases à la National League. A l'issue du championnat, il est promu *Rookie of the Year* et contribue à faire accéder son équipe à la *World Series* (le championnat national). D'autres équipes, reconnaissant que Robinson a conféré aux Dodgers un incontestable brio, commencent elles aussi à engager des joueurs noirs. La saison 1949 sera pour Robinson la plus belle de sa carrière : il joue en seconde base et atteint un score de 0,342 à la batte, avec 16 coups de circuit, 124 points produits et 37 vols de base, ce qui lui vaut d'être désigné meilleur joueur du championnat.

Au total, Robinson passera dix saisons avec les Dodgers et participera à six *World Series*, y compris celle de 1955, qui verra la seule et unique participation de Brooklyn au championnat national. A la fin de la saison suivante, celui qui a été six fois « All-Star » préfère se retirer de la compétition plutôt que d'accepter une transaction avec le club rival des New York Giants. En 1962, Robinson fait son entrée au *Baseball Hall of Fame* (le temple de la renommée du base-ball), premier joueur noir à connaître un tel honneur.

Après avoir mis un terme à sa carrière de joueur de base-ball, Robinson continue de participer au combat pour l'égalité raciale, faisant croisade pour les droits civiques et soutenant les hommes et les organisations qui militent dans ce sens. C'est ainsi qu'il participe notamment au conseil d'administration de la NAACP.

En 1972, à l'âge de 53 ans, Jackie Robinson est emporté par une crise cardiaque. Il aura, au cours de ces cinquante-trois années, profondément marqué la vie de millions d'hommes et de femmes. Il a piétiné l'intolérance, insufflé courage et confiance aux Afro-Américains et, par l'énergie et la dignité dont il a inlassablement donné l'exemple, entraîné des Américains de tous bords sur la voie de la reconnaissance des droits civiques des Noirs américains.

« Une vie n'est pas importante en soi, disait Robinson lui-même. Elle n'est importante que par l'impact qu'elle a sur d'autres vies. »

Par **Brian Heyman**

Lauréat de plus de trente prix de journalisme, Bryan Heyman est rédacteur sportif au *Journal-News* à White Plains, dans l'Etat de New York.

« LE MOUVEMENT EST LANCÉ »



Le succès du boycott des autobus soumis au régime de la ségrégation à Montgomery, dans l'Alabama – qui commença avec l'arrestation de Rosa Parks le 1^{er} décembre 1955 – transforma la cause des droits civiques en un mouvement politique de masse. Il démontra que les Afro-Américains pouvaient s'unir pour engager une action politique méthodique ; il marqua l'émergence de Martin Luther King, qui allait entraîner derrière lui des millions d'hommes et de femmes, les maintenir sur la voie de la résistance non-violente et jeter des ponts entre Américains de toutes races, croyances et couleurs de peau. Si une multitude de militants courageux contribua à la révolution des droits civiques des années 1960, c'est à King, plus qu'à tout autre, que revient le mérite d'avoir contraint des millions de Blancs à regarder en face la cruelle réalité du système Jim Crow et d'avoir fait naître le climat politique favorable à l'adoption de la loi de 1964 sur les droits civiques (*Civil Rights Act*) et de la loi de 1965 sur le droit de vote (*Voting Rights Act*).

Le boycott des autobus à Montgomery

« J'étais fatiguée, mais seulement de baisser les bras », devait dire Rosa Parks, évoquant ce jour qui avait changé sa vie. Détentrice

Ci-dessus : le pasteur King expose les stratégies de boycott des autobus de la ville de Montgomery (Alabama). Parmi ses conseillers figure Rosa Parks, deuxième au premier rang.

Ci-contre : ayant refusé de céder sa place dans l'autobus, Rosa Parks fut arrêtée, verbalisée puis incarcérée. La photo prise à l'époque fut découverte près d'un demi-siècle plus tard lors de rangements effectués dans le bureau du shérif.

d'un diplôme de fin d'études secondaires, à une époque où, pour les Noirs du Sud, il était difficile d'obtenir un diplôme, Rosa Parks militait au sein de la section locale de la NAACP ; elle était inscrite sur les listes électorales – autre privilège dont peu de Noirs sudistes pouvaient s'enorgueillir – et jouissait d'un grand crédit à Montgomery. Au cours de l'été 1955, elle avait participé à une conférence interrassiale à l'Highlander Folk School, établissement du Tennessee qui assurait la formation de travailleurs sociaux et de militants de la déségrégation. Elle n'ignorait donc pas les efforts déployés pour améliorer le sort des Afro-Américains et qu'elle était bien placée pour servir d'exemple lorsque l'occasion se présenterait.

Le 1^{er} décembre 1955, Rosa Parks travaillait comme couturière

dans un grand magasin local. Quand, dans l'après-midi, elle prit l'autobus pour rentrer chez elle après le travail, elle prit place au premier rang de la section réservée aux gens de couleur (*colored*), située entre la section réservée aux Blancs et celle réservée aux Noirs. Lorsque tous les sièges réservés aux Blancs furent occupés, le conducteur du bus ordonna à Rosa Parks de laisser sa place à un Blanc qui venait de monter. Elle refusa. Arrêtée, jetée en prison, elle fut condamnée à payer 10 dollars d'amende, plus 4 dollars pour frais de justice. Rosa Parks, à 42 ans, venait de basculer dans l'action politique directe.

La population noire, scandalisée, créa la Montgomery Improvement Association (MIA), dans le but d'organiser le boycott des transports en commun de la ville. Soucieux, en partie, de prévenir les rivalités entre les différents dirigeants locaux, les citoyens se tournèrent vers un homme arrivé de fraîche date à Montgomery, Martin Luther King Jr. Agé d'à peine 26 ans, le nouveau pasteur du temple baptiste de Dexter Avenue avait, par ses origines familiales, l'étoffe d'un chef. Son père, le pasteur Martin Luther King Sr., qui dirigeait l'influent temple baptiste Ebenezer à Atlanta, militait au sein de la section de Georgie de la NAACP et refusait, depuis les années vingt, d'emprunter les autobus d'Atlanta, soumis au régime de la ségrégation.

Lors de sa première intervention devant la MIA, le jeune pasteur tint le discours suivant :

Nous n'avons pas d'autre choix que la protestation. Depuis des années, nous faisons preuve d'une étonnante patience. Nous donnons parfois à nos frères blancs le sentiment que nous aimons la manière dont on nous traite. Mais nous sommes réunis ici, ce soir, pour en finir avec cette patience qui nous fait supporter rien de moins que l'absence de liberté et de justice.

Sous la direction du pasteur King, les boycotteurs organisèrent l'utilisation collective des véhicules particuliers, tandis que les chauffeurs de taxi noirs assuraient leur transport en ne leur faisant payer que 10 cents, le prix du trajet en bus. Grâce au recours à l'auto, la voiture à cheval ou la marche à pied, l'action politique non violente fit payer au prix fort le comportement ségrégationniste de la ville.

Cette action conféra également une stature nationale à Martin Luther King qui, par le rayonnement de sa présence et par son talent oratoire exceptionnel, fit largement connaître le mouvement et suscita le soutien d'un grand nombre de Blancs, notamment dans le Nord. King, devait écrire plus tard le magazine *Time*, « est sorti de nulle part pour devenir l'un des dirigeants les plus remarquables du pays ».

Même après l'attaque dirigée contre sa maison et son arrestation, avec plus d'une centaine de boycotteurs, pour « entrave à la circulation d'un bus », King, par sa constante courtoisie et sa fidélité à la stratégie non violente, suscita le respect à l'égard du mouvement et discrédita les ségrégationnistes de Montgomery. Quand une violente explosion secoua sa maison,

où se trouvaient sa femme et leur bébé, on put craindre un instant qu'une émeute ne s'ensuivit. Mais King sut apaiser la foule :

Il nous faut aimer nos ennemis, faire preuve de bonté à leur égard. Tels sont les principes qui doivent guider notre vie ; nous devons répondre à la haine par l'amour. Nous devons aimer nos frères blancs, quoi qu'ils nous fassent.

Un policier blanc déclara par la suite à un journaliste : « Je vais être honnête avec vous : j'étais terrifié. Je dois la vie sauve à ce [...] pasteur, comme tous les autres Blancs qui étaient là. »

Ni l'initiative personnelle et le courage de Rosa Parks, ni l'autorité politique de Martin Luther King ne pouvaient seuls mettre un terme à la ségrégation dans les bus de Montgomery : il fallut y ajouter des efforts de nature juridique inspirés des actions de la NAACP. Tandis que les boycotteurs bravaient l'opposition ségrégationniste, les avocats de la déségrégation s'appuyaient sur le précédent de l'arrêt *Brown contre Board of Education* pour contester en justice le règlement en vigueur dans les bus de Montgomery. En novembre 1956, la Cour suprême des Etats-Unis rejette le recours en appel de la ville et la ségrégation prend fin dans le réseau municipal. Ainsi conforté, le mouvement des droits civiques peut s'engager dans de nouvelles batailles.

Les sit-in

Peu après l'heureuse conclusion du boycott des bus à Montgomery, Martin Luther King et un certain nombre de grandes figures du mouvement des droits civiques – les pasteurs Ralph Abernathy, T. J. Jemison, Joseph Lowery, Fred Shuttlesworth et C. K. Steele, ainsi que les militants Ella Baker et Bayard Rustin – fondèrent la Southern Christian Leadership Conference (SCLC). Cette nouvelle organisation entendait mener une action plus radicale que la NAACP, dont la démarche se situait essentiellement sur le plan juridique. La SCLC lança la « Crusade for Citizenship » qui incitait les Noirs à se faire inscrire sur les listes électorales.

Les jeunes militants manifestaient cependant une certaine



Sit-in en 1961 à Montgomery (Alabama). En décidant d'occuper paisiblement les restaurants soumis à la ségrégation, les militants des droits civiques risquaient de se faire arrêter... et parfois pire encore.



Le syndicaliste A. Philip Randolph (à droite) fonda et dirigea la Brotherhood of Sleeping Car Porters, qui fut pour de nombreux Afro-Américains une des rares voies d'accès à l'emploi et donc à la classe moyenne. La marche sur Washington que Randolph menaça d'organiser en 1941 força le président Franklin Roosevelt à interdire la discrimination raciale dans le secteur de la défense et servit de modèle à la fameuse marche de 1963.

impatience face à la stratégie gradualiste de Martin Luther King. En 1960, quelque deux cents d'entre eux, dont Stokely Carmichael, étudiant à l'université Howard, constituèrent le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC). Et à Greensboro, en Caroline du Nord, quatre étudiants de première année de l'Agricultural and Technical College prirent eux-mêmes les choses en main.

Le 1^{er} février 1960, à 16 h 30, quatre étudiants – Ezell Blair (aujourd'hui Jibreel Khazan), Franklin Eugene McCain, Joseph Alfred McNeil et David Leinail – prirent place au comptoir réservé aux Blancs du restaurant d'un magasin Woolworth local. On refusa de les servir, ce qui ne les empêcha pas de rester tranquillement assis jusqu'à la fermeture du magasin. Le lendemain matin, une vingtaine d'étudiants noirs prirent place au même endroit, par petits groupes de trois ou quatre. « On n'enregistra aucun trouble, rapporte le *Greensboro Record*. Certains étudiants sortirent leurs livres et se mirent ostensiblement à travailler. » Les adultes noirs « se sont montrés jusqu'à présent craintifs et complaisants, déclara Blair au journal. [...] Il est temps de sonner le réveil et de changer la situation [...] et nous avons décidé de commencer ici. »

L'occupation non violente d'un espace public, ou *sit-in*, remontait au moins à l'époque où le Mahatma Gandhi faisait campagne pour obtenir l'indépendance de l'Inde, alors colonie britannique. Aux Etats-Unis, des organisations syndicales et le Congress of Racial Equality (CORE) avaient eu aussi recours à ce genre de manifestation. Lorsque la situation ainsi créée à Greensboro commença à attirer l'attention, le SNCC décida rapidement d'adopter la même stratégie et les sit-in se répandirent dans plus d'une cinquantaine de villes.

Les événements revêtirent une importance particulière à Nashville, dans le Tennessee, où le Nashville Christian Leadership Council, rallié aux vues de Martin Luther King, s'était préparé de longue date à l'action. Dès 1955, King avait tendu la main au pasteur James Lawson, un militant des droits civiques qui avait été missionnaire en Inde et avait étudié la *satyagraha* – la stratégie de résistance non violente prônée par Gandhi. King avait pressé Lawson de venir s'établir dans le Sud.

Travaillant en liaison avec la Southern Christian Leadership Conference de Martin Luther King, Lawson entreprit en 1958 de former une nouvelle génération de militants non violents. Parmi ses élèves figuraient Diane Nash, James Bevel et John Lewis, aujourd'hui représentant de la Georgie au Congrès des Etats-Unis. Chacun d'eux n'allait pas tarder à jouer un rôle de premier plan dans le mouvement des droits civiques. Au cours de cette formation, ils décidèrent d'organiser des sit-in dans les restaurants des grands magasins. Les Noirs étaient en effet autorisés à faire des achats dans ces magasins, mais non à en fréquenter les restaurants.

Les militants de Nashville s'organisaient méthodiquement et avançaient posément ; et quand l'opération sit-in de Greensboro commença à susciter l'attention au niveau national, ils étaient prêts à passer à l'action. En février 1960, plusieurs centaines d'entre eux se lancèrent dans des sit-in. Les instructions écrites auxquelles ils devaient se conformer témoignent de la discipline personnelle et de l'engagement à ne pas s'écarter de la non-violence :

Ne répondez pas à la violence par la violence, ni aux injures par les injures. [...] Ne bloquez pas les entrées des magasins ni leurs voies d'accès.

Comportez-vous amicalement et courtoisement en toutes circonstances.

Restez assis bien droit et toujours face au comptoir. [...]

Rappelez-vous les enseignements de Jésus-Christ, de Mohandas Gandhi et de Martin Luther King.

Restez fidèles à l'amour et à la non-violence, et que Dieu bénisse chacun d'entre vous.

Habituellement, le restaurant fermait dès que commençait le sit-in. Mais après les quelques premiers incidents, la police se

mit à arrêter les protestataires, et les procès qui s'ensuivirent attirèrent un large public. Lorsqu'ils furent condamnés pour atteinte à l'ordre public, les militants choisirent d'accomplir leur temps de prison plutôt que de payer une amende.

Nashville offrit l'une des premières illustrations du fait que le système Jim Crow ne pouvait survivre à la médiatisation. Le légendaire journaliste David Halberstam commençait alors sa carrière, et ses reportages pour le *Nashville Tennessean* contribuèrent à susciter l'intérêt des médias. Le mouvement des sit-in se répandit dans la majeure partie du pays et les Américains découvrirent bientôt avec stupéfaction des photos, telle celle publiée dans le *New York Times* du 28 février 1960, avec la légende suivante : « A Montgomery, un Blanc frappe et blesse une femme noire avec une batte de 45 centimètres. L'agression s'est produite hier, après que la femme eut effleuré un autre Blanc. La police, qui se tenait à proximité, n'a procédé à aucune arrestation. »

Le 19 avril de la même année, une bombe explose au domicile du principal conseiller juridique des étudiants de Nashville. Quelque 2000 Afro-Américains organisent aussitôt une marche sur l'hôtel de ville, où ils rencontrent le maire. Est-il lui-même favorable à l'abolition de la ségrégation dans les restaurants, lui demande Diane Nash. Oui, répondit-il, mais « je ne puis dicter à un homme la manière dont il doit gérer son commerce. Lui aussi a des droits. »

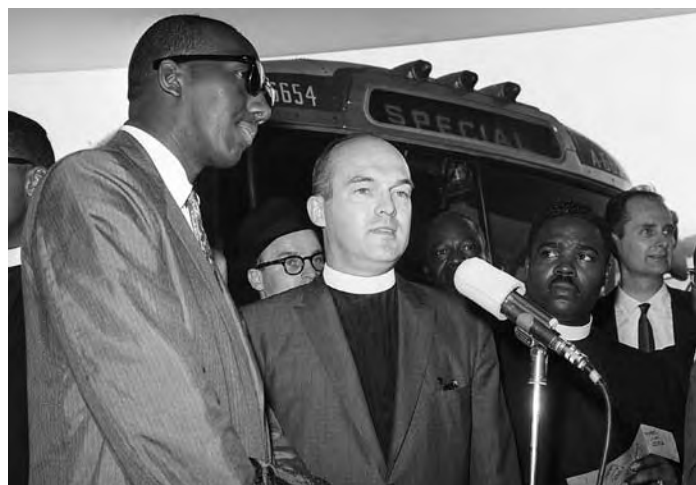
Ce « droit » de pratiquer la discrimination est précisément au cœur de la bataille. Cependant, la mauvaise publicité ainsi que la dignité et l'attitude non violente des étudiants noirs face à la terrible brutalité de leurs adversaires armés pique au vif les commerçants de Nashville. Des négociations secrètes s'engagent et, le 10 mai 1960, un certain nombre de restaurants du centre-ville acceptent de servir la clientèle noire. Nul autre incident ne survient et Nashville devient, peu après, la première ville du Sud à abolir la ségrégation dans ses services publics.

Les voyageurs de la liberté

Quelques-uns des jeunes initiateurs des sit-in de Nashville rejoignent le Student Nonviolent Coordinating Committee qui, en 1961, contribua à lancer le mouvement des « voyageurs de la liberté » (*Freedom Riders*). En 1946, les avocats de la NAACP, sous la houlette de Thurgood Marshall, avaient obtenu un arrêt de la Cour suprême interdisant la ségrégation dans les autocars inter-Etats. Dans son arrêt *Boynton contre Virginie*, rendu en 1960, la Cour avait étendu cette interdiction aux gares routières et autres installations liées aux voyages inter-Etats. Mais être détenteur d'un droit est une chose, l'exercer en est une autre.

Il était largement entendu que tout Afro-Américain qui exercerait son droit constitutionnel de prendre place à l'avant d'un autocar inter-Etats ou utiliserait les installations naguère réservées aux Blancs dans une gare routière du Sud s'exposerait à une réaction violente. Conscient de cette réalité, un groupe interracial de treize personnes, dont le directeur national du CORE, James Farmer, quitta Washington en autocar, pour La Nouvelle-Orléans en faisant plusieurs arrêts en cours de route. « S'il y a arrestation, nous l'accepterons, déclara Farmer. Et s'il y a violence, nous la subirons sans riposter. »

Farmer avait raison d'anticiper des violences. La pire sans doute se produisit près d'Anniston, dans l'Alabama. Au départ d'Atlanta, les voyageurs de la liberté s'étaient séparés en deux groupes, montant l'un à bord d'un car du réseau Greyhound, l'autre d'un car du réseau Trailways. Lorsque le premier atteignit Anniston, une foule inhabituelle était massée le long des trottoirs ; Dès que le car se fut garé, une horde se jeta sur lui, brisant les vitres à coup de pierres. Deux Blancs, membres de la police routière, embarqués dans le car, avec mission de surveiller les Freedom Riders, bloquèrent les portes du véhicule afin d'empêcher la foule, mobilisée par le Ku Klux Klan, de pénétrer à l'intérieur.



Juin 1961 : les pasteurs Perry Smith de Brentwood (Maryland) et Robert Stone de la ville de New York s'apprentent à participer à un voyage de la liberté entre Washington et la Floride.
Ci-contre : un autocar de la compagnie Trailways transportant des voyageurs de la liberté arrive en gare de Jackson (Mississippi).



Des voyageurs de la liberté se rendant de Montgomery (Alabama) à Jackson (Mississippi) sont escortés par des hommes de la Garde nationale arme au poing. Une vingtaine d'autres voyageurs se trouvent à l'arrière.

Quand enfin la police locale arriva sur les lieux, elle plaisanta avec la foule, ne procéda à aucune arrestation et escorta l'autocar jusqu'à la sortie de la ville. La foule, forte selon les dires d'environ 200 personnes, le suivait de près à bord de voitures particulières et de pick-up. Après avoir parcouru une dizaine de kilomètres, l'autocar s'immobilisa ses pneus à plat. Une meute de Blancs tenta alors de pénétrer dans le véhicule, et l'un d'eux jeta à l'intérieur une bombe incendiaire. « Les Freedom Riders étaient pratiquement condamnés, jusqu'à ce que l'explosion d'un réservoir ne vienne convaincre les assaillants que tout l'autocar était sur le point d'exploser », écrit l'historien Raymond Arsenault. Le véhicule fut entièrement détruit par les flammes. Les voyageurs de la liberté, après s'en être échappés, « subirent un bref mais sanglant passage à tabac », rapporta l'agence Associated Press.

Le second groupe se retrouva en compagnie d'une bande de membres du Ku Klux Klan qui avait embarqué à bord de l'autocar Trailways au départ d'Atlanta. Les voyageurs de la liberté noirs ayant refusé de prendre place à l'arrière du véhicule furent eux aussi molestés. Les membres blancs du groupe furent agressés avec une particulière sauvagerie. Tous les Freedom Riders restèrent fidèles aux principes de Gandhi : pas un seul d'entre eux ne riposta aux coups. Lorsque l'autocar arriva enfin à Birmingham, les choses ne firent qu'empirer. Howard Smith, présentateur du journal de CBS, fut témoin de l'événement : « Lorsque le car est arrivé, les durs empoignèrent les passagers et les trainèrent dans les passages et les couloirs, les frappant à coups de poing, de tuyaux et de porte-clés. » A l'intérieur de la gare routière, soumise à la ségrégation, les Freedom Riders hésitèrent avant de pénétrer dans la salle d'attente réservée aux Blancs. Là encore, ils furent molestés, certains même assommés, tandis que le chef de la police de Birmingham, Eugene "Bull" Connor, refusait de contenir

les membres du Ku Klux Klan et leurs partisans.

Les voyageurs de la liberté n'en étaient pas moins déterminés à poursuivre leur route. A Washington, l'Attorney General Robert Kennedy demanda au gouverneur de l'Alabama, John Patterson, de garantir la sécurité des voyageurs lors de leur passage dans son Etat. Patterson se défila : « Les citoyens de l'Etat sont tellement furieux que je ne puis garantir la protection de cette bande de fauteurs de troubles. »

Grâce au renfort du Student Nonviolent Coordinating Committee et de militants aussi bien blancs que noirs, une nouvelle tentative put être lancée. Le 20 mai, un groupe de Freedom Riders prit place à bord d'un car

Greyhound assurant la liaison Birmingham-Montgomery, en Alabama. « A peine » était-il entré dans la gare routière qu'il se trouva face à une foule hostile d'un millier de personnes, rapporta l'agence Associated Press. Parmi les blessés figurait John Seigenthaler, un collaborateur de Robert Kennedy. Ce dernier dépêcha à Montgomery 400 policiers fédéraux pour rétablir l'ordre, tandis que le Congress for Racial Equity affirmait sa détermination à poursuivre le voyage de la liberté jusqu'à la Nouvelle-Orléans. « De nombreux étudiants se tiennent prêts, dans d'autres villes, à venir en renfort en cas de besoin », déclara James Farmer au *New York Times*. De fait, quelque 450 volontaires se présentèrent pour prendre place dans les cars de la liberté, avant d'aller remplir les prisons, notamment à Jackson, après que Farmer et ses amis eurent refusé de payer les amendes pour « atteinte à l'ordre public ».

Le 29 mai, Robert Kennedy donna l'ordre à l'Interstate Commerce Commission d'adopter des mesures rigoureuses pour faire respecter la non-ségrégation dans les transports inter-Etats. Ainsi, grâce à l'effort soutenu du gouvernement, le système Jim Crow fut ébranlé dans les gares, les autocars et les trains.

La victoire des voyageurs de la liberté allait donner le ton aux grandes campagnes en faveur des droits civiques qui suivirent. Ce ne serait pas la première fois qu'au cours de ces années brûlantes, une presse libre contraindrait les Américains à jeter sur la réalité de l'oppression raciale un regard sans concession. A Birmingham, la foule déchaînée molesta Tommy Langston, photographe du journal local *Post-Herald*, et fracassa son appareil photo. Mais elle oublia d'enlever la pellicule, et le journal publia en une la photo d'un spectateur noir sauvagement agressé. La couverture médiatique s'amplifiait à chaque nouvelle arrestation ou bastonnade. Et si beaucoup de ces reportages faisaient encore référence à des « militants noirs », le contraste entre la fureur des hordes blanches et le calme et la dignité des voyageurs de la liberté, blancs et noirs mêlés, contraignait les Américains à s'interroger :

lequel des deux groupes représentait le mieux les valeurs américaines ?

Les responsables religieux blancs étaient au premier rang de ceux qui admiraient et louaient le courage des voyageurs de la liberté et la justesse de leur cause. Le pasteur Billy Graham réclama la poursuite en justice de leurs agresseurs, déclarant qu'il était « navrant de constater, dans quelque société que ce soit, que des personnes étaient traitées comme des citoyens de seconde zone ». Le rabbin Bernard Bamberger dénonça la violence des ségrégationnistes blancs, l'estimant « totalement indéfendable sur le plan de la morale et de la loi ».

Le mouvement d'Albany

Deux grandes campagnes en faveur des droits civiques allaient illustrer, en 1962 et 1963, le potentiel et les limites de la stratégie de la résistance non violente. A Albany, en Georgie, les Afro-Américains étaient depuis longtemps engagés dans le militantisme politique, autant qu'il était possible de l'être dans un Sud soumis au système Jim Crow. En 1961, des bénévoles du SNCC vinrent en renfort pour mener à bien une campagne d'inscription sur les listes électorales. A cet effet, ils établirent un centre qui allait servir de base locale au lancement d'opérations de sit-in, de boycotts et autres mouvements de protestation. En novembre 1961, plusieurs organisations noires locales constituèrent le mouvement d'Albany, sous la direction d'un jeune ostéopathe du nom de William Anderson. Les mouvements de protestation se multiplièrent, de sorte qu'à la mi-décembre, plus de 500 manifestants avaient été incarcérés. Anderson avait rencontré Martin Luther King et son collègue Ralph Abernathy, pasteur à la First Baptist Church à Montgomery et premier lieutenant de King au sein de la Southern Christian Leadership Conference. Il décida de solliciter l'aide de Martin Luther King pour soutenir le mouvement d'Albany et assurer sa publicité au niveau national.

Le chef de la police d'Albany, Laurie Pritchett, se révéla être un redoutable adversaire pour King et les autres militants des droits civiques. Pritchett avait compris que la couverture médiatique des violences contre des adeptes de la non-violence empreints de dignité avait déjà rallié de nombreux Américains contre le système Jim Crow. Pritchett s'attacha donc à priver le mouvement d'Albany de ce « poids médiatique ». Les policiers reçurent la consigne de s'abstenir de toute violence à l'encontre des manifestants. Alors que les précédents protestataires avaient réussi à « remplir les prisons », Pritchett les dispersa dans les prisons des comtés voisins. « Finalement, conclut la *New Georgia Encyclopedia*, King se trouva à court de manifestants avant que Pritchett ne se trouve à court de place dans les prisons. »



Montgomery (Alabama), août 1962 : environ 70 pasteurs de différentes confessions en état d'arrestation après avoir organisé devant l'hôtel de ville une veille de prière pour protester contre la ségrégation.

Pritchett comprit aussi que King constituait la star médiatique et que l'intérêt de la presse nationale s'émousserait dès lors que ce dernier ne serait plus « sous le feu des projecteurs ». King revint plusieurs fois à Albany et fut plusieurs fois arrêté et reconnu coupable d'atteinte à l'ordre public. Lorsque le tribunal leur offrit le choix entre la prison ou le paiement d'une amende, King et Abernathy optèrent pour la prison, dans la certitude que c'était le meilleur moyen de susciter l'intérêt des médias. Mais ils découvrirent qu'un « bienfaiteur anonyme » – un ségrégationniste recruté par Pritchett – avait payé leur amende.

Quand enfin les médias braquèrent leurs projecteurs, ce ne fut pas sur l'événement qu'avait espéré Martin Luther King. Le 24 juillet 1962 au soir, alors que de nombreux Afro-Américains s'impatientaient de l'absence de progrès, quelque deux mille d'entre eux, armés de briques, de bouteilles et de pierres, agressèrent un groupe de policiers d'Albany et de membres de la sécurité autoroutière. Un policier perdit deux dents. Mais les hommes de Pritchett, qui avaient bien appris leur leçon, se gardèrent de riposter, ce qui permit à leur chef d'exploiter aussitôt l'événement. « Vous les avez vues ces pierres non violentes ? », demanda-t-il.

Martin Luther King réagit aussitôt pour limiter les dégâts. Il annula une grande manifestation qui avait été programmée et imposa une journée de pénitence. Mais une ordonnance fédérale interdisant toute autre manifestation à Albany vint ajouter aux difficultés de la situation : jusque-là, la cause des droits civiques avait eu la loi de son côté. Toute nouvelle action menée à Albany aurait permis aux ségrégationnistes de donner de King et de ses disciples l'image de gens qui bafouaient la loi.

King comprit que sa présence à Albany ne serait plus d'aucune aide au mouvement dans son ensemble. Le SNCC, la NAACP, le CORE et autres militants locaux poursuivirent le combat à Albany et finirent par obtenir de réelles avancées pour les Afro-Américains de la ville. Pour Martin Luther King et ses compagnons de la SCLC, l'expérience d'Albany se révéla très instructive, comme il le relate dans son autobiographie :

Lorsque, des mois plus tard, nous avons mis au point notre stratégie pour Birmingham, nous avons passé de nombreuses heures à évaluer les événements d'Albany et à tenter de tirer la leçon des erreurs commises. Nos conclusions permirent non seulement d'améliorer notre stratégie, mais révélèrent aussi qu'Albany était loin d'avoir été un échec complet.

Arrestation à Birmingham

Si Laurie Pritchett, possédait la perspicacité politique et le sang-froid nécessaires pour répondre à la non-violence par la non-violence, tel n'était pas le cas de Bull Connor, son homologue de Birmingham, dans l'Alabama. King et les autres dirigeants du mouvement avaient à juste titre prévu que Connor allait constituer pour eux un parfait faire-valoir. Le biographe de King, Marshall Frady, dépeint Connor comme « un de ces vieux ségrégationnistes grandiloquents et hâbleurs – un petit caïd entre deux âges, bedonnant et plastronnant sous son chapeau de paille à bords cassés, [...] connu pour son caractère coléreux ». Connor n'emportait pas l'adhésion de tous les citoyens blancs de Birmingham : lors d'une récente élection municipale, les candidats réformistes avaient marqué des points. Mais il tenait la police sous ses ordres et « l'accueil » réservé aux voyageurs de la liberté illustra amplement ce à quoi les militants pouvaient s'attendre.

L'expérience d'Albany avait appris à King et à son équipe de

la SCLC que mieux valait se concentrer sur des objectifs précis plutôt que rechercher l'abolition générale de la ségrégation. Comme King devait l'écrire par la suite :

Nous sommes parvenus à la conclusion que, dans les communautés solidement accrochées à leurs convictions, il était possible de mener plus efficacement le combat en s'attaquant à un aspect bien précis du système funeste et complexe de la ségrégation. Nous avons donc résolu de concentrer, à Birmingham, notre attaque sur les commerçants, car nous savions que la population noire avait un pouvoir d'achat suffisant pour que sa désertion des magasins fasse basculer dans le déficit de nombreux commerces jusque-là bénéficiaires.

Le 3 avril 1963, les militants lancèrent une série de sit-in dans les restaurants. Suivit, le 6 avril, une manifestation devant l'hôtel de ville de Birmingham. Les Afro-Américains entamèrent le boycott des commerces du centre-ville, tactique que King jugea « étonnamment efficace ». Plusieurs magasins se hâtèrent de faire disparaître leurs pancartes « accès réservé aux Blancs », encourant du même coup la menace brandie par Connor d'un retrait de leur licence. Le nombre des participants au mouvement ne faisant que croître, l'action s'étendit à des manifestations dans les églises locales (*kneel-in*) et des sit-in dans les bibliothèques. Les arrestations se multiplièrent et les prisons se remplirent.

Le 10 avril, Connor, suivant l'exemple de Pritchett, obtint du tribunal de comté une ordonnance interdisant à King, Fred Shuttlesworth et 134 autres dirigeants du mouvement protestataire de s'engager dans des opérations de boycott, sit-in et autres manifestations de ce genre. Toute violation de cette ordonnance serait considérée comme un outrage à la Cour et passible d'une peine de prison plus sévère que celle encourue par une simple atteinte à l'ordre public.

King devait alors faire un choix. Il décida avec Abernathy de violer l'ordonnance et publia une brève déclaration :

Nous ne pouvons, en notre âme et conscience, obéir à une telle injonction qui est injuste, non démocratique et constitue un détournement de la procédure légale.

Notre refus n'est pas imputable à quelque mépris de la loi, mais à l'immense respect que nous vouons à la loi. Il ne s'agit pas d'une tentative pour échapper à la loi ou la défier, ni pour nous engager dans l'anarchie et le chaos. Tout comme nous ne pouvons, en notre âme et conscience, obéir à des lois injustes nous ne pouvons respecter un usage injuste des tribunaux.

Nous avons foi en un système juridique fondé sur la justice et la morale. Poussés par notre immense amour de la Constitution des Etats-Unis et par notre désir de purifier le système judiciaire de l'Etat de l'Alabama, nous prenons cette décision cruciale, pleinement conscients de ses éventuelles conséquences.



Albany (Georgie), décembre 1961 : des manifestants afro-américains agenouillés en prière pendant que des voyageurs de la liberté arrêtés sont entendus au tribunal.

Le 12 avril 1963, jour du Vendredi saint, Martin Luther King prit la tête d'une manifestation dans le centre-ville de Birmingham. Au cinquième pâté de maisons, King, Abernathy et une soixantaine d'autres manifestants, dont un pasteur blanc qui s'était joint au cortège, furent arrêtés.

Lettre de la geôle de Birmingham

Alors qu'il se morfondait en prison, King rédigea l'un des plus extraordinaires documents de l'histoire de la pensée américaine. Plusieurs pasteurs blancs des églises locales, tout en adhérant à ses objectifs à long terme, n'étaient pas d'accord avec sa stratégie à court terme. Ils rendirent publique une déclaration qualifiant les manifestations qu'il organisait « de malavisées et inopportunes » et contestant le recours à la désobéissance civile « aussi pacifiques que puissent être concrètement de telles actions ».

La réponse de King vint sous la forme de sa *Lettre de la geôle de Birmingham*. Dépourvu de papier, il la griffonna dans les marges d'une page de journal. Les phrases s'enroulaient autour des publicités pour la lutte contre les insectes et des informations sur un club de jardinage, rapporta la personne qui fit sortir clandestinement la lettre de la prison. Ce texte n'en constituait pas moins une puissante condamnation de l'inaction face à l'injustice et manifestait une foi extraordinaire dans le fait qu'en Amérique la cause de la liberté finirait nécessairement par l'emporter.

Aux critiques des pasteurs blancs, King répond par des arguments de nature universelle et intemporelle. A l'accusation d'être un étranger venu susciter la tension à Birmingham, il réplique que, face à l'oppression, il n'y a pas d'étrangers. « L'injustice où que ce soit est une menace pour la justice partout ailleurs. Nous sommes pris dans un réseau de réciprocité auquel nous ne pouvons échapper. Ce qui affecte l'un de nous directement nous affecte tous indirectement. » A l'accusation de susciter la tension, il répond : « Il existe un type de tension constructive, non violente, qui est nécessaire au progrès. » Et pour ceux qui ne souffrent pas eux-mêmes du fléau de la ségrégation, ajoute-t-il, nulle action directe ne paraîtra jamais opportune : « Attendez ! signifie presque toujours : "Jamais !" Et de poursuivre : « Aucun homme ne peut fixer le moment où doit sonner l'heure de la liberté pour un autre. »

Reconnaissant que ses amis et lui-même ont effectivement enfreint l'ordonnance du tribunal du comté, King rappelle la distinction établie par Saint Augustin entre lois justes et lois injustes. Celui qui viole une loi injuste afin d'éveiller la conscience collective, affirme-t-il, « affiche en réalité un respect supérieur pour le droit », pourvu qu'il agisse « ouvertement, avec amour, et qu'il soit prêt à accepter la sanction ». Ecrivant de sa cellule, Martin Luther King se posait en exemple.

Enfermé dans cette cellule, il a la certitude qu'aux Etats-Unis, la liberté l'emportera. « Je n'ai aucune crainte quant à l'issue de notre combat. [...] Nous atteindrons notre but – la liberté – car le but de l'Amérique, est la liberté. [...] Notre destin est lié au

destin de l'Amérique. [...] L'héritage sacré de notre nation et la volonté éternelle de Dieu s'incarnent dans nos revendications. [...] Un jour, conclut-il, le Sud reconnaîtra ses vrais héros. »

« Le mouvement est lancé »

Du fait que le mouvement lancé à Birmingham réclamait leur présence à sa tête, Martin Luther King et Ralph Abernathy, au bout de huit jours de prison, déposèrent la caution qui leur rendait la liberté. Ils se rallièrent à une idée dont le mérite revenait à James Bevel, un pasteur de Nashville, vétéran des sit-in et des voyages de la liberté, à qui King avait confié la mission, au sein de la Southern Christian Leadership Conference, de former les militants à l'action directe et à la non-violence. Conscient que peu de familles noires pouvaient se permettre de voir végéter en prison l'homme qui assurait leur subsistance, Bevel entreprit d'organiser les jeunes Afro-Américains de la ville. Etudiants, élèves de l'enseignement secondaire et même primaire furent initiés aux principes de la non-violence. Ils se préparaient à manifester en centre-ville et à s'approprier les lieux réservés aux Blancs : restaurants, fontaines publiques, bibliothèques, églises.

Le 2 mai 1963, des centaines de jeunes Noirs se mirent en route dans la ville, communiquant par talkie-walkie et chantant « Nous vaincrons ». Plusieurs centaines d'entre eux furent arrêtés et emprisonnés. Et, résultat le plus important peut-être, ils poussèrent Bull Connor à bout.

Le 3 mai, Connor décida de mettre fin par la force aux manifestations. Des lances d'incendie réglées à pleine pression – capables d'arracher l'écorce des arbres – fauchèrent les manifestants, les faisant rouler dans les rues asphaltées de la ville. Puis Connor donna l'ordre de lâcher les chiens policiers pour disperser la foule ; plusieurs manifestants furent mordus.

James Foreman, membre du Student Nonviolent Coordinating Committee, se trouvait au siège de la SCLC quand parvinrent les nouvelles. Il rapporta que les responsables qui y étaient réunis « sautaient de joie. [...] "Le mouvement est lancé. Le mouvement est lancé.", répétaient-ils. "Des violences policières ont eu lieu." Foreman trouva cette attitude « très froide, cruelle et calculatrice ». Mais, comme le conclut l'historien C. Vann Woodward : « Les militants les plus chevronnés avaient appris la valeur et le prix à payer pour des événements donnant lieu à photographie. »

Les jeunes manifestants revinrent tous les jours de la semaine, de même que les lances d'incendie et les chiens policiers. Les photos, les vidéos et les reportages occupèrent la une des journaux aux Etats-Unis et dans une grande partie du monde. Face aux pires provocations, la plupart des manifestants restèrent non violents. James Bevel sillonnait les rues, hurlant dans son porte-voix : « Si vous n'êtes pas prêts à manifester de façon non violente, rentrez chez vous. » Le 6 mai, Bull Connor tenait emprisonnés des milliers d'enfants dans le parc des expositions de l'Etat.

Dans l'un de ses éditoriaux, le *New York Times* exprima le sentiment d'un nombre croissant d'Américains :

Aucun Américain instruit dans le respect de la dignité humaine ne peut lire sans honte le récit des actes de barbarie commis par les autorités de la police de l'Alabama à l'encontre des manifestants, noirs et blancs, pour les droits civiques. L'utilisation de chiens policiers et de lances d'incendie sous forte pression pour réprimer des écoliers à Birmingham est un déshonneur pour la nation. Parquer comme du bétail des centaines d'adolescents et même de gamins dans des prisons et des maisons de détention sous prétexte qu'ils exigent le respect de leur droit naturel à la liberté est une parodie de la justice.

A Washington, un très éminent lecteur partageait ce sentiment, comme le relate Marshall Frady dans la biographie de Martin Luther King :

Alors qu'il se trouvait dans le Bureau ovale, le regard du Président tomba sur une photo parue dans la presse. Elle montrait un policier agrippant d'une main par la chemise un jeune Noir, tandis qu'il tenait de l'autre la laisse d'un chien policier qui tournait autour du gamin. « C'est écœurant », lâcha le Président au groupe de visiteurs présents ce jour-là.

Le 7 mai, Fred Shuttlesworth fut blessé par une lance d'incendie qui le projeta violemment contre le mur de son église. Arrivant sur les lieux quelques minutes plus tard, Bull Connor déclara : « Je regrette d'avoir raté ça. [...] J'aurais aimé le voir emporté dans un corbillard ! »

Quand arriva le 9 mai, les commerçants de la ville en eurent assez. Ils négocièrent donc un accord avec Martin Luther King et Fred Shuttlesworth. Ils s'engageaient à renoncer à la ségrégation dans leurs restaurants, toilettes et fontaines ; à embaucher des employés noirs et à en assurer la promotion. Les manifestants emprisonnés seraient relâchés et les charges pesant contre eux

abandonnées. « Le pire jour de ma vie », devait dire Bull Connor.

Le succès éclatant du mouvement de Birmingham couronnait le courage et la discipline des protestataires afro-américains. Il constituait un encouragement pour la stratégie stimulante et obstinée engagée sous l'impulsion d'hommes comme Martin Luther King, Ralph Abernathy, Fred Shuttlesworth, James Bevel et quelques autres. Il contraignait les Américains à regarder en face – dans la presse et à la télévision – la réalité du système Jim Crow. Et il témoignait d'un idéalisme qui avait survécu à l'esclavage et à la ségrégation, ainsi que d'une impatience face à des promesses trop longtemps différées. Le 8 mai, le juge d'un tribunal pour mineurs de Birmingham procéda à l'audition d'un garçon de 15 ans arrêté au cours des manifestations du 3 mai :

LE JUGE : Je pense souvent aux paroles des Pères fondateurs : « Il n'y a pas de liberté sans limites. » Maintenant, je vous demande de rentrer chez vous et de retourner à l'école. Etes-vous prêt à le faire ?

LE GARÇON : Puis-je dire quelque chose ?

LE JUGE : Parlez librement.

LE GARÇON : Eh bien, vous pouvez dire cela, parce que vous êtes libre. La Constitution dit que nous sommes tous égaux, mais les Noirs ne sont pas égaux.

LE JUGE : Mais vous avez déjà obtenu de grands avantages qui existent toujours. Cela prend du temps.

LE GARÇON : Cela fait plus d'un siècle que nous attendons.

La marche sur Washington

Birmingham constituait une victoire réelle, mais coûteuse. La solution à long terme pour les Afro-Américains ne pouvait être de vaincre la ségrégation ville après ville en affrontant coups, morsures de chiens et lances d'incendie. Même si la cause des droits civiques enregistrait de réels progrès, chaque avancée se heurtait à une opposition acharnée. En 1962, il avait fallu l'intervention des troupes fédérales pour assurer l'admission à l'université du Mississippi du premier étudiant noir, James Meredith. L'année suivante, le gouverneur de l'Alabama, George Wallace, qui avait promis dans son discours d'investiture : « la ségrégation aujourd'hui, la ségrégation demain, la ségrégation toujours », mit en place « un barrage à la porte de l'école ». Seule l'intervention de la police fédérale permit d'assurer l'inscription des Afro-Américains Vivian Malone et James Hood à l'université de l'Alabama. Le lendemain même, Medgar Evers, dirigeant pour le Mississippi de la NAACP, était assassiné devant sa maison à Jackson. Et à Birmingham même, le 15 septembre 1963, trois membres du Ku Klux Klan placèrent 19 bâtons de dynamite dans le sous-sol du temple baptiste de la Seizième Rue, siège officiel du mouvement de Birmingham. Quatre jeunes filles – Addie Mae Collins, Carole Robertson, Cynthia Wesley et Denise McNair



Birmingham (Alabama), mai 1963 : des lances d'incendie réglées au maximum peuvent arracher l'écorce d'un arbre. Sous les yeux horrifiés de la nation entière, le shérif Bull Connor en ordonna l'utilisation contre des manifestants non violents.

– périrent dans l'attentat et 22 personnes furent blessées.

Le 11 juin 1963, le président John Kennedy annonça à la nation qu'il allait soumettre au Congrès une loi interdisant la ségrégation dans tous les lieux dépendant du secteur privé : hôtels, restaurants, magasins de détail, etc. « Nous sommes avant tout confrontés à une question morale, dit-il. Elle est aussi vieille que les Ecritures et aussi limpide que la Constitution américaine. » Mais les obstacles à l'adoption d'une législation véritablement efficace en matière de droits civiques demeuraient imposants.

Plusieurs dirigeants noirs décidèrent de modifier le contexte politique dans lequel les membres du Congrès abordaient la législation sur les droits civiques. L'un d'eux était A. Philip Randolph. Largement septuagénaire, Randolph avait naguère organisé, puis dirigé durant des décennies, le syndicat des employés des wagons-lits dont les Afro-Américains avaient longtemps constitué une grande partie de la main-d'œuvre. Ces emplois étaient parmi les meilleurs auxquels pouvaient accéder les Noirs, et Randolph, à la tête de ce syndicat, s'était imposé comme une figure importante du mouvement ouvrier américain.

En 1941, le président Franklin Roosevelt, anticipant l'éventuelle entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, avait souhaité intensifier la production de matériel militaire. Randolph avait alors tenu tête au Président, exigeant que soit mis fin à la ségrégation dans les services du gouvernement fédéral et dans les entreprises agréées pour la fourniture du matériel de défense. Sinon, avait-il annoncé, il déclencherait une manifestation massive à Washington. Roosevelt ne tarda pas à promulguer une ordonnance interdisant la ségrégation dans les industries de la défense et les services fédéraux et créant la Commission pour des pratiques équitables en matière d'emploi. Après la guerre, la pression exercée par Randolph contribua à la promulgation par le président Harry Truman, en 1948, d'une ordonnance abolissant la ségrégation dans les forces armées.

Maintenant, Randolph et son talentueux assistant Bayard Rustin envisageaient une manifestation du même ordre, dans l'espoir d'incarner en un seul mouvement l'action en faveur des droits civiques et les revendications économiques et sociales de l'ensemble de la nation. » Un groupe dit des « six poids lourds » (*Big Six*) fut constitué afin d'organiser l'événement. Y figuraient Randolph, King, Roy Wilkins (représentant la NAACP), James Farmer (CORE), John Lewis (SNCC) et Whitney Young (Urban League). La date fut fixée au 28 août 1963 et le point de ralliement au Lincoln Memorial à Washington.

La « marche sur Washington pour l'emploi et la liberté » allait être le plus vaste rassemblement politique que la nation eût jamais connu. Des cars et des trains spécialement affrétés acheminèrent les manifestants de tous les coins des Etats-Unis. Ce jour-là, quelque 250 000 Américains – et même plus selon certaines estimations – se trouvèrent réunis, parmi lesquels au moins 50 000 Blancs. Sur l'estrade était présente une brillante constellation de champions des droits civiques, de chefs religieux

chrétiens et juifs, de dirigeants syndicaux et d'artistes. La contralto noire Marian Anderson, qui avait donné un récital au Lincoln Memorial en 1939 après s'être vu refuser l'accès au Constitution Hall de Washington, chanta l'hymne national américain. Chacun des Big Six prononça une allocution, à l'exception de Farmer, qui avait été arrêté au cours d'une manifestation en Louisiane.

L'intervention de Martin Luther King fut celle qui laissa le plus vif souvenir. Considéré par beaucoup comme la plus belle allocution jamais prononcée par un Américain, le discours « Je fais un rêve » s'inspirait de thèmes bibliques et de textes américains aussi emblématiques que la Constitution, la Déclaration d'Indépendance et le discours de Gettysburg d'Abraham Lincoln. King ordonna son allocution comme un sermon, du style de ceux qu'il avait si souvent prononcés au cours du culte dominical.

Le discours commence par établir un lien entre la cause des droits civiques et les promesses antérieures non tenues. Aux esclaves libérés, dit-il, la Proclamation d'émancipation de Lincoln apparut comme « l'aube joyeuse venue mettre fin à la longue nuit de leur captivité. » Mais un siècle plus tard, poursuit-il, « le Noir [...] se trouve en exil dans son propre pays ». Lorsque les fondateurs de la nation rédigèrent la Déclaration d'Indépendance et la Constitution, « ils signèrent un billet à ordre dont chaque Américain devait être le bénéficiaire. Ce billet portait la promesse que tous les hommes, oui, les Noirs aussi bien que les Blancs, se verraient garantir les "droits inaliénables" à "la vie, la liberté et la recherche du bonheur". »

L'Amérique, poursuit King, n'a pas honoré ce billet, tout au moins au profit de ses citoyens de couleur.

Nous refusons de croire que la banque de la justice est en faillite. Nous refusons de croire qu'il n'y a pas suffisamment de réserves dans les grands coffres de cette nation. Aussi sommes-nous venus pour encaisser ce chèque, un chèque à vue pour obtenir les richesses de la liberté et l'assurance de la justice.



Réunion à New York des « Big Six » pour préparer la marche sur Washington. De gauche à droite : John Lewis, Whitney Young, A. Philip Randolph, Martin Luther King, James Farmer et Roy Wilkins.

« L'Amérique ne connaîtra ni le repos ni la tranquillité tant que le Noir n'aura pas obtenu ses droits de citoyen », avertit Martin Luther King avant d'ajouter :

[...] dans notre démarche pour obtenir notre juste place, nous ne devons pas nous montrer coupables d'actions répréhensibles. Ne cherchons pas à éteindre notre soif de liberté en buvant à la coupe de l'amertume et de la haine. Il nous faut toujours mener la lutte sur le plan élevé de la dignité et de la discipline. Il ne faut pas que notre protestation riche de créativité puisse dégénérer en violence physique.

Certains pensent que Martin Luther King a improvisé la partie du discours où il évoque son « rêve ». La légendaire chanteuse de gospel Mahalia Jackson était elle-même sur l'estrade tandis qu'il s'adressait à la foule, et elle lui suggéra : « Parle-leur de ton rêve, Martin. » Et c'est ce qu'il fit :

[...] même si nous devons affronter les difficultés présentes et à venir, je fais un rêve. C'est un rêve profondément ancré dans le rêve américain.

Je rêve qu'un jour notre nation se lèvera et vivra pleinement la réalité de son credo : « Nous tenons ces vérités pour

évidentes par elles-mêmes que tous les hommes sont créés égaux. »

Je rêve qu'un jour, sur les rouges collines de Georgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront prendre place ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve qu'un jour même l'Etat du Mississippi, un Etat qui étouffe sous la fournaise de l'injustice, qui étouffe sous la fournaise de l'oppression, se transformera en oasis de liberté et de justice.

Je rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans une nation où on ne les jugera pas sur la couleur de leur peau, mais sur leur personnalité propre.

Je fais un rêve aujourd'hui !

Tandis que les paroles et les images de cette journée se répandaient à travers le pays et faisaient le tour du monde, l'élan en faveur d'un réel changement gagnait en vigueur. Mais il y aurait encore d'autres combats à livrer et la victoire, si elle se rapprochait, restait encore lointaine.

« Je fais un rêve aujourd'hui ! » Martin Luther King s'adresse au plus grand rassemblement politique de l'histoire des Etats-Unis. Pour beaucoup, le discours de 1963 fut la meilleure allocution jamais prononcée par un Américain.



ROSA PARKS

LA MERE DU MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES

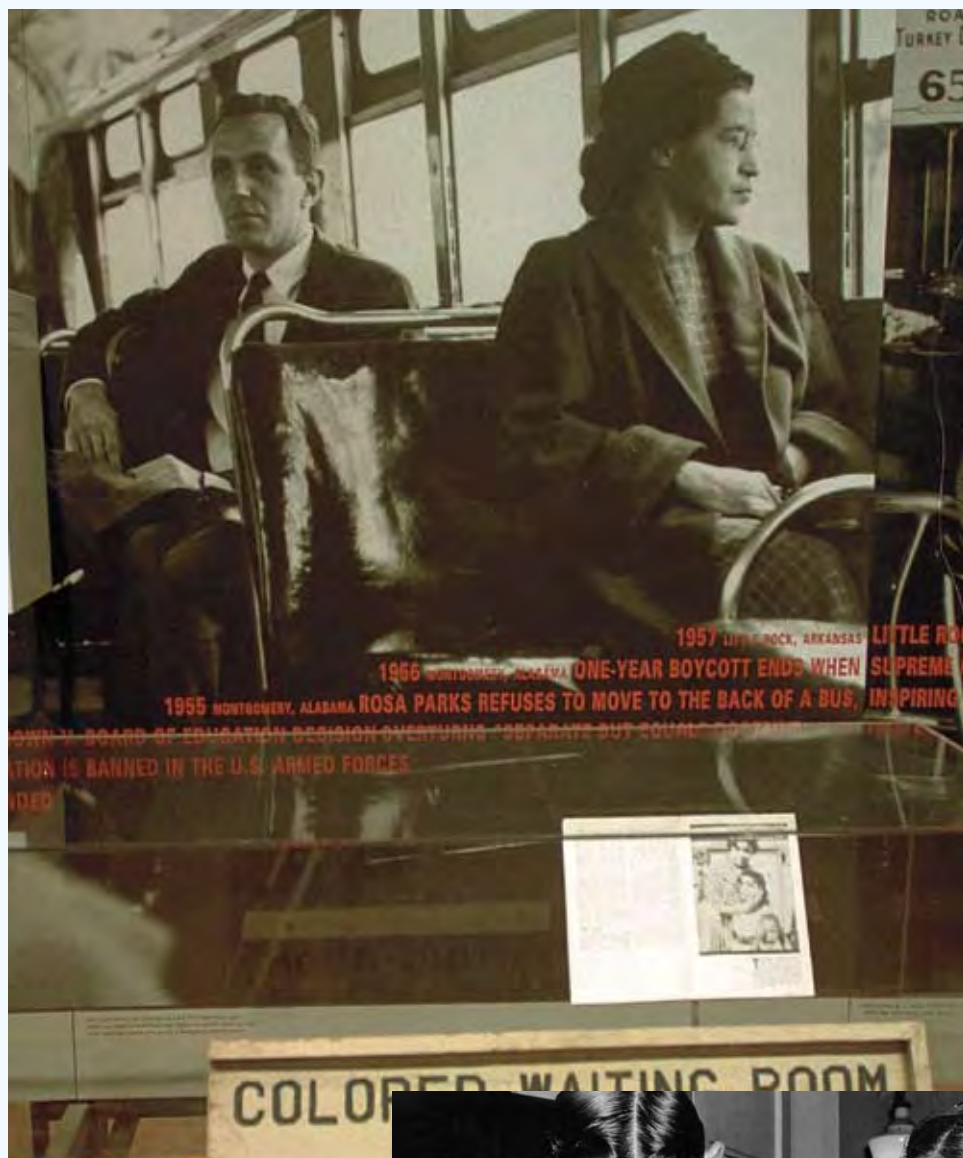
Rosa McCauley Parks est aujourd'hui connue comme la « mère du mouvement des droits civiques », parce que son arrestation pour avoir refusé de céder sa place dans un autobus déclencha l'événement essentiel : le boycott des autobus à Montgomery, dans l'Alabama. Elle ne s'apprêtait certes pas à jouer un rôle historique lorsqu'elle quitta son travail de couturière pour monter dans un autobus, dans l'après-midi du 1^{er} décembre 1955. Elle était fatiguée et avait seulement hâte de rentrer chez elle. Mais, quand le conducteur lui demanda de céder sa place à un passager blanc et d'aller s'asseoir à l'arrière du véhicule, elle ne put se résoudre à obtempérer.

« Je ne suis pas montée dans le bus avec l'intention de me faire arrêter, devait-elle dire par la suite. Je suis montée dans le bus dans la seule intention de rentrer chez moi. »

Si elle ignorait que son acte allait déclencher un boycott des bus de 381 jours, elle savait en revanche que son boycott personnel des bus commençait ce jour-là.

« Je savais que, en ce qui me concernait, je ne monterais plus jamais dans un bus soumis à la ségrégation. »

L'arrestation et le bref emprisonnement de Rosa Parks, une femme hautement respectée dans la population noire, et le boycott qui s'ensuivit, aboutirent à un



Ci-dessus : Rosa Parks assise à l'avant d'un autobus après l'arrêt de la Cour suprême déclarant inconstitutionnelles les mesures ségrégationnistes en vigueur dans le réseau de transport de la ville de Montgomery (Alabama). En refusant de céder sa place à un homme blanc en décembre 1955, Rosa Parks déclencha le boycott des autobus de la ville et lança la carrière de Martin Luther King en faveur des droits civiques. Ci-contre : après son arrestation, Rosa Parks soumise à un relevé d'empreintes digitales.



arrêt de la Cour suprême proscrivant la ségrégation dans les transports urbains. Le boycott assura aussi la célébrité, au niveau national, d'un jeune pasteur jusque-là peu connu, du nom de Martin Luther King Jr. Sous son impulsion, le boycott donna l'exemple d'une protestation non violente émanant des citoyens et qui allait devenir une stratégie victorieuse dans le mouvement des droits civiques.

Bien des éléments dans la jeunesse de Rosa Parks l'amènèrent à se forger un militantisme discret. Rosa Louise McCauley était née le 4 février 1913 à Tuskegee, dans l'Alabama. Son enfance se déroula autour d'une petite église dont son oncle était le pasteur. Elle y acquit à la fois une foi religieuse puissante et un sentiment de fierté raciale. Elle devait par la suite s'enorgueillir du fait que l'Eglise épiscopale méthodiste africaine avait des générations durant défendu avec détermination le principe de l'égalité raciale.

Elle fut aussi fortement marquée par ses grands-parents, plus particulièrement son grand-père. Celui-ci répondait aux craintes que suscitait dans la famille la société secrète, raciste et violente connue sous le nom de Ku Klux Klan en gardant à portée de main un fusil de chasse à double canon dûment chargé. Si la menace bien réelle d'une agression du Klan ne se concrétisa jamais dans sa famille proche, l'attitude pleine de défiance de son grand-père contribua à modeler sa propre pensée.

Après son onzième anniversaire, Rosa fut envoyée dans une école pour filles de

Montgomery dont toutes les élèves étaient noires et le corps enseignant entièrement blanc. Rosa y apprit « à croire que nous pourrions faire ce que nous voudrions dans la vie ». Elle apprit aussi de ses professeurs que tous les Blancs n'étaient pas sectaires.

C'est là qu'elle rencontra Johnnie Carr, à laquelle elle se lia d'une amitié qui ne devait jamais cesser. Johnnie Carr évoque l'enfance de son amie en ces termes : « J'étais bruyante et bavarde, tandis qu'elle était très calme et se tenait toujours à l'écart des ennuis. Mais quoi qu'elle fit, elle s'y donnait à fond. Elle était si discrète qu'on n'aurait jamais pensé qu'elle en viendrait à se faire arrêter. »

Rosa voulait être professeur, mais elle dut quitter l'école pour s'occuper de sa mère malade. (Elle obtint plus tard son diplôme de fin d'études secondaires.) A 18 ans, elle tomba amoureuse de Raymond Parks, qui exerçait le métier de coiffeur, et par la suite ils se marièrent. Durant une partie de la Seconde Guerre mondiale, elle travailla sur la base militaire de Maxwell Field (aujourd'hui Maxwell Air Force Base), à Montgomery, où la ségrégation raciale n'avait plus cours. Elle attribua plus tard son indignation face à la ségrégation imposée dans les transports en commun de Montgomery au contraste avec son expérience des transports sur la base militaire où la ségrégation était inconnue.

Après le succès du boycott des bus en 1956, Rosa Parks continua de défendre la cause des droits civiques. En plusieurs occasions, elle se rangea derrière King pour le



Agée de 84 ans, Rosa Parks présente un programme de la cérémonie consacrant l'école élémentaire Rosa Parks à San Francisco (Californie).

soutenir dans ses efforts. L'année suivante, elle monta à Detroit, dans le Michigan, où elle travailla pour John Conyers, représentant au Congrès. Celui-ci aimait à dire, en plaisantant, que les visiteurs étaient plus nombreux à venir pour rencontrer son assistante que pour le rencontrer lui-même.

Rosa Parks fut admise au National Women's Hall of Fame en 1993. Le président Clinton lui décerna en 1996 la Médaille de la Liberté ; elle fut décorée en 1999 de la Médaille d'or du Congrès. Chaque année, le Southern Christian Leadership Council décerne le prix Rosa Parks de la liberté.

Après sa mort, le 24 octobre 2005, le Congrès approuva une résolution autorisant sa dépouille mortelle à reposer dans la rotonde du Capitole pour y recevoir les honneurs de la nation. Elle était la trente et unième personnalité, la première femme et le second citoyen noir à bénéficier d'un tel honneur depuis l'institution de ce rite en 1852.

Rosa Parks manifesta toujours une grande modestie quant à son rôle dans le mouvement des droits civiques, attribuant à une puissance supérieure sa décision de refuser de laisser sa place dans le bus. « J'ai eu la chance que Dieu m'insuffle la force dont j'avais besoin au moment précis où la situation était mûre pour le changement. Je lui rends grâce chaque jour de m'avoir donné la force de ne pas obéir.

Par **Kenneth Hare**

Directeur de la page éditoriale du *Montgomery Advertiser* (Alabama), Kenneth Hare est également l'auteur de *They Walked to Freedom 1955-1956: The Story of the Montgomery Bus Boycott*.

LES MILITANTS DES DROITS CIVIQUES

MEURTRE DANS LE MISSISSIPPI

L'assassinat des militants des droits civiques James Chaney, Andrew Goodman et Michael Schwerner par l'association de membres de la police et du Ku Klux Klan, le 21 juin 1964, dans l'Etat du Mississippi, constitue l'un des événements essentiels qui marquèrent le mouvement des droits civiques. Deux des victimes étant de race blanche – et la police ayant vainement cherché, durant la majeure partie de l'été, à élucider le mystère de leur disparition – l'affaire prit une dimension nationale et suscita l'intérêt du FBI, ainsi que de la presse internationale, pour Philadelphia, minuscule localité du Mississippi d'où les jeunes gens avaient disparu.

Le Mississippi était, traditionnellement, un Etat conservateur où les Blancs exerçaient une forte domination sur la population noire, majoritaire; il s'était, au cours des années, enfoncé dans une attitude d'extrême méfiance à l'égard des étrangers ou de quiconque menaçait « le mode de vie sudiste », c'est-à-dire la ségrégation et la non-reconnaissance de nombreux droits fondamentaux des Noirs. Dès 1961, les militants des droits civiques avaient concentré leurs efforts sur le Mississippi pour y obtenir l'extension du droit de vote car, dans ce contexte répressif, peu de Noirs avaient accès aux urnes. L'inscription

des Noirs sur les listes électorales demeurait une tâche ardue, car les volontaires étaient fréquemment molestés et arrêtés.

Craignant que le reste des Etats-Unis ne prenne pas pleinement conscience de la gravité de la situation, le mouvement des droits civiques conçut le Mississippi Summer Project connu par la suite sous le nom de *Freedom Summer* (été de la liberté) : un millier d'étudiants nordistes, en majorité blancs, devaient se répandre dans l'Etat pour encourager et faciliter l'inscription sur les listes électorales et, par leur présence, faire mieux connaître la situation du Mississippi. Face à l'imminence d'une telle « invasion », la résistance locale se raidit. Les personnalités locales les plus combatives jurèrent de s'opposer au projet et le Ku Klux Klan, société d'autodéfense blanche recourant traditionnellement à la violence et à l'intimidation pour faire respecter les usages racistes en vigueur dans la région, connut un regain de vitalité.

Le tout premier jour de l'été de la liberté, le 21 juin, trois militants des droits civiques – James Chaney, un Noir du Mississippi âgé de 21 ans, Andrew Goodman, étudiant new-yorkais de 20 ans et Michael Schwerner, travailleur social dans le Lower East Side de New York

CALL
FB

MISSING

THE FBI IS SEEKING INFORMATION CONCERNING THE DISAPPEARANCE AT PHILADELPHIA, MISSISSIPPI, OF THESE THREE INDIVIDUALS ON JUNE 21, 1964. EXTENSIVE INVESTIGATION IS BEING CONDUCTED TO LOCATE GOODMAN, CHANEY, AND SCHWERNER, WHO ARE DESCRIBED AS FOLLOWS:

ANDREW GOODMAN



JAMES EARL CHANEY

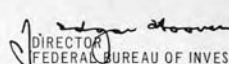


MICHAEL HENRY SCHWERNER



RACE: White	Negro	White
SEX: Male	Male	Male
DOB: November 23, 1943	May 30, 1943	November 6, 1939
POB: New York City	Meridian, Mississippi	New York City
AGE: 20 years	21 years	24 years
HEIGHT: 5'10"	5'7"	5'9" to 5'10"
WEIGHT: 150 pounds	135 to 140 pounds	170 to 180 pounds
HAIR: Dark brown; wavy	Black	Brown
EYES: Brown	Brown	Light blue
TEETH: Good; none missing	Good; none missing	Good; none missing
SCARS AND MARKS: 1 inch cut scar 2 inches above left ear.	1 inch cut scar 2 inches above left ear.	Pock mark center of forehead, slight scar on bridge of nose, appendectomy scar, broken leg scar.

SHOULD YOU HAVE OR IN THE FUTURE RECEIVE ANY INFORMATION CONCERNING THE WHEREABOUTS OF THESE INDIVIDUALS, YOU ARE REQUESTED TO NOTIFY ME OR THE NEAREST OFFICE OF THE FBI. TELEPHONE NUMBER IS LISTED BELOW.


 DIRECTOR
 FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
 UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE
 WASHINGTON, D. C. 20535
 TELEPHONE, NATIONAL 8-7117

June 29, 1964

Après 44 jours de recherches, le FBI découvrit les corps des militants des droits civiques assassinés Andrew Goodman, James Early Chaney et Michael Henry Schwerner.

qui, à 24 ans, était un vétéran du mouvement des droits civiques – se rendirent en voiture dans le petit village noir de Longdale pour enquêter sur une attaque récente du Ku Klux Klan. Ils étaient déjà venus dans ce lieu reculé dans l'intention d'ouvrir un cours visant à enseigner aux Noirs

comment s'inscrire sur les listes électorales.

Après avoir rencontré leurs contacts locaux et vu les ruines calcinées d'une église incendiée par le Klan, les jeunes gens roulaient en direction du siège du comté de Philadelphia quand ils furent arrêtés pour excès de vitesse par le shérif adjoint

Cecil Ray Price. Celui-ci les plaça en état d'arrestation et les escorta jusqu'à la prison

un lieu à l'écart, les hommes du Klan arrachèrent les jeunes gens de leur voiture, les



En 2005, quarante et un ans après la mort de Goodman, Chaney et Schwerner, Edgar Ray Killen fut reconnu coupable des assassinats.

du comté de Neshoba. Les militants, bien que naturellement méfiants à l'égard de la police locale, n'opposèrent aucune résistance. Comme tous les membres de leur mouvement, ils avaient foi en la force de la non-violence et du refus de la confrontation pour atteindre l'objectif de l'égalité raciale. Ils ne pouvaient nullement savoir que Price faisait partie d'un complot monté par le Ku Klux Klan, afin de les maintenir en prison le temps de rameuter la foule.

Dans la soirée, l'adjoint libéra les trois jeunes gens qui, aussitôt, grimpèrent dans leur voiture pour rejoindre Meridian, où se trouvait leur base, à environ une demi-heure de route en direction du sud. Mais, sur la route de campagne plongée dans l'obscurité, un groupe de voitures du Klan, dont celle de Price, les prit en chasse. Après les avoir amenés dans

assassinèrent à coups de feu et enterrèrent leurs cadavres dans une digue de terre sur le terrain d'une laiterie voisine.

S'ensuivit une enquête de 44 jours, durant lesquels les agents du FBI dépêchés par le président Johnson ratissèrent le territoire de l'Etat. Tout au long de l'été, le monde suivit les informations concernant le mystère de cette disparition, tandis que les autorités du Mississippi se refusaient même à mener une enquête, affirmant qu'il s'agissait probablement d'un canular. Quand, le 4 août, le FBI finit par localiser les cadavres des trois jeunes gens, le pays unanime se leva pour exiger que les auteurs d'un crime aussi odieux soient arrêtés et châtiés.

Dans le système judiciaire américain, les meurtriers sont normalement jugés dans les tribunaux de l'Etat où le crime a été commis, et selon la législation en vigueur dans

cet Etat. Après que le Mississippi eut refusé la présomption de meurtre, le gouvernement fédéral se mit en quête d'une solution de rechange. Dans les années 1940, Washington avait tenté, en vain, de poursuivre en justice les bandes sudistes coupables de lynchage, en s'appuyant sur les lois relatives aux droits civiques adoptées à l'époque reculée de la Reconstruction. Malgré l'échec de ces tentatives, le département de la Justice résolut de s'engager une nouvelle fois dans cette voie. Début décembre 1964, le FBI procéda à l'arrestation de 21 personnes – des membres locaux du Ku Klux Klan et des policiers, parmi lesquels le shérif du comté de Neshoba et son adjoint – et les accusa de complot visant à violer les droits civiques des trois militants. L'accusation fut contrainte de parcourir toutes les étapes de la procédure judiciaire jusqu'à la Cour suprême des Etats-Unis pour obtenir que les lois soient clairement explicitées et jugées applicables à cette affaire. Mais, en 1967, dans un verdict qui allait faire date, un jury fédéral composé de citoyens du Mississippi déclara coupables sept des inculpés, et le tribunal fédéral prononça des sentences allant jusqu'à dix ans de prison.

L'assassinat de Chaney, Goodman et Schwerner fut l'événement qui permit de vaincre la résistance acharnée de la « forteresse Mississippi ». Si un certain nombre de militants des droits civiques notèrent avec amertume qu'il avait fallu la mort de Blancs pour qu'enfin la nation se préoccupe de la situation qui prévalait dans le Mississippi, la puissante réaction de

l'ensemble de la population américaine contribua à évincer une fois pour toutes les formes particulièrement brutales de discrimination raciale en vigueur dans cet Etat. Aujourd'hui, les Noirs du Mississippi participent en grand nombre aux élections, siègent au sein des organes législatifs de l'Etat et il leur arrive de représenter ce dernier au Congrès des Etats-Unis.

Au cours des décennies suivantes, nombre de citoyens du Mississippi éprouvèrent de la honte et des voix réclamèrent que l'Etat reconnaisse ses torts dans la manière dont il avait traité cette affaire. Le 21 juin 2005, soit très exactement 41 ans après la disparition des trois jeunes gens, un tribunal d'Etat du Mississippi reconnut coupable d'homicide Edgar Ray Killen, un membre du Klan qui avait participé à l'organisation du complot et avait longtemps échappé au verdict de la justice. Les Américains de toutes races et origines ethniques accueillirent l'événement comme une victoire symbolique de la justice et la résolution partielle d'un crime qui hantait depuis longtemps la mémoire nationale.

Par Philip Dray

Auteur de *Capitol Men: The Epic Story of Reconstruction Through the Lives of the First Black Congressmen*, Philip Dray est également le coauteur, avec Seth Cagin, de *We Are Not Afraid: The Story of Goodman, Schwerner, and Chaney, and the Civil Rights Campaign for Mississippi*.

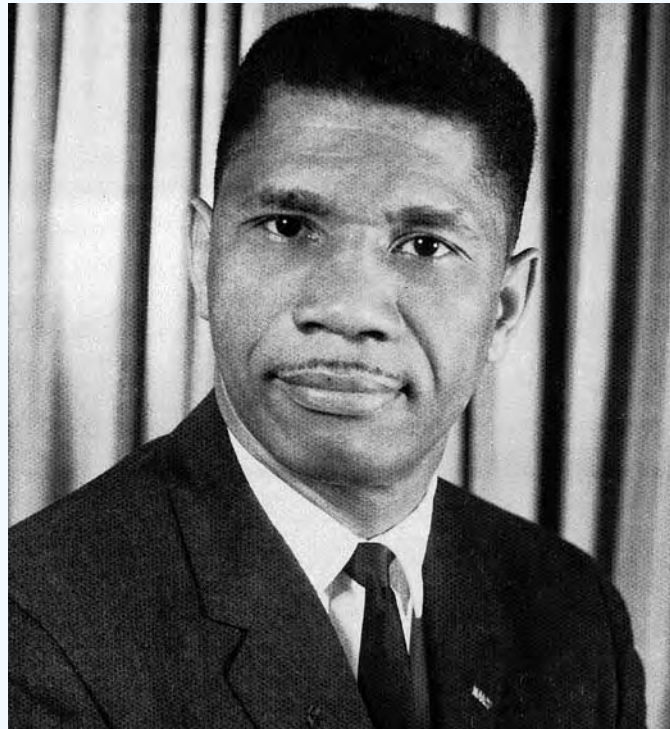
MEDGAR EVERS

MARTYR DU MOUVEMENT DU MISSISSIPPI

Medgar Evers, dirigeant de la NAACP dans le Mississippi, était un dirigeant dynamique dont l'assassinat devait mettre un terme brutal à la vie. C'était en 1963, il avait 37 ans. Si cette disparition fut un revers tragique pour le mouvement des droits civiques, elle galvanisa la protestation et suscita la sympathie du gouvernement fédéral pour la cause que défendait la victime.

Né en 1925 dans une zone rurale du Mississippi, Evers servit dans les forces armées américaines en Europe durant la Seconde Guerre mondiale. A son retour aux Etats-Unis, il suivit les cours de l'Alcorn College (une université traditionnellement réservée aux Noirs, située près de Lorman, dans le Mississippi) où il fut un étudiant et un sportif modèles. C'est là qu'il rencontra sa future femme, Myrlie, qu'il épousa en 1951.

Evers bénéficia de la protection du médecin et homme d'affaires noir, T. R. M. Howard, fondateur d'une société d'assurances et d'une clinique dans le delta du Mississippi. Howard avait également créé le Mississippi Regional Council of Negro Leadership, une organisation vouée au combat pour les droits civiques qui encourageait les membres afro-américains des professions libérales et du clergé à promouvoir au sein de la population noire l'initiative individuelle, la



Medgar Evers en 1963. Il devait être assassiné cette année-là.

création d'entreprises et, finalement, l'exigence du respect des droits civiques.

Evers était résolu à voir régner dans son propre pays la liberté pour laquelle il avait combattu de l'autre côté de l'Océan. Il ne tarda pas à s'imposer comme l'un des plus efficaces militants du Mississippi Regional Council. A l'instar de son mentor, il menait de front activités commerciales et militantisme : il travaillait en tant que représentant commercial de la Magnolia Mutual Life Insurance Company – dont Howard était propriétaire – tout en organisant des sections locales de la NAACP et le boycott des stations-service qui refusaient aux Noirs l'accès aux toilettes.

En 1954, Evers défia le

système ségrégationniste en demandant son inscription à la faculté de droit de l'université du Mississippi, connue sous le nom de *Ole Miss*, où régnait la ségrégation. Sa candidature fut rejetée, mais sa tentative lui valut l'admiration du Legal Defense Fund de la NAACP et d'être par la suite nommé haut responsable de l'Association pour les opérations de terrain dans l'Etat du Mississippi, mission solitaire et dangereuse.

« Cela peut paraître bizarre, mais j'aime le Sud, déclara-t-il un jour. Je ne souhaite vivre nulle part ailleurs. Il y a ici des terres où l'on peut élever du bétail, et c'est ce que je ferai un jour. Il y a des lacs où l'on peut lancer sa ligne et se bagarrer avec une perche. Il y a ici de la

place où mes enfants pourront jouer, grandir et devenir de bons citoyens – si les Blancs le leur permettent. »

A l'époque, cependant, la coopération des Blancs apparaissait pour le moins problématique. Deux des plus tristement célèbres lynchages des Etats-Unis se produisirent alors dans le Mississippi : le meurtre, en 1955, d'un garçon de 14 ans, Emmanuel Till et, en 1959, le lynchage de Mack Charles Parker à Poplarville. Evers participa à l'enquête sur le meurtre d'Emmanuel Till, une affaire qui suscita une large attention au niveau national. En dépit des preuves solides de la culpabilité des prévenus, il ne fallut pas plus de 67 minutes à un jury exclusivement composé d'hommes blancs pour les acquitter. L'un des jurés affirma par la suite que le jury s'était accordé « une pause soda » pour prolonger les délibérations au-delà d'une heure, de façon à leur donner « une apparence de sérieux ». (En mai 2004, le département de la Justice, qualifiant le procès de 1955 de « grotesque erreur judiciaire », rouvrit l'enquête sur le meurtre d'Emmanuel Till. Mais beaucoup de témoins potentiels étant morts depuis longtemps et les éléments de preuve s'étant évanouis, un grand jury renonça à inculper le dernier suspect encore en vie.)

Le Mississippi réagit vigoureusement à l'arrêt de la Cour suprême *Brown contre Board of Education* qui, en 1954, déclara illégale la



Myrlie Evers prend la parole lors d'un rassemblement à l'université Howard après l'assassinat de son mari. Elle devait devenir une figure marquante du mouvement des droits civiques, et plus tard présidente de la NAACP.

ségrégation dans les écoles publiques sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Des groupes de Blancs, constitués en « conseils de citoyens », résolurent de résister coûte que coûte à la déségrégation. Evers, à qui l'admission à la Ole Miss avait été naguère refusée, apporta son aide à de jeunes Noirs qui voulaient tenter de s'y inscrire. En 1862, James Meredith, vétéran de l'U.S. Air Force, y fut admis sur injonction directe du juge de la Cour suprême Hugo Black. Mais les autorités de l'Etat refusèrent de se plier à cet ordre et Meredith ne put être admis en cours qu'après une nuit d'émeute qui fit deux morts et des centaines de blessés.

Alors que ses efforts en faveur de Meredith ne faisaient qu'accroître la haine que lui portaient les ségrégationnistes, Evers lança une série de boycotts, de sit-in et de manifestations à Jackson, la ville la plus importante du Mississippi. Même la NAACP s'inquiétait parfois de l'action d'Evers. Au printemps 1963, alors que Martin Luther King menait une campagne de grande envergure à Birmingham,

dans l'Alabama, Evers intensifia son mouvement de revendication à Jackson, exigeant le recrutement de policiers noirs, la création d'une commission biraciale, la déségrégation des restaurants dans le centre-ville et l'utilisation par les commerçants blancs des titres qu'exigeait la politesse (Monsieur, Madame ou Mademoiselle) lorsqu'ils s'adressaient à des clients noirs.

La réaction de la ville prit un tour menaçant. Des ouvriers édifièrent sur le proche parc des expositions de l'Etat du Mississippi de solides palissades susceptibles de contenir des milliers de protestataires – message sans équivoque à l'intention de ceux qui envisageaient de manifester. Nullement découragés, Evers et ses amis poursuivirent le combat. Les Noirs de la ville – et parmi eux beaucoup d'enfants – participèrent aux nombreuses manifestations et boycotts de magasins qui suivirent, n'hésitant pas à défiler dans les rues et à se joindre aux piquets de grève. Ces manifestations marquèrent l'apogée des longues années

de militantisme de Medgar Evers. Le point culminant fut son apparition à la télévision locale où il vint expliquer les objectifs du mouvement. Les Blancs n'avaient pas l'habitude de voir des Noirs sur le petit écran, et encore moins de les entendre présenter eux-mêmes leurs revendications ; beaucoup d'entre eux furent indignés.

Ne tardèrent pas à suivre diverses atteintes à sa vie : une bombe fut jetée sous l'auvent où était garée sa voiture, et il faillit être renversé par un véhicule. Rentrant chez lui, dans la soirée du 12 juin 1963, il tomba dans un guet-apens et fut criblé de balles alors qu'il sortait de sa voiture. Il mourut sur le seuil de sa propre maison.

L'assassinat d'un dirigeant aussi populaire souleva la fureur de la population noire. Il y eut, plusieurs jours durant, de nombreuses confrontations avec la police dans le centre-ville de Jackson. Même les personnalités blanches chargées de la gestion municipale étaient choquées, car bien qu'il fût un agitateur, Evers faisait intimement partie du paysage local. Concession inhabituelle, les édiles autorisèrent même une manifestation silencieuse pour honorer sa mémoire, alors que des dirigeants du mouvement des droits civiques arrivaient de tous les coins des Etats-Unis pour lui rendre hommage. Il fut enterré au Cimetière national d'Arlington, à Washington, avec les honneurs militaires. Son frère Charles Evers reprit une part des responsabilités qu'assumait Medgar dans le mouvement de Jackson ; Myrlie, sa veuve, devenue une militante de premier plan,

devait présider la NAACP de 1995 à 1998.

Le destin voulut que le nom de Medgar Evers fût lié à l'une des plus pénibles affaires judiciaires qui ait marqué le mouvement des droits civiques. Son meurtrier, un ségrégationniste blanc nommé Byron De La Beckwith, issu d'une vieille famille du Mississippi, passa deux fois en jugement au cours des années 1960, mais fut deux fois acquitté par un jury blanc. Ce n'est qu'en 1994, soit trente ans après qu'Evers eut entraîné ses frères du Mississippi dans une croisade contre le sectarisme et l'intolérance, que Beckwith fut enfin jugé coupable et condamné à terminer ses jours en prison, où il est mort en 2001.

Evers finit donc par triompher, par-delà la mort. L'année où il fut assassiné, seuls 28 000 Noirs du Mississippi avaient réussi à se faire inscrire sur les listes électorales. En 1971, ils étaient 250 000, et un demi-million en 1982. En 2006, le Mississippi était l'Etat qui comptait le plus grand nombre de Noirs à occuper des fonctions électives ; ils constituaient notamment le quart de sa représentation au sein de la Chambre basse du Congrès des Etats-Unis et 27 % des membres de l'assemblée législative de l'Etat.

Par **Philip Dray**

Auteur de *Capitol Men: The Epic Story of Reconstruction Through the Lives of the First Black Congressmen*, Philip Dray est également le coauteur, avec Seth Cagin, de *We Are Not Afraid: The Story of Goodman, Schwerner, and Chaney, and the Civil Rights Campaign for Mississippi*.

«CELA NE PEUT PLUS DURER»

L'ÉGALITÉ INSCRITE DANS LA LOI



Le mouvement des droits civiques conduit par Martin Luther King et quelques autres fut le catalyseur qui permit l'adoption de deux nouvelles lois d'une portée sans précédent. Le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965 allaient enfin inscrire dans le droit, avec rigueur et fermeté, l'égalité des Afro-Américains. Elles furent adoptées grâce, en partie, à la transformation structurelle du contexte politique américain, notamment à l'élévation d'esprit inattendue d'un président sudiste acquis à la cause des droits civiques, dont la détermination permit de vaincre les forces qui avaient jusque-là fait obstacle aux lois antérieures. Mais surtout, ces lois reçurent le soutien d'un corps électoral de plus en plus favorable au changement – les millions d'Américains horrifiés par le comportement des ségrégationnistes du Sud.

L'évolution politique

Après l'échec lors de la Reconstruction des tentatives pour garantir les droits civiques des Noirs dans le Sud, les efforts déployés



En haut : le pasteur Hosea Williams prend la parole lors d'un rassemblement à Selma (Alabama) en vue de promouvoir l'inscription sur les listes électorales. Ci-dessus : en 1966 après l'adoption du *Voting Rights Act*, les Afro-Américains de l'Alabama font la queue pour s'inscrire sur les listes électorales.

au niveau national pour mettre fin au système Jim Crow s'étaient heurtés à deux grands obstacles : le système des partis politiques et les règles régissant le fonctionnement du Congrès des Etats-Unis. Après l'acquisition par Washington, au terme de la guerre du Mexique (1846-1848), de vastes territoires potentiellement esclavagistes (notamment la Californie et une grande partie de l'actuel Sud américain), les partis politiques adoptèrent des positions de plus en plus tranchées : les démocrates étaient favorables au Sud et à l'extension de l'esclavage ; les whigs, et plus tard les républicains, penchaient pour le Nord ; ils étaient opposés à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires et avaient souvent la conviction que l'abolition complète de l'esclavage n'était qu'une question de temps. Les whigs et les républicains étaient à l'époque favorables à une action vigoureuse du pouvoir fédéral afin de promouvoir le développement économique. Les Sudistes et les démocrates, craignant une intervention nationale à l'encontre de l'esclavage, étaient favorables à la suprématie des Etats face à un gouvernement fédéral dont les pouvoirs devaient se limiter strictement à ceux que lui conférait explicitement la Constitution. Ce concept des « droits des Etats » est profondément ancré dans l'histoire américaine. Au début du XIX^e siècle, il se trouva cependant étroitement lié aux questions de l'esclavage, de la ségrégation et des droits civiques.

Ces schémas persistèrent après la guerre de Sécession. Les républicains radicaux insistaient pour que la Reconstruction assurât le respect des droits des Afro-Américains. Après la Reconstruction, le « Parti de Lincoln » – les républicains – continua à bénéficier du soutien de la majorité des Noirs tandis que le Parti démocrate se muait en une alliance entre ségrégationnistes sudistes et populations urbaines du Nord, composées surtout d'immigrés et d'ouvriers du secteur industriel. A mesure que l'on avançait dans le XX^e siècle, l'aile nordiste du Parti démocrate devint plus progressiste et, avec le *New Deal* du président Franklin Roosevelt, accepta plus facilement l'attribution de larges pouvoirs au gouvernement fédéral. Mais si les démocrates progressistes du Nord s'irritaient souvent du racisme sudiste, le parti ne pouvait se passer, au niveau national, du soutien du « Sud profond ».

Les règles en vigueur au Sénat des Etats-Unis constituaient un autre obstacle considérable à l'adoption de lois sur les droits civiques. Pour être adoptée, il suffit qu'une loi soit votée à la majorité simple, mais un seul sénateur peut bloquer le vote en refusant simplement d'arrêter de parler et de quitter la tribune. A l'époque, les deux tiers des sénateurs pouvaient voter la « clôture » du débat. Autrement dit, aucune loi de quelque importance ne pouvait franchir le barrage du Sénat si elle n'obtenait pas l'adhésion des deux tiers de ses membres. Ce qui signifiait que les sénateurs sudistes, élus dans des Etats où les Noirs étaient systématiquement privés du droit de vote, pouvaient – et ne s'en privaient pas – bloquer les textes de loi relatifs aux droits civiques.

Cette stratégie dite de l'« obstruction » bloqua au fil des an-

nées le vote d'un grand nombre de lois. En 1946, une obstruction de plusieurs semaines fit échouer un projet de loi qui bénéficiait du soutien de la majorité et visait à bannir la discrimination sur le lieu de travail. Strom Thurmond, à l'époque sénateur démocrate de Caroline du Sud, occupa la tribune sans interruption pendant 24 heures et 18 minutes, pour faire obstacle à l'adoption de la loi de 1957 sur les droits civiques, loi au demeurant modérée.

Cependant, le paysage politique évoluait lentement dans un sens qui allait se révéler favorable au mouvement des droits civiques. Le nombre des électeurs noirs, au moins dans le Nord, avait sensiblement augmenté. Durant la majeure partie de l'histoire du pays, l'immense majorité des Afro-Américains résidait dans le Sud. Mais dans la première moitié du XX^e siècle, ils furent nombreux à quitter le Sud pour gagner Chicago et d'autres villes du Nord : on estime à 6 millions le nombre des Noirs qui participèrent à cette « grande migration ». Si le Nord n'était pas exempt de préjugés racistes, les Noirs y jouissaient du droit de vote, de sorte qu'ils devinrent une cible de plus en plus intéressante pour les hommes politiques ambitieux.

En 1960, le candidat démocrate à la présidence, le sénateur John Kennedy était résolu à élargir sa part du vote afro-américain traditionnellement acquis au Parti républicain. Quand Martin Luther King fut emprisonné à la suite d'un sit-in à Atlanta, Kennedy téléphona à son épouse, Coretta Scott King, pour lui exprimer sa sympathie, tandis que son frère Robert Kennedy, le futur Attorney General, déployait tous ses efforts pour obtenir la remise en liberté du détenu. Libéré sous caution, King reconnut devoir « une immense gratitude à l'égard du sénateur Kennedy et de sa famille ». On estime que Kennedy bénéficia d'environ 70 % des voix afro-américaines dans une élection extrêmement serrée, où il l'emporta sur son concurrent républicain, le vice-président Richard Nixon, par moins de 1 % du vote populaire.

Si les historiens divergent sur le bilan du gouvernement Kennedy dans le domaine des droits civiques, il faut reconnaître qu'il fut meilleur que celui de ses prédécesseurs du XX^e siècle, même s'il ne fut pas à la mesure des attentes des militants. A plusieurs reprises, John et Robert Kennedy incitèrent Martin Luther King à la modération. Mais lorsque ce dernier fonçait, les Kennedy en général suivaient.

Comme il a été dit plus haut, le président Kennedy avait déposé un vaste projet de loi en matière de droits civiques à la suite des événements de Birmingham. Après son assassinat en novembre 1963, c'est à son vice-président et successeur, Lyndon Johnson, qu'échut la responsabilité de cette législation.

Lyndon Baines Johnson

Le nouveau président possédait deux atouts considérables : une personnalité d'une rare puissance, et une connaissance sans précédent peut-être à la fois des rouages du Congrès et de ses membres. De 1954 à 1960, Johnson avait été, selon son biographe Robert Dallek, « le dirigeant de la majorité la plus efficace de

l'histoire du Sénat ». A sa maîtrise de règles et traditions souvent ésotériques, Johnson ajoutait ce qu'on pourrait appeler un intense pouvoir de persuasion. « Il avançait comme la marée montante, a dit son vice-président, Hubert Humphrey. Il passait à travers les murs. [...] Il envahissait tout l'espace. »

L'historienne Doris Kearns Goodwin, qui travaillait à la Maison-Blanche sous le gouvernement Johnson, a évoqué la capacité qu'avait ce dernier de concentrer toute son énergie pour arracher à un sénateur récalcitrant le vote dont il avait besoin. Elle appelait cela « le traitement ». Le biographe de Martin Luther King, Marshall Frady, le décrit ainsi :

[...] une méthode féroce de persuasion qui procédait par une sorte d'engloutissement physique progressif: enveloppant de son bras immense l'épaule d'un collègue, tout en lui empoignant de l'autre main le revers de la veste; puis lui ajustant son nœud de cravate, avant de lui marteler gentiment la poitrine et de pointer l'index dans la chemise. Johnson abaissait alors son visage et le rapprochait de plus en plus de celui de son interlocuteur; tout en intensifiant ses exhortations, au point de le faire basculer.

Johnson, né au Texas dans une famille pauvre, avait une compréhension intime des conditions de travail des Afro-Américains et des immigrés d'origine mexicaine. Représentant, puis sénateur d'un Etat du Sud, les nécessités électorales l'avaient obligé à tempérer ses vues progressistes en matière de droits civiques et d'égalité raciale. Mais après son accession imprévue à la présidence, Johnson consacra pleinement son talent politique à l'adoption des lois historiques sur les droits civiques.

A Richard Russel, influent sénateur de Georgie dont l'opposition au projet de loi constituait un redoutable obstacle, le nouveau président déclara : « Je n'ai l'intention ni d'ergoter ni de transiger, mais de le faire adopter tel quel, Dick, et si vous vous mettez en travers de mon chemin, je vous passerai sur le corps. Je vous préviens, parce que je vous aime bien. »

La loi de 1964 sur les droits civiques

Depuis près d'un siècle, de nombreux Etats avaient réussi à ignorer le sens évident du Quatorzième Amendement :

Aucun Etat ne fera ou n'appliquera de lois qui restreindraient les privilèges ou les immunités des citoyens des Etats-Unis; ne privera une personne de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans procédure légale régulière; ni ne refusera à quiconque relève de sa juridiction l'égale protection des lois.

Les décisions de justice comme l'arrêt *Brown contre Board of Education* et les nombreuses autres obtenues par Thurgood Marshall et la NAACP établissaient que nul gouvernement – pas même ceux des Etats du Sud profond – ne pouvait pratiquer de discrimination à l'encontre de qui que ce fût. Les militants des droits civiques, tels les voyageurs de la liberté, risquaient leur vie ;

mais au moins ne faisait-il aucun doute qu'ils avaient la loi pour eux et que leurs agresseurs la transgressaient.

Mais le propriétaire d'un cinéma ou de la cafétéria d'un grand magasin n'était pas le gouvernement. Le mouvement des droits civiques devait donc livrer bataille ville après ville, et contre une activité commerciale à la fois. Certes, le courageux refus de Rosa Parks d'aller s'asseoir à l'arrière de l'autobus avait abouti à la déségrégation dans les transports publics à Montgomery, dans l'Alabama ; mais il faudrait des centaines, voire des milliers, de Rosa Parks – et de Martin Luther King – pour parvenir au même résultat dans tout le Sud.

Seule une loi permettrait d'interdire les actes privés de discrimination dans les lieux publics. Une telle loi représenterait un élargissement spectaculaire de l'autorité fédérale. La Constitution définit les pouvoirs du gouvernement fédéral et, dans les amendements adoptés après la guerre de Sécession, ceux des gouvernements des Etats. Elle ne dit rien à propos de la cafétéria du magasin Woolworth.

Finalement, les promoteurs de ce qui devint la loi de 1964 sur les droits civiques affirmaient – ce que confirmerait la justice – que le Congrès avait autorité pour interdire la discrimination dans l'emploi, les services publics et autres domaines de la vie. Ils se fondaient sur la clause de la Constitution (Article I, Section 8) conférant au Congrès le pouvoir de « réglementer le commerce [...] entre les divers Etats ». En ce milieu du XX^e siècle, pratiquement tout échange économique impliquait quelque forme de commerce inter-Etats pour peu qu'on y regardât de près. En 1969, la Cour suprême, dans son arrêt *Daniel contre Paul*, rejeta le recours d'un « club de loisirs » qui prétendait échapper à l'interdiction de discrimination au motif qu'il ne pratiquait aucune activité inter-Etats. Dans ses conclusions, la Cour soulignait le fait que le snack-bar servait des hamburgers et des hot-dogs ; or « les principaux ingrédients utilisés dans la fabrication du pain « étaient produits et élaborés dans d'autres Etats ».

La soumission au Congrès du projet de loi sur les droits civiques (1964) suscita l'un des plus grands combats politiques de l'histoire du pays. La loi finit par être adoptée parce que de nombreux Américains avaient condamné le comportement du shérif Bull Connor. Mais le vote de la loi nécessita également les formidables talents politiques de Johnson. Il était acquis qu'une majorité de républicains et de démocrates des Etats du Nord soutiendraient le projet de loi, mais il fallait que Johnson obtint la majorité des deux tiers au Sénat pour l'emporter face à l'inévitable obstruction des démocrates sudistes.

Dans son premier discours sur l'état de l'Union, le 8 janvier 1964, Johnson demanda instamment au Congrès de « faire en sorte que cette session [...] reste dans l'histoire comme celle qui aura fait plus pour les droits civiques que l'ensemble combiné des cent sessions qui l'ont précédée ». Les mois qui suivirent donnèrent lieu à une intense activité au Congrès. Les auditions publiques de la Chambre des représentants recueillirent pendant



plus de 70 jours quelque 275 dépositions consignées sur près de 6 000 pages. A l'issue de ce processus, la Chambre vota le projet de loi par 290 voix contre 130.

Au Sénat, la manœuvre d'obstruction devait durer 57 jours, pendant lesquels l'assemblée ne traita pratiquement aucun autre sujet. Le 10 juin 1964, le Sénat se prononça enfin, par 71 voix contre 29, pour la clôture du débat ; c'était la première fois qu'une telle décision intervenait s'agissant d'un vote sur les droits civiques. Une semaine plus tard, le Sénat vota sa propre version du projet de loi. Le 2 juillet 1964, la Chambre des représentants approuva le texte du Sénat et l'envoya à la Maison-Blanche.

Le président Johnson y apposa sa signature le soir même, et s'adressa à la nation dans un discours télévisé. « Des Américains de toute race et de toute couleur de peau ont donné leur vie pour que triomphe notre liberté », déclara-t-il, avant d'ajouter :

Des Américains de toute race et de toute couleur de peau se sont efforcés de construire une nation offrant à tous de plus larges chances. Aujourd'hui, notre génération est appelée à poursuivre la recherche sans fin de la justice sur notre propre territoire.

Nous tenons pour évident que tous les hommes sont créés égaux. Pourtant, nombre d'entre eux n'ont pas droit à un égal traitement.

« Cela ne peut plus durer [...] ». Le président Johnson promulgue la loi de 1964 sur les droits civiques, en présence de dirigeants du Congrès et du secrétaire à la justice Robert Kennedy (en arrière-plan derrière Johnson).

Nous tenons pour évident que tous les hommes jouissent de certains droits inaliénables. Pourtant, nombre d'Américains ne jouissent pas de ces droits.

Nous tenons pour évident que tous les hommes ont droit aux bienfaits de la liberté. Pourtant, des millions d'entre eux sont privés de ces bienfaits – non parce qu'ils s'en sont montrés indignes, mais à cause de la couleur de leur peau.

Les raisons de cette situation sont profondément enracinées dans l'histoire, la tradition et la nature même de l'homme. Nous sommes à même de comprendre – sans rancœur ni haine – comment tout cela est arrivé.

Mais cela ne peut plus durer. Notre Constitution, fondement de notre République, l'interdit. [...] L'objectif de la loi est simple.

Elle ne réduit en rien la liberté de quelque Américain que ce soit, pour autant qu'il respecte les droits d'autrui.

Elle n'accorde aucun traitement particulier à quelque citoyen que ce soit.



Ci-dessus : « Nous vaincrons. » Une électricienne nouvellement inscrite sur les listes de Selma (Alabama) en août 1965, au quatrième jour de la marche entre Selma et Montgomery. Ci-contre : des Américains des quatre coins de l'Union rejoignent le mouvement. Les quatre militants de tête viennent (de gauche à droite) de New York (deux premiers), du Michigan et de Selma (Alabama).

En haut à gauche : en mars 1965, un agent fédéral lit une décision de justice lors d'une manifestation à Selma (Alabama). A droite, le pasteur King et à gauche, les bras croisés, Andrew Young, maire d'Atlanta (Georgie) et futur ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies.

Elle dit que la seule limite que puisse connaître l'aspiration d'un homme au bonheur, et à la prospérité future de ses enfants, dépend de ses seules capacités.

Elle dit que ceux qui sont égaux devant Dieu seront aussi égaux dans l'isolement, à l'école, et au travail. [...]

Mes chers compatriotes, le moment est venu de franchir le pas. Nous ne devons pas faillir.

Tarissons la source du poison raciste. Prions pour que nos cœurs s'ouvrent à la sagesse et à la compréhension. Laissons de côté les différences sans fondement et rendons à notre nation son intégrité. Faisons en sorte que se lève rapidement le jour où notre force incommensurable et notre esprit sans bornes connaissent enfin la liberté.

Les dispositions de la loi

Après deux siècles d'esclavage, de ségrégation et d'inégalité devant la loi – avec les dommages économiques qui en résultaient – la loi de 1964 sur les droits civiques donnait au gouvernement fédéral et aux personnes privées la garantie légale dont ils avaient besoin pour s'opposer de front à la discrimination raciale (et sexiste, car ce domaine était aussi abordé dans la loi).

Cette garantie est énoncée dans une série de grands articles ou « titres ». Parmi les dispositions essentielles figurent :

- Titre I : abolit les règles génératrices d'inégalité régissant l'inscription sur les listes électorales.
- Titre II : interdit la discrimination dans les lieux et services publics. Ce titre autorise tout citoyen à intenter une action en justice pour obtenir réparation immédiate sous la forme d'une injonction du tribunal et permet à l'Attorney General des Etats-Unis d'intervenir dans les procès qu'il juge « d'intérêt public ».
- Titre III : autorise l'Attorney General à intenter une action en justice, dès lors que celle-ci est susceptible « de faire concrètement avancer la déségrégation dans les services publics », lorsque le citoyen lésé est dans l'incapacité d'intenter lui-même une telle action.
- Titre IV : autorise l'Attorney General à engager une action en justice pour imposer la déségrégation dans les établissements scolaires publics. Cette clause vise à accélérer les progrès trop lents enregistrés dans ce domaine au cours des dix ans écoulés depuis l'arrêt *Brown contre Board of Education*.
- Titre VI : étend les dispositions de la loi à « tout programme ou activité bénéficiant d'une aide financière fé-

dérale ». Il autorise le gouvernement fédéral à suspendre son aide financière à tout programme pratiquant la discrimination.

- Titre VII : interdit la discrimination en matière d'emploi dans toute entreprise de plus de 25 salariés. Il crée l'Equal Employment Opportunity Commission, afin d'examiner les plaintes pour discrimination dans le recrutement, la rémunération et l'avancement.

La loi de 1965 sur le droit de vote : le contexte

Les décisions de justice et les lois étaient des outils essentiels pour établir, garantir et faire respecter les droits civiques des Afro-Américains. Mais le moyen le plus sûr d'en assurer la permanence était de renforcer le pouvoir politique des Noirs, afin qu'ils puissent participer au processus démocratique. Le droit de vote était donc sans doute le plus important de tous – ce droit dont les Afro-Américains étaient pratiquement privés depuis l'échec de la Reconstruction.

Après le retrait des armées nordistes, en 1877, les élites blanches sudistes s'étaient empressées de rétablir leur domination politique. Priver les Afro-Américains du droit de vote était essentiel pour y parvenir, et plusieurs méthodes furent mises en œuvre. Au début, la violence pure et simple constitua l'outil privilégié, mais d'autres ne tardèrent pas à s'imposer.

L'un d'eux était la taxe électorale (*poll tax*). Cet impôt spécial que devait acquitter tout membre d'une localité pour accéder aux urnes fut instauré dans de nombreux Etats sudistes entre 1889 et 1910. Cette taxe électorale privait du droit de vote un grand nombre d'électeurs noirs démunis, ainsi que les électeurs blancs pauvres. Le Vingt-quatrième Amendement à la Constitution (1964) interdit de priver tout citoyen de son droit de vote dans des élections fédérales pour non-paiement de la taxe électorale. Deux ans plus tard, un arrêt de la Cour suprême étendit cette interdiction aux élections à l'échelon des Etats et au niveau local.

Un autre moyen consistait à exiger un niveau minimum d'instruction pour l'inscription sur les listes électorales. Les Afro-Américains étaient soumis avec une particulière sévérité à des tests oraux et écrits hautement subjectifs. Dans certains Etats, les candidats à l'inscription n'étaient pas même admis à se présenter à cet examen s'ils n'étaient pas cautionnés par un citoyen déjà inscrit sur les listes. L'examen était souvent d'une iniquité flagrante. On pouvait ainsi demander au candidat d'écrire sous la dictée de l'examineur du comté un passage de la Constitution. Le texte, dicté distinctement au candidat blanc, était marmonné au candidat noir.

Les fonctionnaires sudistes chargés des élections recouraient à diverses tactiques pour écarter les postulants noirs. Dans l'Alabama, par exemple, la décision était prise en secret, et il était impossible de la contester. C'est ainsi qu'on a pu voir un jury d'examineurs estimer recevables les demandes d'inscription de tous les

postulants blancs, et pas une seule émanant d'un candidat noir.

Quelle que fût la tactique utilisée, la menace du recours à la violence était toujours présente. Les services électoraux pouvaient publier dans la presse locale les noms des Noirs qui avaient demandé leur inscription sur les listes. Ainsi alertés, les « conseils de citoyens » et les cellules du Ku Klux Klan se chargeaient de « convaincre » les Noirs en question de retirer leur demande.

Face à un tel contexte d'intimidation et de menaces, les militants du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et du Congress of Racial Equality (CORE), entre autres, lancèrent en 1961 des campagnes d'inscription sur les listes électorales dans les régions rurales à forte population noire du Sud profond. Ce travail exigeait un incroyable courage.

En 1964, la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), le CORE, la NAACP et le SNCC lancèrent « l'été de la liberté ». Plus d'un millier de Blancs des Etats du Nord, en majorité des étudiants, se portèrent bénévoles pour aller aider les Noirs du Mississippi à s'inscrire sur les listes électorales. Cette action visait aussi à attirer l'attention du pays sur la violence des procédés utilisés pour priver les Noirs du droit de vote.

Dès le 21 juin, premier jour de l'été de la liberté, cet objectif allait être atteint dans des conditions tragiques. Trois militants des droits civiques – un Noir, James Chaney, et deux Blancs juifs, Michael Schwerner et Andrew Goodman – furent portés disparus, et ultérieurement retrouvés assassinés. Ce meurtre contraignit les Américains à confronter plus directement les deux problèmes étroitement liés qu'étaient le droit de vote et la violence. Alors que de courageux bénévoles avaient convaincu quelque 17 000 Afro-Américains, tout aussi courageux, de se faire inscrire sur les listes électorales, moins de 10 % d'entre eux avaient finalement été agréés par les autorités électorales. Un nombre croissant d'Américains se rendaient à l'évidence : les Noirs représentaient près de la moitié de la population du Mississippi, mais seulement 5 % des citoyens de cet Etat admis à voter.

Dimanche sanglant à Selma

L'année suivante, les organisations militantes lancèrent une campagne d'inscription sur les listes électorales à Selma, dans l'Alabama à environ 80 kilomètres à l'ouest de Montgomery. Sur les 15 000 Noirs qui y résidaient, seuls 350 avaient réussi à se faire inscrire sur les listes. En février 1965, lors d'une manifestation dans la localité voisine de Marion, la police avait ouvert le feu et abattu un jeune Noir nommé Jimmie Lee Jackson.

En réponse, les militants appelèrent à une marche de Selma au capitol de l'Alabama, à Montgomery. Le 7 mars, sous la conduite de John Lewis du SNCC et d'un collaborateur de Martin Luther King, le pasteur Hosea Williams, 525 marcheurs se heurtèrent, sur le pont Edmund Pettus, qui enjambe le fleuve Alabama, aux gendarmes et policiers de l'Etat, munis de masques à gaz et armés de matraques. Le commandant des forces de l'ordre, le Major John Cloud, ordonna aux marcheurs de regagner leur



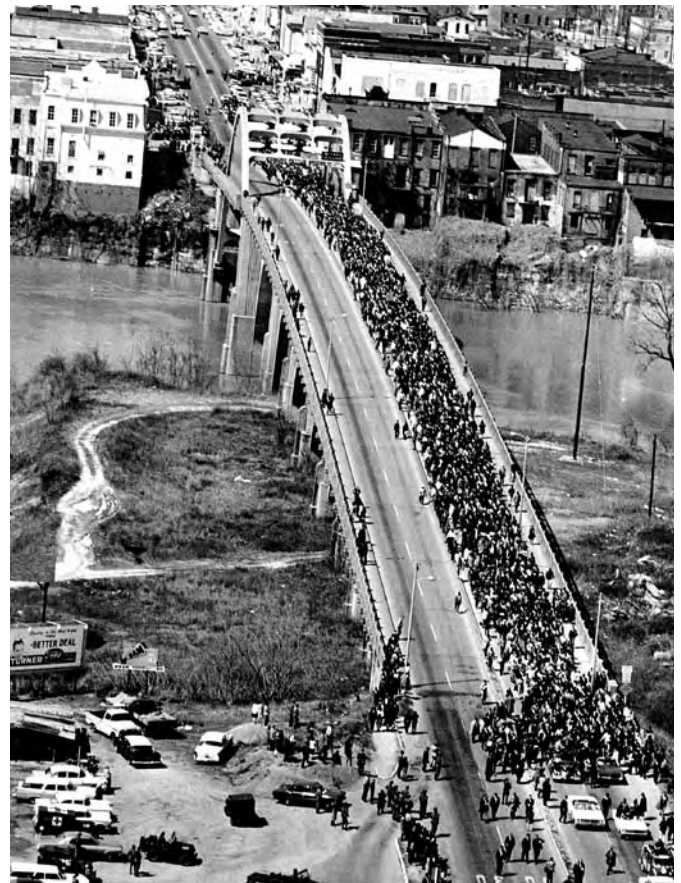
«Dimanche sanglant», Selma (Alabama), le 7 mars 1965. La répression de la première marche pour les droits civiques entre Selma et Montgomery fut rapide et totale. «J'ai cru voir la mort», déclara John Lewis, futur représentant au Congrès des Etats-Unis.

temple. «Pouvons-nous parler au commandant?», demanda le pasteur Williams. «Toute discussion est sans objet», lui fut-il répondu.

La répression de la marche, rapporta le *New York Times*, «fut rapide et méthodique». Le quotidien évoquait l'intervention d'une brigade mobile et relatait la manière dont «les dix ou vingt Noirs qui ouvraient la marche furent jetés au sol, hurlant et gesticulant». Sous les yeux de journalistes qui enregistraient leur action à l'intention d'une Amérique horrifiée, les forces de l'ordre usèrent de bombes lacrymogènes. Les policiers locaux poursuivirent les protestataires en déroute. «Un gendarme m'assena un coup de matraque sur la tête. [...] Je crus ma dernière heure venue», rapporta Lewis, hospitalisé avec une commotion cérébrale.

Pour des millions d'Américains, le 7 mars 1965 est simplement resté le *Bloody Sunday*. James O'Hara, représentant du Michigan au Congrès, vit dans ces événements «une action sauvage et brutale, menée sur ordre d'un démagogue irresponsable [référence à George Wallace, gouverneur de l'Alabama].»

D'Atlanta, Martin Luther King annonça qu'il prendrait la tête, avec Ralph Abernathy, d'une seconde marche de Selma à Montgomery, dès le mardi suivant. Il appela «les responsables religieux de toute la nation» à se joindre à cette «marche pacifique, non violente, pour la liberté». Toutefois auparavant, un juge fédéral, nullement hostile aux militants mais simplement



21 mars 1965 : traversée du pont Edmund Pettus sur le fleuve Alabama, début de la troisième marche entre Selma et Montgomery.

soucieux de procéder à des auditions avant de statuer, émit une ordonnance interdisant provisoirement la manifestation.

King était soumis à d'intenses pressions. Les autorités fédérales lui recommandaient de retarder la marche : s'il ignorait l'ordonnance du juge, il passerait avec ses amis dans le camp de ceux qui transgressaient la loi. Mais les jeunes militants, dont beaucoup de membres du SNCC, voulaient précipiter les choses. King risquait de perdre le contrôle du mouvement s'il se montrait incapable de répondre à leurs exigences.

Le 9 mars, King et Abernathy, à la tête de quelque 3 000 militants pacifiques – des partisans noirs rejoints par des centaines de personnalités religieuses blanches – engagèrent la seconde marche de Selma à Montgomery. Les forces de l'ordre, de nouveau, les attendaient au pont Edmund Pettus. Les marcheurs s'arrêtèrent, puis entonnèrent l'hymne du mouvement, *We Shall Overcome* (Nous vaincrons). Ils se mirent ensuite à prier et Abernathy rendit grâce à Dieu pour les marcheurs « qui étaient venus faire offrande de leur corps ». Puis King donna ordre à ses disciples de faire demi-tour. « En tant qu'adepte de la non-violence, déclara-t-il au *Washington Post*, je ne pouvais pas engager les gens dans une entreprise potentiellement violente. »

Cette décision ne manqua pas de décevoir quelques-uns des militants les plus engagés. Mais King avait calmement discuté avec les autorités fédérales. En outre, les événements du Bloody Sunday avaient profondément marqué le président Johnson, dont la sympathie pour le mouvement était déjà acquise. Pour trop d'Américains, la coupe, enfin, était pleine. Des groupes religieux aux assemblées des Etats, des jeunes protestataires aux membres du Congrès, l'exigence d'une action du gouvernement fédéral se faisait de plus en plus pressante. Tout se passait comme si les deux dirigeants avaient conclu un accord tacite : King respecterait l'ordonnance du juge, et le gouvernement Johnson pèserait pour qu'elle soit rapidement levée.

Le 15 mars, le président Johnson déposa le projet de loi qui allait devenir le *Voting Rights Act* :

Il n'y a pas de problème noir. Il n'y a pas de problème sudiste. Il n'y a pas de problème nordiste. Il y a seulement un problème américain.

Et nous sommes réunis ici ce soir en tant qu'Américains [...] pour résoudre ce problème.

Il est écrit dans la Constitution que nul ne sera empêché de voter en raison de sa race ou de la couleur de sa peau. Nous avons tous fait serment devant Dieu de soutenir et de défendre cette Constitution.

Nous devons maintenant agir en accord avec ce serment. [...]

Il ne s'agit pas ici d'un débat constitutionnel. L'exigence de la Constitution est claire. Il ne s'agit pas d'un débat moral. C'est un tort – un très grand tort – que de refuser à l'un quelconque de vos concitoyens américains le droit de voter dans ce pays. Il ne s'agit pas d'un débat sur les droits des



« Nous arrivons après trois siècles de souffrance et de misère. » Entrée des marcheurs dans Montgomery.

Etats ou sur les droits fédéraux. Seul est en cause le combat pour les droits de l'homme. [...]

Ce qui s'est produit à Selma participe d'un mouvement infiniment plus large qui touche chaque parcelle et chaque Etat d'Amérique. C'est le combat des Noirs américains pour bénéficier pleinement des privilèges de la vie américaine.

Leur combat doit être aussi notre combat, car ce ne sont pas seulement les Noirs, mais nous tous qui devons vaincre le paralysant héritage du fanatisme et de l'injustice. Et nous vaincrons.

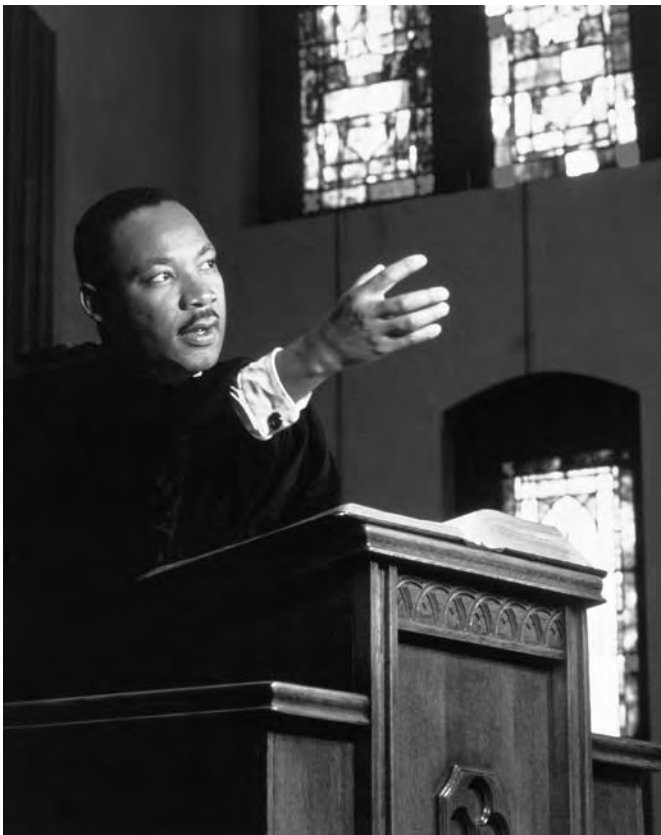
Deux jours plus tard, la justice fédérale levait l'ordonnance contre les marcheurs. Le juge de district Frank Johnson donnait en outre ordre aux autorités de l'Etat et du comté de ne pas intervenir et les invitait même à prendre des mesures pour assurer la protection des protestataires. « La loi, écrivait-il, affirme clairement que le droit d'adresser une pétition au gouvernement pour demander la réparation d'un tort peut être exercé par des groupes d'importance [...] et que ce droit peut s'exercer par l'organisation de marches, y compris sur la voie publique. »

La marche de Selma à Montgomery

Le 21 mars, des milliers d'Américains de toutes origines se rassemblèrent à Selma pour participer à la troisième marche jusqu'à Montgomery. Les marcheurs projetaient de parcourir les 87 kilomètres séparant les deux villes en cinq jours et quatre nuits. La route qu'ils empruntèrent figure aujourd'hui parmi les Circuits historiques nationaux (*National Historic Trails*).

Le soutien du gouvernement Johnson et le réveil du peuple américain aidant, le contraste avec les efforts précédents était flagrant. Le commandant John Cloud qui, à la tête des policiers de l'Etat d'Alabama, avait deux semaines plus tôt ordonné l'assaut contre les manifestants et l'usage des gaz lacrymogènes, se trouvait aujourd'hui contraint de prendre place à bord de la voiture chargée d'ouvrir la voie aux protestataires pour le franchissement du pont Edmund Pettus. La police militaire fédérale était mobilisée pour assurer leur protection, tandis que des éléments de la garde nationale de l'Alabama étaient provisoirement placés sous commandement fédéral. Alors que plus de 3 000 manifestants entamaient la première étape de la marche, Abernathy leur lança : « Lorsque nous arriverons à Montgomery, nous nous présenterons à la porte du gouverneur Wallace et nous lui dirons : "George, l'affaire est réglée. Nous avons le droit de vote." »

« Marchez d'un même pas, les enfants, et ne cédez pas



« Combien de temps ? Pas longtemps, car aucun mensonge n'est éternel », déclara Martin Luther King à la fin de la marche de Selma à Montgomery. Sur cette photo, King prononce un sermon dans le temple baptiste Ebenezer, à Atlanta (Georgie).

à la fatigue, répétait King. Nous atteindrons ainsi la Terre promise. »

Le *New York Times* décrivit en ces termes la foule qui s'étirait le long de l'U.S. Highway 80 :

Il y avait des dirigeants du mouvement des droits civiques et des rabbins, de jolies étudiantes et des représentants barbus des étudiants de gauche, des vedettes de cinéma et des bébés dans leur poussette. Il y avait deux aveugles et un unijambiste. Mais il y avait surtout les Noirs qui estiment être depuis trop longtemps privés du droit de vote.

Les marcheurs parcoururent un peu plus de 11 kilomètres le premier jour, avant de planter deux immenses tentes de cirque sous lesquelles ils passèrent la nuit. Le lendemain matin, Martin Luther King lança : « Je suis heureux de dire que j'ai, pour la première fois de ma vie, dormi dans un sac de couchage. Je me sens très en forme. » Le second jour, cependant, nombreux étaient ceux qui souffraient d'ampoules et de coups de soleil.

La route se rétrécissant en zone rurale, la justice fédérale avait décrété que seuls 300 marcheurs pouvaient participer jusqu'à ce que la route s'élargisse de nouveau aux abords de Montgomery. Mais de nombreux « extras » décidèrent de se joindre au cortège, même au cours de la troisième journée, marquée par des pluies torrentielles. Les marcheurs reprenaient en cœur des refrains, tels que *Ain't Gonna Let Nobody Turn Me 'Round* (Personne ne me fera changer d'avis) et *We Shall Overcome*.

King abandonna brièvement le cortège, pour aller prononcer à Cleveland, dans l'Ohio, un discours prévu de longue date. Il y exprima explicitement sa dette à l'égard du Mahatma Gandhi, dont la célèbre « marche du sel » anticipait celle de Selma à Montgomery. « Faire du monde une seule et même fraternité, tel est le défi qu'il nous faut relever, déclara Martin Luther King. Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, faute de quoi nous périrons tous comme des imbéciles. »

Lorsque les marcheurs approchèrent de Montgomery, la foule comptait largement 25 000 personnes. On arrivait par vol charter, car ou train. Une délégation d'éminents historiens américains, venue participer à la dernière étape, publia la déclaration suivante : « Nous pensons qu'il est grand temps que les questions à l'origine de la guerre de Sécession soient enfin résolues. » Harry Belafonte, chanteur et militant des droits civiques, avait mobilisé toute une constellation de stars d'Hollywood.

Le 25 mars, les militants, Martin Luther King en tête, firent leur entrée à Montgomery. Ils remontèrent Dexter Avenue, reprenant l'itinéraire suivi un siècle plus tôt par le défilé célébrant l'investiture de Jefferson Davis, premier et unique président des Etats Confédérés – cette prétendue nation qui, par sa défense de l'esclavagisme, déclencha la guerre de Sécession. Un siècle plus tard, les descendants des esclaves noirs s'avançaient vers le siège de l'assemblée législative de l'Etat pour exiger le respect des droits qui leur étaient depuis longtemps acquis et depuis longtemps déniés :

Nous n'arrivons pas seulement après cinq jours et 80 kilomètres de marche; nous arrivons après trois siècles de souffrance et de misère. Nous arrivons devant vous, M. le Gouverneur de l'Alabama, pour vous déclarer que nous exigeons MAINTENANT notre liberté. Nous exigeons le droit de vote; nous exigeons l'égale protection de la loi et la fin des violences de la police.

Le gouverneur Wallace avait déjà abandonné la scène. Mais cela n'importait guère.

King prononça ce jour-là l'un de ses plus célèbres discours, citant une femme de 70 ans qui avait participé au boycott des bus de Montgomery. Alors qu'on lui demandait un jour si elle n'aurait pas préféré le bus plutôt que de marcher à pied, la Mère Pollard avait répondu : « Mes pieds sont fatigués, mais mon âme est reposée. »

La marche qui venait de s'achever, dit King, fut « un moment lumineux dans la conscience humaine ». Rien de plus inspirant, rien de plus digne d'honneur, ajouta-t-il, que « ce pèlerinage entrepris par des religieux et des laïcs de toutes races et de toutes confessions, accourus à Selma pour faire face au danger, aux côtés des Noirs harcelés. Comme une idée dont le temps d'éclore est venu, il n'est pas d'armée qui puisse nous arrêter. Nous sommes en route pour le pays de la liberté. »

Nous devons parvenir à comprendre que notre objectif est d'instaurer une société en paix avec elle-même, en paix avec sa conscience. Le jour où cela arrivera, ce ne sera une victoire ni pour le Blanc, ni pour le Noir. Ce sera une victoire de l'homme pour l'homme.

Je sais que vous vous demandez aujourd'hui: « Combien de temps faudra-t-il encore ? » Je suis venu vous le dire ce soir: pour difficile que soit le moment, pour décevante que soit l'heure, ce ne sera pas long car la vérité, si elle est abattue, se relèvera toujours.

Combien de temps ? Pas longtemps, car aucun mensonge n'est éternel.

Combien de temps ? Pas longtemps, parce que chacun récolte ce qu'il a semé.

Combien de temps ? Pas longtemps, parce que l'univers moral a le bras long et tendu vers la justice.

La promulgation de la loi sur le droit de vote

Cinq mois plus tard, le Congrès adopta – et le président Johnson signa – la loi sur le droit de vote. Le 6 août 1965, peu avant midi, Johnson se rendit au Capitole. L'y attendaient les chefs de file et les dirigeants du Congrès du mouvement des droits civiques, notamment Martin Luther King et John Lewis. Au moment de signer le texte et de lui donner ainsi force de loi, le Président s'adressa à la nation :

L'élément crucial de la civilisation américaine [...] réside

dans le fait que liberté, justice et dignité de l'homme ne sont pas pour nous que des mots. Nous croyons en ces principes. Sous la croissance, le tumulte et la richesse, notre foi subsiste. C'est pourquoi, aussi longtemps que certains d'entre nous seront opprimés et que nous participerons de cette oppression, émue sera notre foi et affaiblie notre ardeur à réaliser une aussi haute ambition.

Ainsi, c'est une victoire pour la liberté du Noir américain, mais c'est aussi une victoire pour la liberté de notre nation. Et chaque famille, dans l'ensemble de ce grand pays en quête de lui-même, vivra plus intensément sa liberté, ses attentes et sa fierté d'être américaine, grâce à cette loi que vous avez votée et que je vais signer aujourd'hui.

Les dispositions concrètes de la loi

Le Quinzième Amendement interdisait déjà la discrimination raciale en matière de droit de vote. Le problème ne résidait donc pas dans l'impossibilité légale d'accéder aux urnes, mais dans le fait que des autorités, au niveau local ou des Etats, privaient systématiquement les Noirs du droit de vote. La loi sur le droit de vote donnait donc pouvoir au gouvernement fédéral d'exercer un contrôle sur le processus d'inscription sur les listes électorales dans tous les Etats ou districts qui avaient, en 1964, recouru à des tests divers et dans lesquels moins de la moitié des citoyens en âge de voter étaient inscrits ou votaient. Six Etats sudistes entiers étaient ainsi touchés ainsi que plusieurs comtés d'autres Etats. Interdiction était faite aux circonscriptions concernées de modifier leurs règles et procédures électorales avant d'avoir permis aux fonctionnaires fédéraux de passer en revue les changements susceptibles d'avoir un effet discriminatoire. La loi interdisait le recours aux tests et invitait l'Attorney General des Etats-Unis à mettre fin à la taxe électorale au niveau des Etats. (Le Vingt-quatrième Amendement, ratifié en juin 1964, interdisait déjà la taxe électorale pour les élections fédérales.)

La mise en place de contrôleurs fédéraux eut des résultats spectaculaires. Dès la fin de l'année 1965, les cinq Etats du Sud profond comptaient à eux seuls 160 000 nouveaux électeurs afro-américains. En 2000, le taux d'inscription des Noirs sur les listes n'était inférieur que de 2 % à celui des Blancs. Dans le Sud, en 1965, seuls deux Afro-Américains siégeaient au Congrès ou dans une assemblée d'Etat contre 160 aujourd'hui.

Il était à l'origine prévu que la loi sur le droit de vote s'appliquerait durant cinq ans. Mais sa durée d'application a été prolongée et son champ élargi par l'introduction de nouvelles clauses, comme l'obligation de fournir des documents électoraux bilingues.

En 1982, le président Reagan signa une prolongation de vingt-cinq ans. « Le droit de vote est le joyau des libertés américaines, déclara-t-il, et nous ne laisserons pas son éclat se ternir. » Le président George W. Bush a signé en 2006 une nouvelle prolongation de vingt-cinq ans.

LES SUDISTES BLANCS FACE AU MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES

Les Afro-Américains qui livraient des combats épiques en faveur des droits civiques, bouleversaient aussi le monde des Sudistes blancs. Si certains Blancs adhéraient au projet de nouveau pays interracial, beaucoup plus nombreux étaient ceux qui lui opposaient une franche hostilité. Redoutant un bouleversement social et politique, ils étaient confrontés à la douloureuse perspective de voir leur mode de vie disparaître à jamais.

Le « mode de vie sudiste » était un mélange original de pratiques économiques, sociales et culturelles – symbolisé par le parfum du magnolia, le rythme lent de la vie et la douceur du *mint julep*, le populaire cocktail à la menthe. Mais il impliquait aussi une certaine conception des rapports raciaux, dans laquelle les Blancs exerçaient le pouvoir et les Noirs se pliaient à leurs exigences. Des siècles d'esclavage et des décennies de ségrégation avaient cimenté un système juridique et politique caractérisé par la domination des Blancs. Au *xx^e* siècle, la légalisation de la ségrégation avait trouvé en « Jim Crow » son image symbolique. Une inégalité criante marquait tous les aspects de la vie quotidienne. Lorsqu'il s'adressait à un Blanc, le Noir l'appelait toujours *Mr.* ou *Mrs.*, formule de politesse rarement payée de retour. Les Noirs occupaient chez les

Blancs les fonctions de bonne d'enfants, de cuisinier, de domestique ou de jardinier. On attendait d'eux une parfaite obéissance ; toute résistance de leur part était inconcevable.

Au cours de ces longues années durant lesquelles ils pratiquèrent l'esclavage et la ségrégation, les Blancs des Etats du Sud conçurent et nourrirent d'affreuses images stéréotypées à propos des Noirs : ils étaient sales, paresseux, dépourvus d'intelligence et d'une sexualité débridée. Ils ne pouvaient être autre chose que des clowns ou des sauvages. Les Blancs se définissaient souvent eux-mêmes – que ce fût leur statut, leur identité, leur manière de vivre ou leur propre valeur – par opposition à l'image toute faite qu'ils avaient des Afro-Américains. Si le Noir était soumis et infantile, le Blanc était fort et d'une imposante dignité. Négritude était synonyme d'avilissement ; la liberté ne pouvait être que blanche. La lutte pour les droits civiques menaçait de hisser les Afro-Américains à un niveau qui n'était pas le leur et de leur accorder dans la société une place qui n'était pas celle que les Blancs leur avaient réservée. Les Blancs du Sud ne risquaient-ils pas de retrouver des Noirs dans leurs écoles et leurs quartiers, dans leurs restaurants et leurs bureaux de vote ? Nombreux étaient ceux que



En 1960, des manifestants protestent contre l'intégration d'une école élémentaire publique à la Nouvelle-Orléans (Louisiane).

cette perspective effrayait.

Beaucoup de Sudistes blancs étaient convaincus que les Afro-Américains vivaient sans rancœur – et même appréciaient – leur statut de citoyens de seconde zone. Quand, dans les années 1950 et 1960, le mouvement des droits civiques déferla à travers le Sud, la fausseté de telles convictions éclata au grand jour. Les Afro-Américains exprimaient enfin à haute voix leur insatisfaction et exigeaient la reconnaissance de leur dignité. La révolte des Noirs heurtait si brutalement les idées toutes faites des Blancs que nombre d'entre eux ne pouvaient en croire leurs yeux. Et lorsque les militants de base organisèrent des

manifestations de masse en faveur de l'égalité des Noirs, les Blancs manifestèrent leur hostilité.

Avec son arrêt *Brown contre Board of Education*, en 1954, la Cour suprême engagea la bataille sur le terrain de l'école. Elle déclara en effet que les écoles où la ségrégation était appliquée revenaient à infliger aux élèves noirs une « marque d'infériorité » ; elle invitait en conséquence les Etats sudistes à mettre fin à la ségrégation scolaire « aussi rapidement que possible ».

Les hommes politiques du Sud dénoncèrent l'arrêt de la Cour. Jouant sur les craintes des Blancs tout en affichant leur traditionnel mépris pour le gouvernement fédéral, des

sénateurs, tel Harry Byrd de la Virginie, firent valoir que la Cour avait outrepassé ses compétences. Les Sudistes blancs tentèrent de contourner la décision et formèrent un front commun pour faire systématiquement obstacle à la déségrégation. Dirigeants et entrepreneurs locaux se constituèrent en « conseils de citoyens » qui soumettaient à des repréailles économiques tout Noir – ou Blanc – qui osait se faire l’avocat de la déségrégation.

En 1957, un tribunal fédéral ordonna la déségrégation des écoles publiques de Little Rock, dans l’Arkansas. Neuf écoliers noirs furent dûment autorisés à s’inscrire au lycée central de la ville, mais le gouverneur Orval Faubus fit bloquer l’accès de l’établissement. D’abord réticent, le président Dwight Eisenhower finit par envoyer un détachement de la 101^e Division aéroportée pour faire respecter la décision du tribunal et escorter « les neuf

de Little Rock » jusqu’à leur salle de classe. Lorsque les jeunes Noirs finirent par accéder au lycée, ils se heurtèrent à une populace blanche pleine d’hostilité. Les parents conspuaient les nouveaux élèves et les membres des forces fédérales chargées d’assurer leur protection. Les Sudistes blancs assistaient, débordant de rage, à une scène qu’ils croyaient définitivement reléguée dans le passé depuis la Reconstruction : le spectacle de soldats fédéraux faisant respecter les droits civiques des Noirs.

La Nouvelle-Orléans connut une explosion comparable lorsque la ville fut la première du Sud profond à mettre en œuvre la déségrégation. En novembre 1960, quatre écolières afro-américaines furent admises à l’école élémentaire Frantz dans la neuvième circonscription, l’une des plus pauvres de la ville. Outre leurs griefs à l’encontre des Noirs et d’un

gouvernement fédéral jugé trop actif, les Blancs du Sud souffraient aussi de profondes divisions d’ordre social. Les Blancs miséreux de la neuvième circonscription estimaient que ceux des quartiers riches leur faisaient porter à eux – et à eux seuls – le « fardeau » de la déségrégation. Si les classes les plus aisées conservaient des soupapes de sécurité, telles que clubs de loisirs, écoles privées et quartiers résidentiels, les classes les plus modestes constataient avec amertume qu’elles étaient généralement les premières à faire les frais de l’intégration de leurs écoles publiques, de leurs piscines et de leurs quartiers.

Des millions de Sudistes blancs portaient au pinacle des hommes politiques comme George Wallace, le gouverneur de l’Alabama, qui nourrissaient et exploitaient à leur seul profit une profonde hostilité à l’encontre du mouvement des droits civiques. « La ségrégation aujourd’hui, la ségrégation demain, la ségrégation toujours », déclara George Wallace dans son discours d’entrée en fonctions de 1963, s’érigeant ainsi en symbole vivant de la résistance des Blancs. Le Ku Klux Klan – organisation fondée sur le racisme, l’antisémitisme et l’hostilité aux immigrants – nourrissait une illusion similaire, persuadé que les massacres auxquels il se livrait retarderaient l’avènement de l’égalité raciale. En 1963, à Birmingham, dans l’Alabama, des membres du Ku Klux Klan incendièrent un temple baptiste noir, causant la mort de quatre fillettes. L’année suivante, à Philadelphia, dans

le Mississippi, ils assassinèrent trois militants des droits civiques dont ils ensevelirent les corps dans une digue en terre. Nombreux étaient les Blancs du Sud que des actes aussi horribles emplissaient de dégoût, ce qui suscita des divisions. Pourtant, la majorité nourrissait le même désir : le retour à l’époque où les Noirs se découvraient devant les Blancs et acceptaient sans regimber le rôle que leur assignait le système Jim Crow.

L’extrémisme d’un camp permit souvent à l’autre d’emporter la victoire. Les abominables violences du Ku Klux Klan agirent comme un aiguillon sur la conscience de l’Amérique blanche et, en fin de compte, entraînèrent l’adhésion de la nation aux projets de loi en faveur des droits civiques – la loi de 1964 sur les droits civiques et celle de 1965 sur le droit de vote. Et lorsqu’ils virent le président Johnson – lui-même texan et sudiste – déployer toute son énergie pour faire adopter cette législation par le Congrès, les Blancs du Sud se sentirent trahis.

La loi sur les droits civiques imposait la déségrégation des commerces et des établissements publics. Soudain, les Blancs se trouvaient contraints de servir les Noirs dans leurs magasins et de dîner à leurs côtés dans les restaurants. De tels changements bouleversaient le rythme de leur vie quotidienne. Nombreux étaient ceux qui dénonçaient la « loi sur les injustices civiles » (*Civil Wrongs Bill*), en maintenant que ces lois fédérales mettaient en péril leurs propres droits. Ils se raccrochaient à l’idée que



Souvent encagoulés, les membres du Ku Klux Klan revendiquaient la suprématie des Blancs et recouraient au terrorisme, à la violence et au lynchage à l’encontre notamment des Afro-Américains, des Juifs et des catholiques.

les droits étaient limités : accorder plus de libertés aux Noirs revenait nécessairement à réduire celles dont jouissaient les Blancs. Compte tenu de l'équilibre précaire qui caractérisait les relations raciales dans le Sud, les Blancs étaient persuadés qu'ils seraient obligatoirement perdants si les Noirs gagnaient quoi que ce fût.

Dans toutes les régions à population majoritairement noire, la loi sur le droit de vote conférait aux Afro-Américains un nouvel et stupéfiant pouvoir. Dans ces bastions du vieux Sud esclavagiste, les Noirs, quatre fois plus nombreux que les Blancs, portèrent certains des leurs à des postes politiques. Dans plusieurs circonscriptions rurales, comme les comtés de Macon et de Greene, en Alabama, les Afro-Américains se trouvèrent subitement détenteurs du pouvoir politique. Rares étaient les

Blancs qui, avant l'ère des droits civiques, auraient pu concevoir de tels bouleversements. Au cours des années 1970, ce qui était naguère impensable se transforma en réalité politique.

Le mouvement des droits civiques changea définitivement la vie quotidienne des Blancs dans le Sud, mit un terme à leur attitude traditionnelle à l'égard des Noirs et, dans certaines villes, modifia l'équilibre des forces politiques. Il débarrassa les Afro-Américains de leur vernis de docilité et les investit d'une dignité nouvelle. Pour de nombreux Blancs, la vie était devenue méconnaissable. Confrontés à une réalité qu'ils n'avaient guère envisagée, certains d'entre eux ripostèrent avec les armes dont ils disposaient. D'autres tentèrent d'échapper au bouleversement, essayant de maintenir le mode de vie auquel ils étaient si

profondément attachés alors même que le sol se dérobaient sous leurs pieds. Mais la fuite devant la réalité allait se révéler impossible. Si les Blancs luttèrent contre le mouvement des droits civiques au moyen de diverses stratégies, rares furent ceux qui échappèrent à son emprise à long terme.

En fin de compte, le mouvement des droits civiques transforma non seulement le Sud, mais l'ensemble de la nation. S'il modifia la vie et la mentalité des Sudistes, il apporta aussi à un certain nombre de Blancs un sentiment de libération : le sentiment d'échapper au statut d'avisés et d'opresseurs, au rôle qu'ils assumaient au sein d'un système racial étouffant. A l'aube du XXI^e siècle, l'inégalité raciale continue cependant de hanter la vie américaine. Les Afro-Américains demeurent trop largement défavorisés, sous-instruits ; ils sont trop

nombreux à peupler les prisons. Et pourtant, bien des fantômes de Jim Crow qui hantaient le Sud se sont évanouis. Après le succès du mouvement des droits civiques, les Afro-Américains ont pu fréquenter des écoles d'où la ségrégation avait été bannie ; ils ont brigué – et obtenu – des responsabilités politiques ; ils ont joui d'une dignité que la culture Jim Crow leur refusait. Ces changements ont également touché et remodelé la vie des Blancs dans le Sud. Le mouvement des droits civiques a contraint les Sudistes – les Noirs comme les Blancs – à s'engager plus avant sur le chemin de l'égalité raciale.

Par **Jason Sokol**

Chercheur (Mellon Postdoctoral Fellow) à l'université de Pennsylvanie, Jason Sokol est également l'auteur de *There Goes My Everything: White Southerners in the Age of Civil Rights*.



A l'heure du déjeuner dans une école publique intégrée.

EPILOGUE



Le 21 mars 1965, alors que les défenseurs des droits civiques et leurs partisans se réunissaient à Selma, un dirigeant local de la Southern Christian Leadership Conference avertit la presse que « l'irresponsabilité » des militants les plus extrémistes pouvait causer au mouvement des dommages considérables. Le pasteur Jefferson Rogers faisait référence au Student Nonviolent Coordinating Committee, dont la direction manifestait une impatience croissante face à la stratégie gradualiste de Martin Luther King et au courant majoritaire du mouvement des droits civiques. Presque tout mouvement militant à large assise populaire connaît des tensions de cet ordre ; mais les années et les décennies suivantes allaient prouver la sagesse de la stratégie suivie par Thurgood Marshall, Martin Luther King et leurs adeptes. Les

immenses succès remportés par le mouvement des droits civiques ont prouvé à l'évidence que, dans une nation respectueuse du droit, la clé du progrès résidait dans l'inscription dans la loi de l'égalité véritable des Afro-Américains – dans les services publics, dans les établissements d'enseignement et, surtout, dans les bureaux de vote.

Mais cette vérité ne s'imposait pas à tous. En mai 1966, Stokely Carmichael, militant de longue date qui avait participé à de nombreuses campagnes d'inscription des Noirs sur les listes électorales, s'était posé en nouveau chef du SNCC. A Greenwood, dans le Mississippi, Carmichael avait lancé un appel au « pouvoir noir » (*Black Power*). Quand Thurgood Marshall et Martin Luther King voulaient obtenir l'intégration, Carmichael prônait, lui, la séparation. L'intégration était, à ses yeux,

« un subterfuge insidieux visant à maintenir la suprématie blanche ». Parallèlement, le Parti des Panthères noires (*Black Panther Party*, dont le nom, selon certains, avait pour origine l'emblème visuel utilisé à l'intention des électeurs analphabètes lors des campagnes d'inscription sur les listes électorales en Alabama), fondé en octobre 1966 à Oakland, en Californie par les activistes Huey Newton et Bobby Seale, faisait appel à des militants armés – les « panthères » – pour filer les policiers qu'ils soupçonnaient de harceler indûment les Noirs. Si le parti, durant un bref moment, bénéficia d'une certaine popularité, notamment grâce à ses programmes d'aide sociale, les affrontements armés avec les polices locales, qui se soldèrent par la mort ou l'emprisonnement d'éminents membres du mouvement, dressèrent de

Plus qu'à toute autre époque dans l'histoire de notre pays, nous sommes tous Américains.

nombreux Américains contre son recours systématique à la violence et entraînèrent sa dislocation en une nuée de factions se perdant en récriminations réciproques.

L'année 1968 fut marquée par des perturbations politiques dans la majeure partie du monde occidental. Aux Etats-Unis, elle vit l'assassinat du sénateur Robert Kennedy qui, en tant que secrétaire à la Justice, avait, à un moment critique, soutenu les militants de la cause des droits civiques. Et l'année 1968 vit aussi la fin de la remarquable carrière de Martin Luther King.

King consacra les dernières années de sa vie à combattre pour l'égalité économique des Noirs, illustration de l'efficacité de l'action du mouvement des droits civiques. Le 3 avril 1968, King fit campagne à Memphis, dans le Tennessee, pour

soutenir la grève des éboueurs – en majorité des Noirs. Sa dernière allocution, qui puisait profondément dans la Bible, allait se révéler prophétique :

Je ne sais ce qui va arriver maintenant. Des jours difficiles nous attendent. Mais peu importe ce qui va m'arriver maintenant, car je suis parvenu au sommet de la montagne. Je n'ai nulle inquiétude. Comme tout le monde, je voudrais vivre longtemps – la longévité a son prix. Mais je ne m'en soucie guère. Je veux simplement que la volonté de Dieu soit faite. Il m'a permis d'atteindre le sommet de la montagne. J'ai alors regardé autour de moi, et j'ai vu la Terre promise. Il se peut que je n'y pénètre pas avec vous. Mais je veux que vous sachiez, ce soir, que notre peuple atteindra la Terre promise. Ainsi, ce soir, je suis heureux: je ne suis nullement inquiet; je ne crains personne. Mes yeux ont vu dans toute sa gloire l'avènement du Seigneur.

Le lendemain même, la balle d'un assassin lui enlevait la vie. Il avait 39 ans. Les médecins déclarèrent que Martin Luther King avait le cœur d'un homme de 60 ans, car il avait si longtemps endossé le fardeau d'une multitude d'hommes et de femmes. Quelque 300 000 Américains assistèrent à ses funérailles.

L'assassinat de Martin Luther King déclencha des émeutes à Washington et dans plus d'une centaine d'autres villes des Etats-Unis. A cet instant, un manque de



Ci-dessus : L'accession à la propriété fait depuis longtemps partie du rêve américain. Ci-contre : quarante-deux ans après l'assassinat de son amie Denise McNair, Condoleezza Rice prit ses fonctions de secrétaire d'Etat.

vision à long terme et de fermeté morale pouvait faire douter de l'œuvre que King avait accomplie tout au long de sa vie. Mais la Terre promise qu'il avait évoquée était beaucoup plus proche qu'on ne pouvait le croire en ces soirées de colère d'avril 1968, rougeoyant de la lueur des incendies.

Les conquêtes du mouvement des droits civiques

Le destin des Afro-Américains restera à jamais

une expérience unique dans l'histoire. Mais le respect de leur droit de vote imposé par le pouvoir fédéral dota les Noirs américains des outils que les immigrants et autres groupes minoritaires utilisaient depuis longtemps pour poursuivre – et réaliser – le rêve américain. Aux Etats-Unis, les électeurs détiennent un véritable pouvoir politique. Avec l'exercice du droit de vote – et le temps aidant – l'égalité juridique et politique s'est traduite pour les Afro-

Américains par des progrès concrets dans pratiquement tous les domaines de la vie.

John Lewis, par exemple, fut l'un des voyageurs de la liberté tabassés jusqu'au sang par la populace de Montgomery en 1961. Il siège aujourd'hui à la Chambre des représentants des Etats-Unis en qualité de député de la cinquième circonscription de Georgie. Près de cinquante de ses collègues sont eux aussi afro-américains, et plusieurs d'entre eux exercent d'importantes responsabilités en tant que présidents d'influentes commissions du Congrès.

Denise McNair était l'une des jeunes filles qui trouvèrent la mort dans l'attentat à la bombe perpétré en 1963 par un groupe raciste contre le temple baptiste de la Seizième Rue à Birmingham.



Barack Obama s'adresse à la population rassemblée à Chicago le soir de son élection à la présidence.

femme blanche originaire du Kansas, a été élu président des Etats-Unis. Dans le discours de campagne qu'il avait consacré à la question raciale en Amérique, Obama déclarait :

[...] la réponse à la question de l'esclavage était déjà lisible à travers les lignes de notre Constitution, une Constitution qui avait à cœur l'idéal d'une égalité des citoyens devant la loi; une Constitution qui promettait à son peuple la liberté et la justice, ainsi qu'une Union qui pouvait et devait être perfectionnée au fil du temps.

Et comme le président élu l'a déclaré à la nation le soir de son triomphe électoral :

S'il y a encore quelqu'un ici qui doute que l'Amérique soit un endroit où tout est possible, qui se demande encore si le rêve de nos fondateurs est toujours vivant, qui s'interroge encore sur la puissance de notre démocratie ; ce soir vous apporte la réponse.

La victoire de Barack Obama reflète le chemin parcouru par l'Amérique. Un autre aspect, et c'est là l'essentiel, est l'émergence dans l'ensemble de la société américaine – et en particulier chez les jeunes appelés à construire l'avenir de la nation – du sentiment largement et profondément partagé que l'histoire infamante de l'esclavage, de la ségrégation et de l'injustice appartient désormais au passé.

En 2005, son amie Condoleezza Rice accédait au poste de secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

En pourcentage, le nombre de Noirs obtenant le diplôme de fin d'études secondaires a presque triplé depuis 1966 et, dans le même temps, le taux de pauvreté a pratiquement diminué de moitié. L'émergence d'une classe moyenne afro-américaine constitue une évolution notoire de la société américaine, tout comme le nombre élevé d'entrepreneurs, de chercheurs, d'écrivains et d'artistes issus de la population noire.

Bien que les Américains n'en aient pas complètement fini avec les questions raciales, il s'agit aujourd'hui de problèmes radicalement différents de ceux auxquels étaient confrontés Thurgood Marshall, Martin Luther King et le mouvement des droits civiques. Si les questions d'aujourd'hui n'en sont pas moins réelles, elles reflètent aussi les progrès accomplis au

cours des décennies qui suivirent.

Prenons l'exemple de l'éducation, sujet de l'arrêt *Brown contre Board of Education*. Des jugements récents de la Cour suprême s'attachent à définir les limites admissibles des mesures d'« intégration active » (*affirmative action*) qui visent à réparer les torts de la discrimination passée et à contraindre ou encourager les organismes publics à refléter dans leur composition la réalité démographique des populations qu'ils sont censés servir.

Il est aujourd'hui demandé aux juges de statuer sur les exigences contradictoires qui peuvent se présenter, par exemple, dans un district scolaire où les parents sont autorisés à choisir l'école de leurs enfants. S'ils sont trop nombreux à choisir un établissement déterminé, seuls certains élèves pourront fréquenter l'établissement sélectionné au départ par leurs parents. En ce cas, le

district peut-il faire valoir – en tant qu'impératif subsidiaire – sa volonté de maintenir un équilibre racial dans cette école pour déterminer quelles demandes d'inscription il choisira d'honorer ?

Le gouvernement doit-il intervenir lorsque des écoles se trouvent de fait soumises à la ségrégation en raison de leur nouvel environnement résidentiel et non pas, comme du temps de Linda Brown, parce que des millions d'écoliers afro-américains étaient systématiquement soumis à la ségrégation et relégués dans des établissements misérables de seconde zone ?

Les Américains, quel que soit leur milieu social, peuvent avoir et ont souvent des opinions divergentes sur ces questions. Et rares sont les responsables politiques qui peuvent apporter des réponses à de tels dilemmes.

En novembre 2008, Barack Obama, fils d'un homme noir originaire du Kenya et d'une

Directeur de la publication : George Clack
Rédactrice en chef : Mildred Solá Neely
Directeur de la rédaction : Michael Jay Friedman
Directrice artistique : Min-Chih Yao
Iconographie : Maggie Johnson Sliker
Version française : Africa Regional Services, Paris

Michael Jay Friedman, l'auteur du texte principal de cette publication est responsable de la Division des brochures imprimées au Bureau international de l'information du département d'Etat. Il est titulaire d'un doctorat d'histoire de la politique et de la diplomatie américaines.

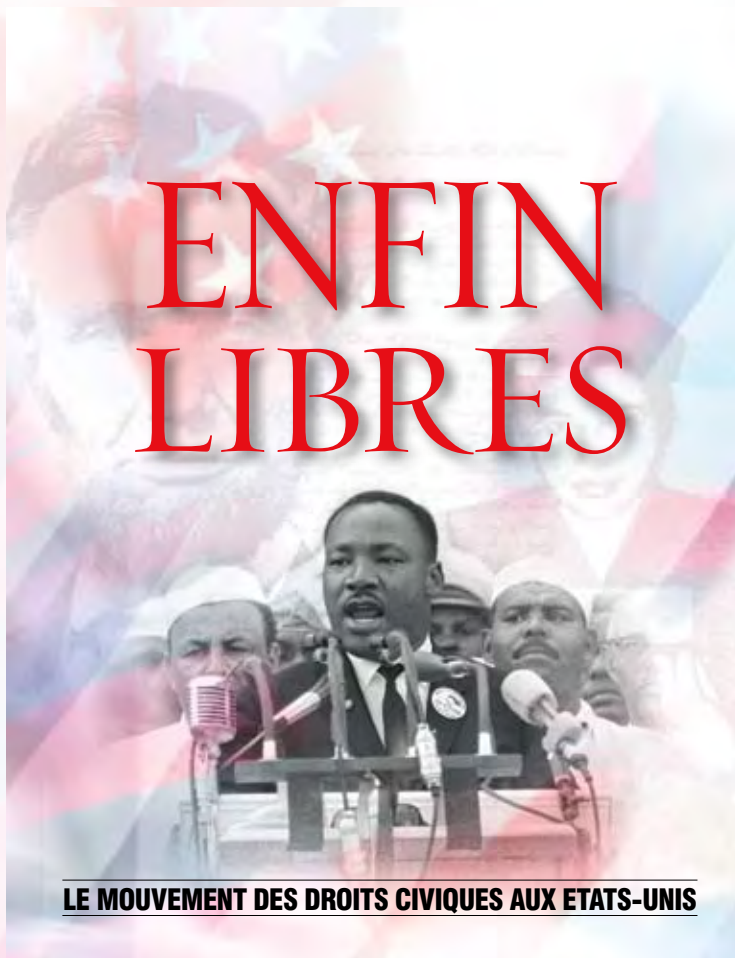
Photographies:

Les crédits de haut en bas sont séparés par des tirets, et de gauche à droite par des points-virgules.

Couverture : © AP Images (4). 2^e de couverture : © AP Images. Page 3 : Schomburg Center/Art Resource, NY. 4 : British Library/Londres/Grande-Bretagne/HIP/Art Resource, NY. 6 : Hulton Archive/Getty Images. 8 : The Bridgeman Art Library/Getty Images. 9 : Library of Congress. 10 : Hulton Archive/Getty Images. 11 : peinture de Jerry Pinkney, National Geographic Society. 12 : MPI/Getty Images. 13 : Hulton Archive/Getty Images – Library of Congress, Prints and Photographs Division. 14 : Library of Congress, Prints and Photographs Division. 16 : Library of Congress, Prints and Photographs Division. 17 : Louie Psihoyos/Science Faction. 18 : Library of Congress, Prints and Photographs Division. 19 : © CORBIS. 20 : Library of Congress, Prints and Photographs Division. 21 : © AP Images. 22 : Marie Hansen/Time Life Pictures/Getty Images. 24 : Library of Congress, Prints and Photographs Division. 25 : © David J. & Janice L. Frent Collection/CORBIS. 26 : Scurlock Studio Records, Archives Center, National Museum of American History, Behring Center, Smithsonian Institution. 27 : Library of Congress, Prints and Photographs Division; © AP Images.

28 : Virginia Historical Society, avec l'autorisation de Afro-American Newspaper Archives and Research Center. 29 : © Bettmann/CORBIS – © Jack Moebes/CORBIS; © AP Images. 31 : © AP Images. 33 : © Bettmann/CORBIS – © AP Images. 35 : Don Cravens/Time Life Pictures/Getty Images – AP Images/Montgomery County Sheriff's Office. 36 : © Bettmann/CORBIS. 37 : Sy Kattelison, épreuve argentique, 1948, National Portrait Gallery, Smithsonian Institution. 38 : © Bettmann/CORBIS (2). 39 : Paul Schutzer/Time Life Pictures/Getty Images. 40 : © AP Images/Horace W. Cort; © Bettmann/CORBIS. 43 : © AP Images/Bill Hudson. 44 : © AP Images/Harry Harry. 45 : Hulton Archives/CNP/Getty Images. 46 : © AP Images/Carlos Osorio – © AP Images/Gene Herrick. 47 : © AP Images/Lacy Adkins. 48 : © Bettmann/CORBIS. 49 : Landall Kyle Carter/CORBIS. 50 : © AP Images. 51 : © Bettmann/CORBIS. 52 : © Flip Schulke/CORBIS (2). 55 : © AP Images. 56 : © AP Images; © AP Images/Dozier Mobley – © AP Images. 58,59 : © AP Images (3). 60 : © Flip Schulke/CORBIS. 62-63 : © Bettmann/CORBIS; © AP Images/Horace W. Cort. 64 : Bill Eppridge/Time Life Pictures/Getty Images. 65 : Digital Vision/Getty Images. 66 : Ariel Skelley/Getty Images – © AP Images/Bebeto Matthews. 67 : © AP Images.

ENFIN LIBRES



LE MOUVEMENT DES DROITS CIVIQUES AUX ETATS-UNIS

Bureau international de l'information
DEPARTEMENT D'ETAT, ETATS-UNIS D'AMERIQUE